

**REUNION DES MINISTRES
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DE LA ZONE FRANC**

COMITE DE CONVERGENCE

Rapport aux Ministres

Lomé, les 4 et 5 avril 2007

REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC

- Lomé, le 5 avril 2007 -

RESOLUTIONS DES MINISTRES

Les ministres chargés des finances des pays de la Zone franc, réunis le 5 avril 2007 à Lomé:

1) Prennent acte de l'état de la convergence au 31 décembre 2006. Malgré les engagements pris dans les programmes de convergence, ils constatent que celle-ci a été insuffisante. Un seul pays de la Zone franc a respecté l'ensemble des critères de premier rang. Les deux sous-régions connaissent des évolutions différentes. Ainsi, alors que l'inflation a significativement baissé en zone UEMOA, en raison principalement du recul des prix des produits alimentaires, les pays de la CEMAC ont connu des tensions inflationnistes renouvelées, conduisant à un dépassement de la norme de 3%. La situation des finances publiques a été marquée par une amélioration des principaux soldes budgétaires en CEMAC, tandis qu'une dégradation a été constatée en UEMOA. Dans les deux sous-régions, la situation monétaire est restée solide.

2) Réaffirment en conséquence le caractère indispensable de la convergence au sein d'une zone monétaire et s'engagent à renforcer les moyens de la surveillance multilatérale. A ce titre, ils invitent ceux des Etats de la CEMAC qui ne l'ont pas encore fait à finaliser leurs programmes triennaux de convergence. Ils s'engagent également à reconstituer le fonds AFRISTAT, outil indispensable pour moderniser le suivi de la situation économique de la Zone

3) Constatent que la croissance a décéléré par rapport à 2005 et enregistre, de nouveau, un niveau inférieur à celui de l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne.

En zone UEMOA, la croissance a été de 3,4 % en 2006 contre 4,4 % en 2005, en raison notamment de la persistance de crises sociopolitiques dans certains Etats, de chocs exogènes, qui affectent en particulier la filière coton, et des contre-performances du secteur secondaire qui a particulièrement souffert des dysfonctionnements du secteur énergétique dans plusieurs pays. Malgré les marges de manœuvre dégagées par les initiatives d'allègement de la dette, la situation des finances publiques reste fragile.

En zone CEMAC, la croissance a été de 3,3% en 2006 contre 4% en 2005, en raison notamment d'un taux de croissance du secteur pétrolier négatif, tandis que celui du secteur non pétrolier se maintenait à un niveau robuste. Ils constatent la poursuite de l'assainissement des finances publiques. Ils relèvent que les pays de la sous-région ont connu des poussées inflationnistes qu'il convient impérativement de maîtriser.

La situation des Comores est également marquée par un ralentissement de l'activité économique, puisque la croissance a été de 1,2 % en 2006 contre 2,8 % en 2005, accentuée par la crise persistante de la filière de la vanille, la baisse de l'activité touristique et une situation toujours tendue des finances publiques, malgré un redressement en fin d'année. Les Comores s'orientent vers la conclusion d'un programme triennal avec le FMI, permettant d'accéder à l'initiative PPTE. Des discussions ont été engagées avec la BAD pour l'apurement des arriérés du pays.

4) Prennent note des perspectives pour 2007, marquées par une reprise de la croissance des économies des pays de la Zone franc. Ils affirment leur détermination à mettre en œuvre des politiques ambitieuses permettant d'atténuer la vulnérabilité des économies aux chocs exogènes et d'élever le potentiel de croissance des économies, contribuant ainsi à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les Etats doivent notamment poursuivre les efforts entrepris en matière de diversification de l'économie, à travers la promotion des investissements privés et l'amélioration du climat des affaires, permettant ainsi au secteur privé de jouer pleinement son rôle de moteur de la croissance. L'intensification des réformes structurelles, en particulier l'accélération des programmes de restructuration des entreprises publiques, des filières des produits de rente et du secteur énergétique, constitue également un facteur fondamental pour l'amélioration de la compétitivité des économies de la Zone franc.

5) Insistent sur la nécessité pour les Etats de poursuivre l'assainissement des finances publiques, notamment en accroissant la mobilisation des ressources fiscales, en évitant l'apparition ou l'accumulation d'arriérés, en améliorant la qualité de la dépense publique et en préservant la soutenabilité à moyen terme de leur dette. Ils insistent en conséquence sur la nécessité de tenir à jour un inventaire de la dette intérieure, de transmettre régulièrement ces informations aux autorités régionales, et d'éviter le recours à des financements non concessionnels.

6) Réaffirment le rôle fondamental de l'intégration régionale en tant que facteur de stabilité et de croissance et appellent l'ensemble des partenaires au développement à se mobiliser dans ce domaine. Les institutions de la Zone franc continueront de fournir un cadre propice à la solidarité régionale, au développement économique et à la poursuite d'une politique monétaire prudente. Ils saluent le lancement, avec le soutien affirmé des bailleurs de fonds dont la France, du Programme économique régional de l'UEMOA en novembre 2006 et les perspectives de mise en place d'un tel programme en CEMAC. Ils appellent la communauté financière internationale à doter les banques et institutions régionales de développement de la Zone franc en ressources concessionnelles pérennes. En mettant un accent particulier sur les infrastructures d'intérêt régional et la promotion du secteur privé, ces programmes permettront d'accélérer la croissance et de réduire la pauvreté. Traduisant de manière concrète la solidarité régionale, ils contribueront également à une insertion réussie des économies de la Zone franc dans l'économie mondiale.

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	3
2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	4
3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN ZONE FRANC.....	7
3.1 UEMOA.....	8
3.2 CEMAC.....	11
3.3 UNION DES COMORES.....	14
4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2006.....	16
4.1 UEMOA.....	16
• Critères de premier rang	16
• Critères de second rang	17
4.2 CEMAC.....	18
• Critères de premier rang	18
• Critères de second rang	19
4.3 UNION DES COMORES.....	20
• Critères de premier rang	20
• Critères de second rang	21
5. RECOMMANDATIONS	21
5.1 UEMOA.....	21
• Recommandations générales.....	21
• Recommandations par Etat.....	22
5.2 CEMAC.....	25
• Recommandations générales.....	25
• Recommandations par Etat.....	26
6. ANNEXES	29
6.1 Evolution des critères de convergence.....	30
6.2 Situation économique et financière de chaque Etat.....	34
6.3 Tableaux des opérations financières.....	62

1. INTRODUCTION

Le Comité de convergence de la Zone franc est une structure de réflexion et de proposition créée par la Réunion des Ministres des finances de la Zone franc en 1999 avec pour objectif principal le renforcement de la surveillance multilatérale dans cette zone.

A cet égard, il a pour mission de rendre compte de l'évolution de la situation économique et monétaire de la Zone franc, de suivre le fonctionnement de la surveillance multilatérale dans chaque sous-région, de rendre compte des progrès réalisés en la matière et de formuler des recommandations propres à consolider ce processus.

Le Comité comprend quatre parties, à savoir l'UEMOA (Commission, BCEAO et BOAD), la CEMAC (Secrétariat Exécutif, BEAC et BDEAC), les Comores (Union des Comores et BCC) et la France (Direction générale du Trésor et de la politique économique – DGTPE – et Banque de France). AFRISTAT et l'AFD apportent également leur expertise au Comité.

Le Comité organise au moins une réunion semestrielle préparatoire à la réunion des Ministres des finances, présidée alternativement par la Commission de l'UEMOA et le Secrétariat Exécutif de la CEMAC. Le Secrétariat du Comité est assuré par la DGTPE.

Depuis la mise en œuvre du Comité en 1999, celui-ci s'est acquitté de sa mission en présentant à chaque réunion des Ministres un rapport sur l'état de convergence de la Zone franc assorti de résolutions. Les analyses de ce rapport s'appuient sur les données chiffrées produites par les trois sous-régions et validées en Conseil des Ministres.

L'intérêt de ces travaux a amené les Ministres à décider, en septembre 2004, la publication du rapport du Comité, traduisant ainsi leur attachement au principe de transparence et au souci de partager l'expérience de la Zone franc en matière de surveillance réciproque des politiques économiques nationales, souci repris par les Etats africains dans le cadre du mécanisme de la revue par les pairs du NEPAD.

Le présent rapport synthétise les travaux du Comité de convergence de la Zone franc qui s'est réuni à Ouagadougou le 22 février 2007, conformément à son mandat. Il fait le bilan de la convergence à la date du 31 décembre 2006 et analyse les prévisions disponibles pour 2007.

Si l'on analyse les quatre critères principaux de convergence en 2006, le Comité constate que :

- la convergence a peu progressé en 2006 et seul un pays, le Mali, a respecté l'ensemble des critères de premier rang ;
- l'ensemble des pays de la CEMAC ont connu des tensions inflationnistes au-delà du seuil de convergence ;
- la situation des finances publiques s'est dégradée en UEMOA : six pays présentent ainsi un solde budgétaire de base négatif ;
- dans chacune des Unions, un groupe de pays reste en marge du processus de convergence.

L'analyse de la situation économique et financière en UEMOA fait ressortir une croissance économique faible, en repli par rapport à 2005. L'activité économique a été affectée par les troubles sociopolitiques dans certains Etats membres, mais aussi par les contreperformances du secteur secondaire. Ce dernier a été affecté par la hausse des cours des produits pétroliers, mais aussi par l'existence de crise énergétique dans plusieurs pays et les difficultés de plusieurs grandes entreprises, comme les Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et de la Société Africaine de raffinage (SAR) au Sénégal. Les bonnes conditions climatiques ont cependant permis une hausse de la production vivrière et une bonne tenue du secteur primaire, malgré les difficultés de la filière coton. En conséquence, les tensions inflationnistes qu'avait connues la sous-région en 2005 en raison de la hausse des prix des

produits alimentaires se sont apaisées en 2006, l'ensemble des pays de l'UEMOA, à l'exception du Bénin, respectant ainsi le plafond d'inflation fixé à 3%.

L'année 2006 a également été marquée par une dégradation de la situation des finances publiques, avec une détérioration des soldes budgétaires dans la plupart des pays. Les tensions de trésorerie se sont traduites par une accumulation d'arriérés de paiement dans certains Etats, notamment ceux qui n'ont pas encore bénéficié des initiatives d'allègement de la dette. Cette situation rend nécessaire la poursuite des efforts pour améliorer la gestion des finances publiques et accroître la mobilisation des ressources fiscale en UEMOA.

Pour la CEMAC, les évolutions macroéconomiques pour l'année 2006 ont été caractérisées par une nouvelle consolidation des finances publiques, favorisée par le maintien à un niveau élevé des prix des produits pétroliers, une amélioration du compte extérieur courant et un raffermissement de la situation monétaire. La croissance a connu un léger repli, malgré un environnement international favorable (s'agissant notamment des cours du pétrole). Il convient cependant de distinguer entre le secteur pétrolier, dont le taux de croissance est devenu négatif en 2006, et le secteur non pétrolier dont la croissance s'est maintenue. L'année 2006 a par ailleurs été marquée par une reprise préoccupante des tensions inflationnistes conduisant, pour l'ensemble des pays, au dépassement de la norme commune de 3%.

Dans l'Union des Comores, la situation de la convergence en 2006 a été marquée par une détérioration des indicateurs. Malgré son implication dans le processus de convergence et un net redressement en fin d'année constaté par le FMI, aucun des critères n'a pu être encore atteint. L'année 2006 a été marquée par un ralentissement de l'activité économique, accentué par la morosité de la filière de la vanille et la baisse de l'activité touristique. La situation des finances publiques reste très fragile.

Au total, pour l'ensemble de la Zone franc, la croissance a décéléré par rapport à 2005 et reste insuffisante pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les progrès de la convergence ont été insuffisants.

Pour l'ensemble de la Zone franc, le Comité insiste plus particulièrement sur les deux orientations suivantes :

- assurer la réalisation d'une croissance forte et durable basée sur la diversification des activités de production, l'assainissement des finances publiques et la maîtrise des tensions inflationnistes ;
- approfondir l'intégration régionale.

Le Comité recommande également à nouveau:

- la poursuite des efforts pour consolider les finances publiques, en recherchant une plus forte mobilisation fiscale et en évitant l'accumulation d'arriérés ;
- la promotion des investissements, qui nécessite notamment une amélioration du climat des affaires ;
- le maintien et le renforcement de la coopération avec les partenaires au développement et les institutions de Bretton Woods.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale bénéficie depuis 2004 d'une croissance vigoureuse qui a même accéléré au début de 2006. Depuis le milieu de l'année dernière, elle montre toutefois des signes de ralentissement modéré dans un contexte général de resserrement monétaire et sous les effets du retournement du marché immobilier américain, d'une faiblesse de la consommation au Japon et d'une politique de restriction du crédit en Chine.

• Production

Après un pic de croissance de l'économie mondiale au 1^{er} semestre 2006, les États-Unis, le Japon et, à la fin de l'année, les pays émergents, ont vu leur rythme de croissance diminuer :

- Le ralentissement américain s'explique principalement par la chute des dépenses de construction de logements. Pour l'instant, le ralentissement de l'économie américaine s'effectue « en douceur », la nette décélération des prix immobiliers et le tarissement de l'extraction de liquidité liée au refinancement hypothécaire ne semblant pas trop pénaliser la consommation.
- Le ralentissement de l'économie japonaise semble lié à la décélération de la consommation des ménages dans un climat peu favorable de disparition d'allègements fiscaux. De surcroît, la hausse des salaires tarde à prendre le relais de la baisse passée du taux d'épargne.

Dans le même temps, la zone euro et le Royaume-Uni ont pu maintenir un rythme de croissance soutenu. La bonne tenue de la croissance en zone euro s'explique principalement par la vigueur de la demande intérieure. L'investissement est stimulé par le bas niveau des taux d'intérêt longs et par des taux d'utilisation des capacités de production à un niveau élevé. La consommation bénéficie de fortes créations d'emplois et, en Allemagne, d'une probable anticipation de certaines dépenses avant la hausse de TVA du 1^{er} janvier 2007. Au sein de la zone euro, les rythmes de croissance ont convergé fin 2005, avec l'accélération de l'Italie, de l'Allemagne et, dans une moindre mesure, de la France. La croissance du PIB de la zone euro a accéléré au dernier trimestre de 2006 pour atteindre 3,3 en glissement annuel et 2,8% en moyenne annuelle pour l'année 2006. Au Royaume-Uni, les prix immobiliers sont repartis à la hausse et l'activité est particulièrement dynamique dans les services.

Les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) ont également renoué en 2006 avec une croissance plus dynamique, portée à la fois par la consommation privée et par des performances à l'exportation soutenues, tandis que l'inflation restait contenue. En Russie, la croissance a continué de bénéficier du cours élevé des matières premières, la consommation des ménages et l'investissement restant bien orientés. Enfin, l'Amérique Latine a bénéficié en 2006 de la vigueur du commerce mondial et de la forte demande en matières premières. Tous ces pays émergents ont vu leur croissance ralentir au deuxième semestre de 2006, suivant le mouvement du commerce mondial. L'activité en Chine en revanche est restée vigoureuse sur l'ensemble de l'année (+10,7%) en dépit des efforts des autorités pour limiter la progression très vive du crédit. Ces efforts ont cependant porté leurs fruits en fin d'année avec une légère décélération de l'activité dans les secteurs de l'industrie et de la construction.

En Afrique subsaharienne, le Produit Intérieur Brut a enregistré un fléchissement avec un taux de croissance de 5,4% contre 6 % en 2005, selon le FMI¹. Cette situation est liée au ralentissement de la croissance en Afrique du Sud et aux chocs subis par la plupart des économies du fait de la situation du marché pétrolier.

Le ralentissement de l'économie mondiale s'est accompagné d'une détente des prix des matières premières, et en particulier du pétrole. Après avoir poursuivi durant la première moitié de l'année 2006 sa tendance à la hausse initiée en 2004, les cours du pétrole ont atteint en août un pic à près de 80\$/bl, en partie lié à des tensions géopolitiques. Les prix ont ensuite nettement reflué au cours de l'automne, avant de chuter fin décembre, avec une révision à la baisse de la demande de pétrole et des stocks américains élevés du fait d'un début d'hiver exceptionnellement doux dans l'hémisphère Nord. Sur l'ensemble de l'année 2006, le prix moyen du baril de Brent a été de 65\$, en hausse de 20% par rapport à 2005 (55\$). Sur le marché des matières premières, les cotations des métaux sont demeurées en hausse, contrairement à celles des produits agricoles qui sont globalement orientées à la baisse.

• **Prix et inflation**

Les conditions monétaires se sont resserrées dans la plupart des zones :

- La hausse des taux aux États-Unis, initiée en 2004, s'est interrompue à la mi-2006, au moment du retournement du marché immobilier.
- La Banque Centrale Européenne a initié fin 2005 un resserrement monétaire qui s'est poursuivi tout au long de l'année 2006 (+1,5 point au total) pour atteindre un taux directeur de 3,5% en fin d'année, puis 3,75% le 8 mars 2007.

¹ FMI, Sub-Saharan Africa Regional Economic Outlook - Printemps 2007

- La Banque d'Angleterre, qui avait été la première des principales banques centrales à entamer un resserrement monétaire en 2003, a de nouveau durci sa politique à partir de la mi-2006.
- La Banque du Japon a opéré une première hausse de taux en juillet 2006, rompant avec cinq années de taux zéro.

Ce resserrement est justifié par les banques centrales par une inflation sous-jacente qui reste élevée aux Etats-Unis et qui est en croissance au Royaume-Uni. Aux Etats-Unis, la progression de l'indice des prix à la consommation serait de 3,6% pour l'année 2006 et de 2,9% pour 2007, contre 3,4% en 2005. Si des facteurs de modération des prix sont mentionnés par les autorités monétaires américaines, la crainte de pressions inflationnistes liées aux tensions sur les facteurs de production reste clairement affirmée. L'évolution des prix demeure par contre modérée en zone euro et reste toujours négative au Japon. Les taux de chômage sont à des niveaux historiquement bas (sauf au Japon). Le crédit poursuit son essor rapide (notamment en zone euro).

• **Evolution des taux d'intérêt et des marchés de changes**

Sur le marché monétaire, les taux d'intérêt se sont stabilisés au quatrième trimestre de 2006 aux Etats-Unis tandis qu'ils ont poursuivi leur remontée en Europe. Dans la zone euro, l'euribor s'est situé en moyenne annuelle à 3,08% en 2006 contre 2,19% en 2005. L'onia est passé de 2,09% en moyenne à 2,83% (3,37% au quatrième trimestre de 2006).

Sur le marché des changes, la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, observée en juin 2006, a été de courte durée. En moyenne, le taux de change de l'euro est passée de 1,2684 dollar en juillet 2006 à 1,2727 en décembre 2006.

• **Evolution des cours des matières premières**

Au cours de l'année 2006, la situation des marchés internationaux a été dans l'ensemble caractérisée par une hausse des principaux produits d'exportation de la Zone franc, à l'exception notable du coton dont les cours restent déprimés. En 2007, les cours des principaux produits de base pourraient se tasser, poursuivant la tendance amorcée au second semestre de 2006, en liaison avec le ralentissement de la croissance mondiale. Malgré le repli des cours enregistré jusqu'en janvier 2007, le prix pétrole devrait se stabiliser à un niveau élevé. La situation des marchés internationaux des produits agricoles serait caractérisée en 2007 par une baisse des cours, compte tenu de l'abondance de l'offre.

Pour le cacao, après une contraction d'août à octobre 2006, les cours du cacao se sont redressés pour atteindre en février 2007 leur plus haut niveau depuis 2003. Compte tenu des craintes, qui pèsent actuellement sur l'offre mondiale liées à des incertitudes persistantes sur l'évolution de la situation politique en Côte d'Ivoire, les cours du cacao pourraient se redresser à court terme.

Pour le café robusta, le marché s'est trouvé en forte hausse, continue depuis 2001, pour atteindre en février 2007 son plus haut niveau depuis 1998, en hausse de 24% par rapport à février 2006. Un excédent de production d'environ 5 millions de sacs est toutefois attendu en 2006-2007, ce qui n'augure pas d'une consolidation des prix du café à court terme.

Pour l'huile de palme, le mouvement de baisse des cours, observé depuis la mi-2004 s'est infléchi au cours de l'année 2006. Ils sont passés de 0,42 \$ le kg en 2005 à 0,50 \$, en augmentation de 19%.

La hausse des cours est intervenue dans un environnement marqué par le niveau élevé des prix du pétrole qui a intensifié le recours à des biocarburants alternatifs et la saturation de la production en Malaisie. Le niveau élevé de l'offre qui pèse sur le marché et l'augmentation des stocks infléchiront de nouveau les prix de l'huile de palme à court terme.

Pour le sucre, les cours ont augmenté durant les deux premiers mois de l'année 2006, avant de s'affaiblir progressivement. Le prix moyen mensuel au jour le jour s'est accru de 17,4% entre septembre 2005 et septembre 2006, passant de 0,23 à 0,27 dollars le kg. La production de sucre mondiale devrait dépasser la demande après trois années de déficit. La dégradation du marché international du sucre a eu pour causes : l'abondance de l'offre en provenance de l'Inde, de la Chine et de la Thaïlande, les perspectives d'une récolte record au Brésil, la baisse des prix des hydrocarbures, l'éthanol devenant une alternative au pétrole moins attractive. Le prix du sucre devrait conserver

sa tendance baissière à court terme. S'il est vrai que les cours du sucre sont en net retrait par rapport à leur niveau record de février 2006 (jamais égalé en 25 ans), il n'en reste pas moins que le marché reste très sensible aussi bien aux fluctuations de la demande qu'à la volatilité des prix.

Pour le coton, après une chute enregistrée au premier semestre 2006, les prix du coton se sont inscrits en hausse. La moyenne mensuelle de l'indice Cotlook A sur les sept premiers mois de la campagne 2006/2007 a été de 58,5 cents la livre contre 56,4 sur la même période de 2005/2006. Pour la saison en cours, la production mondiale devrait augmenter de 2,7% selon les dernières estimations de l'ICAC, ce qui permettrait une réduction des stocks mondiaux et une remontée des cours pour la campagne 2006-2007.

Pour le pétrole, l'un des faits marquants a été le retournement de tendance des prix de pétrole, amorcé au début du mois d'août. Sur le marché de New York, les cours du brut se sont établis en janvier 2007 à leur plus bas niveau depuis février 2006, revenant à moins de 52 dollars le baril avant de revenir au dessus de 60 dollars le baril en mars 2007. Compte tenu de l'étroitesse persistante des capacités de production de pétrole brut, les prix resteraient élevés sur le restant de l'année 2006 et en 2007, selon le FMI. Néanmoins, sous l'hypothèse de la poursuite du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis, les cours du pétrole pourraient de nouveau décroître à court terme.

3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN ZONE FRANC

En 2006¹, les pays africains de la Zone franc (PAZF) ont connu un léger ralentissement de la croissance de l'activité économique. En 2006, selon le *Sub-Saharan Africa Regional Economic Outlook* du FMI du printemps 2007, le taux de croissance du PIB a atteint 3,1 % en Zone franc, contre 4,7% en 2005. Par ailleurs, la Zone franc a enregistré une croissance économique inférieure à celle de l'Afrique sub-saharienne (5,4%).

L'inflation a augmenté dans les pays de la CEMAC et baissé dans les pays de l'UEMOA. La moyenne pour la Zone franc dépasse néanmoins la norme-plafond de 3 % commune à la Zone (+3,3%). L'inflation en Zone franc est néanmoins restée très nettement en deçà de la moyenne en Afrique subsaharienne (11,7 % selon le FMI).

Ces résultats économiques d'ensemble masquent cependant, à nouveau, des évolutions divergentes entre les Etats membres de la Zone franc, entre les pays de l'UEMOA et ceux de la CEMAC, d'une part, et au sein de chacune des sous-régions, d'autre part.

Pour se renforcer, l'activité de la Zone franc doit reposer sur la diversification des activités productives via, notamment, la promotion des investissements privés. La tendance au désendettement qui a été observée en 2006 devrait donner aux Etats des marges de manœuvres budgétaires pour promouvoir ces réformes.

L'intégration régionale, facteur de stabilité et de croissance, doit également être renforcée par le respect des engagements pris par tous les Etats en ce qui concerne l'élimination effective des obstacles administratifs à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, d'une part, et la poursuite de la convergence macroéconomique à travers le renforcement de la surveillance multilatérale d'autre part. La mise en place du Programme Economique Régional (PER) en UEMOA et le Comité de pilotage pour la réforme institutionnelle en CEMAC ainsi que le renforcement des capacités d'AFRISTAT, outil indispensable pour moderniser le suivi de la situation économique de la Zone, doivent contribuer au renforcement de l'intégration régionale.

¹ Les statistiques sur l'année 2006 sont fournies par les banques centrales et les Unions à la date de février 2007. Elles diffèrent des données du FMI, encore fondées à la date du rapport sur des données des trois premiers trimestres 2006.

3.1 UEMOA

• Production

En 2006, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 3,4 % contre 4,4 % en 2005, en raison essentiellement des contreperformances du secteur secondaire. Le secteur primaire a enregistré des résultats satisfaisants favorisés par la hausse de la production vivrière à la suite de conditions climatiques favorables. Quant au secteur secondaire, il a été en butte à des difficultés liées à la hausse des coûts des consommations intermédiaires, consécutive principalement à la montée des prix des produits pétroliers, à la crise énergétique au Bénin, au Sénégal et au Togo, aux problèmes des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et de la Société Africaine de raffinage (SAR) au Sénégal. Toutefois, des résultats satisfaisants ont été enregistrés au niveau des industries extractives en Côte d'Ivoire et du secteur Bâtiment et travaux publics (BTP) dans de nombreux Etats membres. Dans le secteur tertiaire, la croissance a été également limitée par la hausse des prix des consommations intermédiaires, induite par la hausse des cours des produits pétroliers.

Par pays, le taux de croissance se présente comme suit : Bénin (4,5 %), Burkina (6,1%), Côte d'Ivoire (1,2 %), Guinée-Bissau (1,8 %), Mali (5,0 %), Niger (3,2 %), Sénégal (3,6 %), Togo (1,5 %).

Pour l'année 2007, les prévisions indiquent un taux de croissance de 4,5 %, sous l'hypothèse de conditions climatiques favorables, l'apaisement des tensions socio politiques marqué par la mise en œuvre satisfaisante du processus de paix en Côte d'Ivoire, et la poursuite des travaux de construction d'infrastructures. Dans tous les Etats membres, on enregistrerait un taux de croissance plus élevé. Cependant, des incertitudes pèsent sur ces perspectives, il s'agit notamment des difficultés de la filière coton, de la crise énergétique et de la persistance des crises socio politiques.

Par pays, le taux de croissance économique se présenterait comme suit : Bénin (6,5 %), Burkina Faso (6,7 %), Côte d'Ivoire (1,5 %), Guinée-Bissau (4,3 %), Mali (5,4 %), Niger (4,0 %), Sénégal (5,8 %), Togo (2,9 %).

• Prix et inflation

En 2006, la croissance a été réalisée dans un contexte marqué par un repli de l'inflation, avec un taux d'inflation annuel moyen de 2,3 % contre 4,3 % en 2005. Cette évolution résulte du recul du niveau des prix des produits alimentaires sous l'influence des prix des céréales, atténué par la progression des prix des produits énergétiques et des prix des services de transport. Le recul des prix des produits alimentaires s'explique par un approvisionnement régulier des marchés en produits céréaliers après les bons résultats des campagnes agricoles 2005/2006 et 2006/2007. Quant à la progression des prix des transports et des produits énergétiques, elle est liée à l'évolution des prix des produits pétroliers. Sept Etats membres ont respecté la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Bénin (3,8 %), Burkina (2,4 %), Côte d'Ivoire (2,5 %), Guinée-Bissau (2,0 %), Mali (1,5 %), Niger (0,1 %), Sénégal (2,1 %), Togo (2,2 %).

En ce qui concerne, le taux d'inflation sous-jacente, il est ressorti à 2,4 % contre 2,7 % en 2005. Le niveau de cette inflation est lié à la répercussion de la hausse des prix des produits pétroliers sur le niveau des prix des services des transports et de logement et, indirectement, sur les prix des autres produits à la consommation. Par pays, le taux d'inflation sous-jacente se présente comme suit : Bénin (3,9 %), Burkina (2,5 %), Côte d'Ivoire (2,5 %), Guinée-Bissau (2,2 %), Mali (3,6 %), Niger (0,7 %), Sénégal (1,6 %), Togo (1,8 %).

En 2007, les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2006/2007 laissent augurer d'un approvisionnement régulier des marchés en produits céréaliers. Par ailleurs, il est attendu une poursuite du repli des cours du pétrole. Il en résulterait un respect de la norme communautaire par tous les Etats membres.

- **Finances publiques et dette publique**

La situation des finances publiques a été caractérisée par une détérioration des principaux soldes budgétaires, même en retenant le solde budgétaire structurel.

Les recettes budgétaires ont progressé de 9,3 % pour représenter 17,0 % du PIB contre 16,5 % en 2005. Quant aux recettes fiscales, elles ont augmenté de 8,7 %, induisant une amélioration du taux de pression fiscale qui est ressorti à 15,1 % contre 14,7 % en 2005. La croissance des recettes fiscales, qui a concerné tous les Etats membres, est liée aux mesures d'amélioration des recouvrements, notamment l'examen plus rigoureux des exonérations, l'intensification de la lutte contre la fraude, l'informatisation des régies et une plus grande collaboration entre celles-ci.

Par pays, le taux de pression fiscale se présente comme suit : Bénin (15,3 %), Burkina Faso (12,0 %), Côte d'Ivoire (15,1 %), Guinée-Bissau (10,9 %), Mali (14,7 %), Niger (11,4 %), Sénégal (19,1 %) et Togo (14,2 %).

Quant aux recettes non fiscales, elles ont progressé de 13,1 %, sous l'effet de leur croissance sensible au Bénin, en Guinée-Bissau, au Mali et au Sénégal. Cette progression est liée au recouvrement des dividendes payés par les sociétés minières au Mali, aux recettes tirées des licences de pêche en Guinée Bissau et de téléphonie mobile au Bénin.

En ce qui concerne les dons, ils ont également progressé de 13,1 % pour représenter 2,5 % du PIB contre 2,4 % en 2005. Cette stabilité a résulté de la baisse observée en Côte d'Ivoire, en rapport avec la lenteur du processus de normalisation de la situation socio politique et des accroissements enregistrés dans les autres Etats membres, à l'exception du Niger.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 13,9 % pour représenter 23,2 % du PIB contre 21,5 % en 2005. Cette progression qui a concerné tous les Etats membres, a été portée par les deux composantes de la dépense. En effet, les dépenses courantes ont progressé de 13,1 %, essentiellement sous l'effet de la hausse des dépenses de transferts et subventions, des dépenses de fonctionnement et de la masse salariale. Le Bénin, le Burkina, le Niger et le Sénégal ont enregistré les progressions les plus importantes. L'accroissement des dépenses de transferts et subventions, dans tous les Etats membres à l'exception de la Côte d'Ivoire, s'explique par, d'une part, le soutien à des filières en difficulté, le coton notamment et, d'autre part, les dépenses effectuées pour atténuer l'impact de la flambée des cours du pétrole.

Quant à l'accroissement de la masse salariale, il est lié aux recrutements effectués dans certains Etats et au paiement de rappels de salaires aux fonctionnaires dans plusieurs Etats. S'agissant des dépenses en capital, elles ont progressé de 16,9 %, en rapport avec la poursuite de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal. Les dépenses de base ont progressé de 11,9 % pour représenter 19,0 % du PIB contre 18,0 % en 2005, sous l'effet de la hausse concomitante des dépenses courantes et des dépenses d'investissement financées sur ressources internes.

Au total, le déficit budgétaire de base s'est aggravé pour représenter 2,1 % du PIB contre 1,6 % en 2005. Corrigé des dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, le déficit a représenté 0,6 % du PIB contre 0,1 % en 2005. Ce repli de performances s'explique essentiellement par la hausse des dépenses de fonctionnement et de transferts et subventions. Le déficit global hors dons et le déficit global se sont aggravés pour représenter 6,2 % et 3,6 % du PIB, respectivement, contre 5,1 % et 2,7 % en 2005.

La situation des finances publiques a été, par ailleurs, marquée par des tensions de trésorerie qui se sont traduites par des accumulations d'arriérés de paiement par les pays qui ne bénéficient pas de mécanisme d'allègement de la dette et qui traversent une situation socio politique difficile. Il s'agit de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau et du Togo. Le montant des arriérés de paiement que ces Etats ont accumulé en 2006 se chiffrait à 474,8 milliards dont 451,1 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs.

En 2007, les recettes budgétaires progresseraient de 9,6 % pour représenter 17,5 % du PIB. La hausse concernerait tous les Etats membres et serait fondée sur la poursuite de l'application des mesures administratives dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale. Il en résulterait un taux de pression fiscale de 15,6 %.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils augmenteraient de 7,5 % pour représenter 23,4 % du PIB. Cette hausse des dépenses publiques serait portée par les dépenses en capital, en accroissement de 14,3 %, en raison essentiellement de la poursuite de la mise en œuvre des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, notamment, au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal. Quant aux dépenses courantes, elles augmenteraient de 5,2 %, sous l'impulsion de la progression de la masse salariale et des dépenses de fonctionnement. La hausse des dépenses en capital financées sur ressources internes de 17,9 % jointe à l'accroissement des dépenses courantes induirait une progression des dépenses de base de 7,9 % pour représenter 19,3 % du PIB.

Au total, le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal ressortirait à -1,8 %. Corrigé des dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, il dégagerait un excédent représentant 0,1 % du PIB. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils représenteraient 5,9 % et 3,1 % du PIB, respectivement.

En ce qui concerne la dette publique, sa situation s'améliore régulièrement depuis plusieurs années. A fin 2006, l'encours de la dette publique a représenté 13 013,61 milliards, soit 50,6 % du PIB contre 66,7 % en 2005. Cette baisse est essentiellement liée à la mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale dont cinq Etats membres ont déjà bénéficié. Toutefois, la situation demeure préoccupante pour, d'une part, la Côte d'Ivoire et le Togo qui n'ont pas encore atteint le point de décision de l'Initiative PPTE et, d'autre part, la Guinée Bissau qui éprouve des difficultés pour atteindre le point d'achèvement de ladite Initiative.

- **Commerce extérieur et balance des paiements**

En 2006, les échanges extérieurs des Etats membres de l'Union se solderaient par un excédent global de 589,5 milliards contre 88,8 milliards en 2005. Cette évolution serait liée au repli du déficit des transactions courantes et au renforcement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Le déficit des transactions courantes se réduirait pour représenter 5,1 % du PIB contre 6,1 % en 2005 en raison principalement d'une augmentation des exportations, sous l'effet d'une forte progression des exportations de coton, d'or et de pétrole. Hors dons, le déficit courant passerait de 7,3 % du PIB en 2005 à 6,1 % du PIB en 2006. En 2007, il se situerait à 5,3 % du PIB, sous l'hypothèse de la poursuite du renforcement des exportations et de la progression des transferts privés.

- **Situation monétaire**

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2006 comparée à celle à fin décembre 2005 a été caractérisée par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires, une hausse du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 595,2 milliards, pour s'établir à 3.893,5 milliards à fin décembre 2006. Cette forte augmentation traduit en partie l'impact de l'annulation par le FMI de la dette de cinq pays de l'Union (Bénin, Burkina, Mali, Niger et Sénégal) au titre de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) pour un montant de 301,9 milliards. La consolidation de la position extérieure résulte essentiellement de celle de l'Institut d'émission, les avoirs extérieurs nets des banques n'ayant enregistré qu'une hausse de 50,9 milliards au cours de la période sous revue. En revanche, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO ont progressé de 544,3 milliards d'une année à l'autre, pour se situer à 3.710,8 milliards, sous l'effet d'un accroissement de 243,7 milliards des avoirs extérieurs bruts et d'une diminution de 300,6 milliards des engagements extérieurs.

¹ Ce montant ne prend pas en compte la totalité des annulations obtenue par le Bénin et le Sénégal au titre de l'IADM.

Les avoirs extérieurs bruts sont ressortis à 4.013,4 milliards, en hausse de 243,7 milliards par rapport à fin décembre 2005. Ils couvrent les engagements monétaires à vue de la Banque Centrale à hauteur de 117,1% contre 119,2% à fin décembre 2005. Pour leur part, les engagements extérieurs de l'Institut d'émission se sont inscrits en recul de 300,6 milliards pour s'établir à 302,6 milliards, en liaison entre autres avec l'allègement de l'IADM précité.

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont établis à 182,7 milliards à fin décembre 2006, en accroissement de 50,9 milliards par rapport à fin décembre 2005. Cette évolution résulte des effets conjugués de la hausse de 97,3 milliards des avoirs extérieurs bruts et de celle de 46,4 milliards des engagements.

Par rapport à fin décembre 2005, l'encours du crédit intérieur s'est accru de 86,2 milliards ou 1,8% pour se situer à 4.746,6 milliards. Cette évolution est imputable à l'augmentation des crédits à l'économie, dont l'impact a été atténué par le repli du crédit net aux Etats.

La position nette débitrice des Gouvernements s'est située à 500,8 milliards à fin décembre 2006, en amélioration de 216,9 milliards par rapport au niveau atteint à la période correspondante de l'année 2005. Cette évolution résulte de la diminution de 167,9 milliards des engagements des Etats, dont l'impact a été renforcé par la progression de 49,0 milliards de leurs créances sur le système bancaire. Le recul des dettes des Etats traduit essentiellement les remboursements de 309,4 milliards intervenus au titre des concours du FMI, en rapport avec l'annulation de dette au titre de l'IADM. La hausse des créances des Etats est en partie liée au renforcement des dépôts auprès de l'Institut d'émission.

L'encours des crédits à l'économie a enregistré une progression de 303,1 milliards ou 7,7% d'une année à l'autre, pour s'établir à 4.245,8 milliards à fin décembre 2006. Cette évolution traduit l'augmentation de 4,9 milliards ou 3,1% des crédits de campagne et de 298,2 milliards ou 7,9% des crédits ordinaires. La hausse des crédits ordinaires résulte principalement des concours octroyés à des entreprises opérant dans le secteur de l'énergie, des télécommunications, de l'immobilier, du commerce général, ainsi qu'à des unités cotonnières et des sociétés intervenant dans la distribution de produits pétroliers.

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a connu une progression de 11,0%, pour s'établir à 7.122,5 milliards à fin décembre 2006. Cet accroissement de la liquidité globale est porté par les dépôts qui ont augmenté de 12,0% et par la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 8,9%.

3.2 CEMAC

Les évolutions macroéconomiques pour l'année 2006 dans la Communauté seraient partiellement favorables et se caractériseraient par une croissance économique en légère baisse, la consolidation des finances publiques, une amélioration du compte extérieur courant, un raffermissement de la situation monétaire et la reprise des tensions inflationnistes.

• Production

En 2006, la croissance économique s'inscrirait en baisse avec 3,3 % contre 4,0 % l'année précédente, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant limitée à 0,8 %. Le taux de croissance réel du secteur pétrolier ressortirait négatif à - 3,0 % en 2006 contre 3,5 % en 2005, tandis que celui du secteur non pétrolier se stabiliserait à 4,4 % comme en 2005. Du côté de l'offre, la croissance serait soutenue par le secteur non pétrolier (3,7 points) alors que l'apport du secteur pétrolier serait négatif. De même, du côté de la demande, elle a été soutenue par la demande intérieure (10,6 points) alors que la demande extérieure l'a obérée de 7,3 points.

Cette croissance s'observerait dans la plupart des Etats membres de la Communauté : Cameroun (3,5 %), Centrafrique (3,3%), Congo (6,1%), Gabon (1,0%), Guinée Equatoriale (5,5%), et Tchad (1,6%).

Les prévisions pour 2007 laissent entrevoir un raffermissement de la croissance économique dans la Communauté, avec un taux de croissance réelle attendu de 4,8 %, entraînant une augmentation du

revenu réel par habitant de 2,3 % pour un taux de croissance démographique de 2,5 %. Les tensions inflationnistes seraient toujours au-delà de la norme communautaire, atteignant 3,6 % en moyenne annuelle durant l'année 2007.

Par pays, le taux de croissance économique se présenterait comme suit : Cameroun (4,1 %), RCA (4,0 %), Congo (5,2 %), Gabon (4,3 %), Guinée Equatoriale (16,6 %), Tchad (0,0 %).

- **Prix et inflation**

L'inflation est repartie à la hausse en 2006, dépassant dans tous les pays le seuil communautaire fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale. Le taux d'inflation mesuré par la variation de l'indice des prix à la consommation finale des ménages s'établirait à 5,2 % en 2006 contre 2,9 % en 2005. Cette aggravation des pressions inflationnistes serait induite principalement par la hausse de certaines taxes sur les biens et services et par le relèvement des prix des produits pétroliers à la pompe, dans le sillage des cours mondiaux du pétrole brut.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Cameroun (5,4 %), RCA (6,5 %), Congo (4,0 %), Gabon (3,9 %), Guinée Equatoriale (7,5 %), Tchad (5,2 %).

Pour l'année 2007, l'évolution générale des prix à la consommation des ménages serait toujours à la hausse, se situant aux environs de 3,6 % en moyenne annuelle.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen serait : Cameroun (3,0 %), RCA (4,1 %), Congo (3,5 %), Gabon (4,0 %), Guinée Equatoriale (4,0 %), Tchad (3,6 %).

- **Finances publiques et dette publique**

Les recettes budgétaires totales s'inscrivent en hausse de 33,9 % en 2006 pour s'établir à 8075,4 milliards (29,5 % du PIB) contre 6030,4 milliards (24,9 % du PIB) en 2005. L'effet de la hausse des cours du pétrole sur les recettes pétrolières a compensé l'impact de la diminution de la production pendant la période sous revue. L'accroissement des recettes non pétrolières s'appuie notamment sur des mesures administratives telle que l'installation du système informatique SYDONIA dans la plupart des douanes des Etats membres. En effet, les recettes non pétrolières atteindraient 2 385,8 milliards en 2006 contre 2 166,0 milliards l'année précédente grâce à l'expansion économique, à l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment au Cameroun, et au meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régies financières de plusieurs Etats membres.

Par pays, le taux de pression fiscale se présente comme suit : Cameroun (18,1 %), RCA (7,9 %), Congo (49,5 %), Gabon (30,10 %), Guinée Equatoriale (46,1 %), Tchad (16,0 %).

Pour leur part, les dépenses budgétaires totales s'établiraient à 5 106,6 milliards en 2006, en augmentation de 25,2 %, soit 18,7 % du PIB contre 4 078,8 milliards (16,9 % du PIB) un an plus tôt. Cette évolution découlerait essentiellement d'un accroissement de 52,5 % des dépenses en capital, en liaison avec la poursuite des efforts de mobilisation des ressources extérieures destinées à financer les projets de réhabilitation des infrastructures et de lutte contre la pauvreté dans la plupart des Etats membres. De leur côté, les dépenses courantes croîtraient modérément (+13,8 %), en relation avec la discipline budgétaire imposée dans la plupart des Etats de la Communauté, la baisse des intérêts de la dette et la hausse modérée des transferts et subventions.

Pour 2007, la gestion des finances publiques se caractérise par un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, représentant 9,5 % du PIB contre 10,9 % en 2006, traduisant une augmentation des recettes publiques et une baisse relative des dépenses publiques.

S'agissant de l'endettement extérieur, la situation des finances publiques se traduit par une augmentation du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires qui atteindrait 38,9 % en 2006 contre 19,6 % en 2005. De même, le ratio du service de la dette sur les exportations de biens et

services et celui de l'encours de la dette sur le PIB s'améliore pour se situer respectivement à 20,5 % et 27,6 % en 2006, contre 9,0 % et 42,3 % en 2005.

- **Commerce extérieur et balance des paiements**

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le solde des transactions courantes (hors dons) des Etats membres, s'est amélioré, atteignant 414,8 milliards en 2006 (1,5 % du PIB), contre 151,5 milliards (+0,6 % du PIB). Cette évolution procéderait principalement d'une progression de l'excédent commercial à 8899,0 milliards, en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 19,4 %.

En effet, l'excédent de la balance commerciale atteint 8899,0 milliards en 2006 contre 7766,0 milliards l'année précédente, expliqué par la bonne tenue des prix à l'exportation. De surcroît, la faible évolution de l'inflation dans les pays avancés a entraîné une hausse modérée des prix des importations. Dans ce contexte, les exportations s'établissent à 14 575,0 milliards en 2006, en progression de 17,5 % par rapport aux réalisations de 2005, en relation notamment avec la hausse des ventes de pétrole brut, de cacao, de café, d'aluminium, de banane, de caoutchouc naturel, de diamant, de manganèse et de méthanol, consécutive à la progression des quantités exportées (sauf pour le pétrole brut) et à la bonne tenue des prix sur les marchés mondiaux. Les importations, quant à elles, enregistrent une hausse de 22,3 %, pour se fixer à 5 676,0 milliards, sous l'effet du renchérissement des produits pétroliers et des acquisitions de biens d'équipement dans le cadre des investissements tant dans le secteur pétrolier que non pétrolier.

La progression du déficit du solde de la balance des services (13,4 %) est imputable aux gains d'activité dans les branches de l'exploitation forestière, des transports et des télécommunications ainsi qu'aux investissements du secteur pétrolier, dans les domaines de la recherche et du développement, notamment au Congo. Le déficit de la balance des revenus s'est alourdi, se situant à 4 785 milliards en 2006, compte tenu principalement de la hausse des revenus des investissements privés. Quant au solde excédentaire des transferts sans contrepartie, il atteint 149,3 milliards en 2006 contre 150,9 milliards un an plus tôt.

Pour ce qui est du compte de capital et d'opérations financières, son excédent s'améliore à 842,9 milliards en 2006 contre 512,9 milliards un an plus tôt.

En définitive, le solde de la balance des paiements consolidée dégage un excédent de 1 367,3 milliards (6,0 % du PIB) en 2006 contre 1030,9 milliards une année auparavant (4,6 % du PIB).

Pour 2007, le solde du compte courant, hors dons, excédentaire en 2006, serait de 0,0 % du PIB.

- **Situation monétaire**

Au 31 décembre 2006, la situation monétaire dans les Etats membres de la Communauté se caractérise par une consolidation des avoirs extérieurs nets, une diminution des créances nettes sur les Etats et une hausse des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire (Annexe 2, tableau 11).

En effet, les avoirs extérieurs nets du système monétaire s'établissent à 4 900,1 milliards à fin décembre 2006 contre 3 067,5 milliards à fin décembre 2005, en augmentation de 59,7 %. Ce raffermissement des avoirs extérieurs nets résulte notamment de l'impact positif sur les recettes d'exportation de la bonne tenue des cours du pétrole et du bois. En définitive, le taux de couverture extérieure de l'émission monétaire a atteint 94,7 % au 31 décembre 2006 contre 86,6 % au 31 décembre 2005.

Les créances nettes sur l'Etat, créditrices, reculent de 180,4 %, pour se fixer à -1935,6 milliards à fin décembre 2006, traduisant l'amélioration sensible de la trésorerie publique dans certains Etats.

Quant aux crédits à l'économie, en augmentation de 9,3 %, ils atteignent 1974,2 milliards au 31

décembre 2006 contre 1 805,4 milliards un an plus tôt, en liaison avec le niveau soutenu de l'activité économique dans presque tous les pays membres.

Traduisant toutes ces évolutions, la masse monétaire progresse de 19,4 %, pour se fixer à 4110,6 milliards au 31 décembre 2006 contre 3 442,8 milliards au 31 décembre 2005.

En définitive, le taux de couverture extérieure de l'émission monétaire s'établirait à 94,7 % contre 86,6 % en 2005.

Les perspectives monétaires indiqueraient un raffermissement des avoirs extérieurs nets au 31 décembre 2007, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 96,0 % contre 94,7 % en 2006. Les crédits à l'économie progresseraient de 9,6 %. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 10,6 %.

3.3 UNION DES COMORES

Le premier semestre de l'année 2006 a été marqué par la période électorale, caractérisée par un relâchement des efforts en matière de finances publiques, entraînant, au cours de cette période, une dégradation des critères d'évaluation du programme de référence avec le FMI. Une série de mesures ont été entreprises en vue d'infléchir cette tendance, notamment :

- le renforcement des administrations chargées de la perception des recettes,
- le rétablissement de la coopération entre les îles en matière budgétaire. A fin juin 2006, un accord a ainsi été conclu entre les Iles et l'Union, en vue d'améliorer le mécanisme de partage des recettes et de renforcer la transparence et la coordination entre les îles dans l'administration des recettes.

Les résultats obtenus en fin d'année ont été globalement positifs, en dépit du dépassement observé pour la masse salariale.

Une Loi de finances rectificative a été adoptée, affichant une baisse de 6% des recettes, une augmentation de 15% des dépenses et prêts nets du Gouvernement et une augmentation de 3% des dépenses courantes primaires.

Le nouveau Gouvernement s'est aussi attaché à chercher une solution au problème des arriérés de paiement sur la dette extérieure avec les créanciers bilatéraux et multilatéraux, dans l'objectif de la conclusion d'un programme FRPC avec le FMI.

• Production

Après une année 2005 caractérisée par une croissance économique de 2,8%, l'année 2006 a été marquée par un ralentissement de l'activité économique, accentué par la morosité de la filière de la vanille, la baisse de l'activité touristique et un premier semestre marqué par une dégradation des finances publiques. Le taux de croissance du PIB prévu à 3,3% a été revu à la baisse à 1,2%.

• Prix et inflation

En dépit de la hausse des prix du pétrole, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a été relativement contenue à 3,4% 2006 contre 3,2% en 2005. L'appréciation de l'euro par rapport au dollar a contribué à réduire le coût des importations, notamment énergétiques.

• Finances publiques

Concernant les finances publiques, la situation a été caractérisée par une dégradation des principaux soldes budgétaires, expliquée par une baisse des recettes accompagnée d'une hausse des dépenses. Les recettes budgétaires ont baissé 13%, en liaison avec la chute des recettes non fiscales, pendant que les dépenses augmentaient de près de 10%, portant le déficit courant à plus de 4,2 milliards FC contre un

excédent de 448 millions FC en 2005.

Les dépenses totales ont augmenté de 9,6%, en liaison avec l'augmentation des dépenses courantes, notamment de la masse salariale et des dépenses en capital.

Le solde global hors dons a enregistré un déficit de 11,8 milliards FC en 2006 contre 6,4 milliards FC en 2005, en liaison notamment avec la hausse de 20% des dépenses en capital financées sur ressources extérieures. Le solde global (dons inclus) est passé d'un excédent de 83 millions FC à un déficit de 3,8 milliards FC, l'augmentation de 22% des dons extérieurs ayant permis de réduire le niveau du déficit global.

Le solde budgétaire de base s'est aussi détérioré, revenant d'un niveau positif de 0,3% du PIB en 2005 à un déficit de 1,8% du PIB en 2006. Les tensions de trésorerie se sont traduites par des accumulations d'arriérés de paiement intérieurs et extérieurs, évalués à 3,1 milliards FC.

- **Commerce extérieur et balance des paiements**

Les comptes extérieurs se sont nettement dégradés. Le déficit commercial s'est à nouveau creusé, s'établissant à 44 milliards FC en décembre 2006 contre 34 milliards FC en décembre 2005, représentant respectivement 29% du PIB contre 22,6% en 2005.

Cependant, la consolidation des transferts privés n'a pas limité la dégradation du compte courant de la balance des paiements, dont le déficit s'établirait à 10% du PIB contre 6,5% en 2005. Le recul de la valeur des exportations de vanille, de girofle et d'ylang ylang, associé notamment à l'augmentation des importations des matériaux de construction expliquent cette évolution.

- **Situation monétaire**

Dans le domaine de la monnaie, le stock de monnaie s'est contracté de près de 6%, s'établissant à 33,3 milliards FC en décembre 2006 contre 35,4 milliards FC en décembre 2005. Cette évolution a résulté de la baisse de plus de 8% du Crédit Intérieur, pendant que les avoirs extérieurs nets augmentaient de près de 6%. En revanche, le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets s'est amélioré, passant de 106% en décembre 2005 à 119% en décembre 2006.

4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2006

	Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal : indicateur complémentaire ¹	Taux d'inflation annuel moyen (en %)	Taux d'inflation sous-jacente ²	Encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en %)	Accumulation des arriérés (milliards de FCFA)	
						Extérieurs	Intérieurs
Norme	>=0	>=0	<=3	<=3	<=70	0	0
UEMOA	-2,1	-0,6	2,3	2,4	52,8	451,1	
Bénin	0,0	0,8	3,8	3,9	14,8	0	0
Burkina Faso	-3,9	-1,4	2,4	2,5	17,1	0	0
Côte d'Ivoire	-1,9	-1,9	2,5	2,5	80,5	402,5	23,7
Guinée Bissau	-7,3	-2,2	2,0	2,2	323,8	21,8	nd
Mali	-0,8	2,9	1,5	3,6	23,9	0	0
Niger	-2,7	-0,5	0,1	0,7	25,6	0	nd
Sénégal	-3,0	-1,1	2,1	1,6	40,5	0	0
Togo	-0,1	-0,1	2,1	1,8	95,9	26,8	nd
CEMAC	11,7	2,6	5,2	3,3	32,6	25,3	nd
Cameroun	5,4	3,8	5,4	3,9	20,7	0,0	0,0
Centrafrique	-1,5	-4,6	6,5	5,8	67,9 ³	18,9	nd
Congo	23,7	2,0	4,0	3,6	99,8	6,3	nd
Gabon	9,8	5,0	3,9	1,3	30,4	0,0	0,0
Guinée Equatoriale	26,1	2,9	7,5	1,5	1,9	0,0	0,0
Tchad	3,3	0,2	5,2	1,8	26,6	0,0	nd
Comores	-1,7		3,4	4,1	93,5	1,6	1,5

En grisé, critère rempli.

* en milliards FC

4.1 UEMOA

L'état de convergence en 2006 se présente comme suit :

- **Critères de premier rang**

Le ratio solde budgétaire de base sur le PIB nominal a été de -2,1 % contre -1,6 % en 2005. Seul le Bénin a respecté ce critère avec un solde budgétaire de base équilibré. Pour les autres Etats, le déficit est compris entre 0,1 % pour le Togo et 7,3 % pour la Guinée Bissau.

¹ En CEMAC : solde budgétaire de base corrigé obtenu en substituant aux recettes pétrolières de l'année une valeur lissée, calculée en appliquant un taux d'imposition tendanciel à la valeur des exportations potentielles. En UEMOA, solde budgétaire de base corrigé des ressources PPTE et des dons budgétaires. Ce solde de base corrigé est calculé en ajoutant aux recettes totales hors dons le montant des dons budgétaires et le montant de l'aide PPTE ayant financé les dépenses courantes et les dépenses d'investissement. En UEMOA, il sert désormais à mesurer le respect ou non par les Etats du critère relatif au solde budgétaire.

² S'agissant de la CEMAC, l'inflation sous-jacente est calculée par Afristat.

³ Ce montant correspond à l'endettement extérieur. Le volume de la dette intérieure sera disponible en juillet 2007. Les premières estimations laissent penser que ce critère ne sera pas respecté.

Quant à l'indicateur complémentaire, le ratio solde budgétaire de base corrigé des dons budgétaires et des ressources PPTE rapporté au PIB nominal, il a été de -0,6 % contre -0,1 % en 2005. Deux Etats membres, à savoir le Bénin et le Mali ont respecté ce critère avec des soldes représentant 0,8 % et 2,9 % du PIB, respectivement. Pour les autres Etats, le déficit est compris entre 2,2 % pour la Guinée Bissau et 0,1 % pour le Togo.

Le non respect du critère s'explique par la faiblesse de la pression fiscale et la hausse des dépenses courantes, en particulier les dépenses de transfert et subvention, en rapport avec le niveau élevé des prix des produits pétroliers et les difficultés auxquelles sont confrontées certaines filières, notamment la filière coton.

En 2007, le Burkina Faso pourrait respecter ce critère alors que le Mali ne le respecterait plus. Quant au Sénégal, après avoir réalisé un solde positif pendant plusieurs années, ce pays risque de ne pas respecter ledit critère en 2008, nouvel horizon de convergence.

Le taux d'inflation annuel moyen a été de 2,3 % contre 4,3 % en 2005, pour une norme de 3 % maximum par an. Cette baisse s'explique par le recul des prix des céréales, consécutif à la hausse de la production vivrière lors de la campagne agricole 2005/2006 dans les Etats membres de l'Union. Toutefois, l'impact de l'évolution des prix des produits alimentaires sur l'inflation a été atténué par la progression des prix des produits énergétiques et des prix des services de transport, liée à l'évolution des cours du pétrole. Seul le Bénin n'a pas respecté ce critère.

En ce qui concerne, le taux d'inflation sous-jacente, il est ressorti à 2,4 % contre 2,7 % en 2005. Deux Etats, le Bénin et le Mali n'ont pas respecté ce critère avec des taux de 3,9 % et 3,6 %, respectivement.

En 2007, les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2006/2007 laissent augurer d'un approvisionnement régulier des marchés en produits céréaliers. Il en résulterait un respect de la norme communautaire par tous les Etats membres.

Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal a été de 50,6 % contre 66,7 % en 2005. Cette baisse est essentiellement liée à la mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale dont cinq Etats membres ont bénéficié. Ces cinq Etats membres, à savoir, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal ont respecté ce critère. Seule l'atteinte du point d'achèvement par les Etats n'ayant pas respecté ce critère pourrait contribuer à une réduction sensible de ce ratio vers le respect de la norme communautaire de 70 % maximum.

La non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante n'a pas été respectée par la Côte d'Ivoire qui a accumulé des arriérés de 5,9 milliards. Toutefois, la Guinée Bissau et le Togo ne bénéficiant pas à ce jour de financements extérieurs importants, il est probable que ces Etats aient accumulé, comme les années précédentes, de nouveaux arriérés intérieurs. En outre, le Niger n'aurait pas payé la totalité des échéances au titre du concours consolidé de la BCEAO.

La non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante n'a pas été respectée par la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Togo qui ont accumulé des arriérés de 297,8 milliards, 21,8 milliards et 26,8 milliards, respectivement. La reprise de relations harmonieuses avec la communauté internationale pourrait contribuer à faciliter le respect dudit critère en 2007 par ces trois Etats membres.

- **Critères de second rang**

Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales a été de 37,5 % contre 38,0 % en 2005. Quatre Etats membres, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo ont respecté ce critère. Corrigé des dons budgétaires et des ressources PPTE, le ratio a été de 35,7 % contre 36,3 % en 2005 pour une norme communautaire de 35 % maximum. Seuls les mêmes quatre Etats ont également respecté le critère corrigé. Pour les autres Etats, le ratio est compris entre 86,2 % pour la Guinée-Bissau et 35,2 % pour le Bénin. En 2007, deux Etats, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau ne respecteraient pas ce critère.

Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales a été de 22,6 % comme en 2005. Il a été respecté par quatre Etats : le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. Corrigé des dons budgétaires et des ressources PPTE, le ratio a été de 18,9 % contre 18,1 % en 2005 pour une norme communautaire de 20 % minimum. Des quatre Etats précédents, seul le Mali ne respecterait pas le critère corrigé. Dans les autres Etats membres, le ratio est compris entre 2,1 % pour la Guinée-Bissau et 17,6 % pour le Bénin. Le Bénin et le Mali pourraient également respecter ce critère en 2007.

Le ratio du déficit extérieur courant hors dons rapporté au PIB nominal serait de 6,1% contre 7,3 % en 2005 pour un déficit de 5 % maximum. Seule la Côte d'Ivoire respecterait, comme les années passées, ce critère avec un excédent représentant 1,8 % du PIB nominal. Les autres Etats membres dégageraient des déficits compris entre 7,0 % pour le Bénin et 20,1 % pour le Togo. La faible diversification des économies explique pour l'essentiel cette situation.

Le taux de pression fiscale a été de 15,1 % contre 14,7 % pour une norme communautaire de 17 % minimum. Seul le Sénégal a respecté, comme les années précédentes, ce critère avec un taux de 19,1 %. Pour les autres Etats, ce ratio est compris entre 10,9 % pour la Guinée Bissau et 15,3 % pour le Bénin. Cette situation s'explique essentiellement par un système fiscal marqué par la fraude, la corruption, les exonérations et l'importance du secteur informel.

4.2 CEMAC

L'état de convergence en 2006 se présente comme suit :

- **Critères de premier rang**

Ratio solde budgétaire de base sur le PIB nominal supérieur ou égal à 0 : cinq Etats membres, à savoir le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad ont respecté ce critère avec des excédents de 5,4 %, 23,7 %, 9,8 %, 26,1 % et 3,3 %, respectivement. Pour le Centrafrique, le déficit représente 1,5 % du PIB en 2006.

Ratio solde budgétaire de base structurel sur le PIB nominal supérieur ou égal à 0 : le classement par ce critère n'est pas différent de celui ci-dessus, à la seule différence que les ratios sont relativement moins importants. Le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad ont respecté ce critère avec des ratios respectifs de 1,3 %, 5,1%, 7,6 %, 9,0 % et 1,0 %. Le Centrafrique n'ayant pas de recettes pétrolières, ce critère est le même que celui ci-dessus pour ce pays.

Soldes budgétaires structurels (recettes pétrolières lissées) rapportés au PIB

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
CEMAC	1.6	2.0	5.2	2.8	2.6	3.2
Cameroun	1.5	2.8	3.9	2.8	3.8	3.0
RCA	-1.0	-0.5	-3.4	-4.0	-4.6	-1.1
CONGO	-5.9	-9.7	-0.1	1.3	2.0	5.0
Gabon	0.2	2.6	8.7	9.3	5.0	5.9
G, Equatoriale	0.9	0.5	3.6	-1.2	2.9	4.5
Tchad	-2.2	-3.2	-1.7	2.1	0.2	5.6
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	3	3	4	5	5

Le taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum par an : aucun pays membre de la CEMAC n'a respecté ce critère relatif au taux d'inflation.

Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal inférieur ou égal à 70 % : seul le Congo n'a pas respecté ce critère avec un encours de la dette intérieure et extérieure représentant 99,8 % du PIB.

Les arriérés de paiement : les chiffres disponibles pour 2006 laisseraient apparaître que le Centrafrique et le Congo accumuleraient des arriérés de paiements extérieurs et intérieurs

respectivement de 18,9 milliards et 6,3 milliards, les autres pays n'ayant pas fourni les informations sur ce critère. Quant à la situation des arriérés intérieurs des Etats, aucune évaluation n'a été faite jusqu'à présent.

Selon une analyse en fonction des pays ayant respectés les critères, trois pays (le Cameroun, le Gabon, et la Guinée Equatoriale) observeraient trois critères sur quatre ; ils ne respecteraient pas le critère relatif au taux d'inflation. Le Tchad observerait deux critères sur quatre à savoir le solde budgétaire de base et le taux d'endettement public. Enfin, le Congo respecterait un seul critère à savoir le solde budgétaire de base alors que la RCA ne respecterait aucun critère.

- **Critères de second rang**

En plus des quatre critères ci-dessus, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs traités comme des repères indicatifs. Ceux-ci permettent de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Dans le cadre du présent rapport, cinq indicateurs (tableau 10 de l'annexe 6.3.) sont examinés, à savoir le taux de couverture extérieure de la monnaie, le solde budgétaire primaire, le taux de pression fiscale, la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'Etat et le déficit du compte courant.

Le **solde budgétaire primaire**, qui doit être positif pour couvrir les charges de la dette, représenterait 13,1 % du PIB à fin décembre 2006.

Pour sa part, le **taux de couverture extérieure de la monnaie** à fin décembre 2006 atteindrait 94,7 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %.

Quant au **taux de pression fiscale non pétrolière**, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges, le niveau communautaire de 28,8 % du PIB est faible au regard des normes fixées au niveau de la sous-région. Cette faiblesse résulte des contre-performances de la RCA (7,9 %), du Tchad (16,0 %) et du Cameroun (18,1 %), imputable notamment aux difficultés de recouvrement et d'élargissement de l'assiette fiscale pour la plupart de ces pays.

S'agissant du critère relatif à la **variation comparée de la masse salariale et des recettes budgétaires totales**, la Communauté enregistrait une évolution moins rapide des salaires versés par rapport aux recettes totales, en liaison avec la forte amélioration des recettes publiques liée notamment à la bonne tenue du secteur pétrolier.

Enfin, concernant le **déficit du compte courant**, le déficit communautaire ferait place à un excédent et représenterait 1,5 % du PIB en 2006, en rapport avec l'excédent que réaliseraient le Congo (+9,0 % du PIB) et le Gabon (+17,3 % du PIB). Les déficits dans les autres pays de la CEMAC atteindraient : 1,9 % du PIB au Cameroun, 6,7 % du PIB en République Centrafricaine, 4,6 % du PIB en Guinée Equatoriale et 10,5 % du PIB au Tchad.

- **Indicateurs complémentaires**

Indicateur de couverture des dépenses courantes par les recettes fiscales non pétrolières

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
CEMAC	0.9	0.8	0.9	0.9	0.8	0.8
Cameroun	1.2	1.2	1.3	1.1	1.2	1.1
RCA	1.0	1.1	0.8	0.7	0.7	1.0
CONGO	0.6	0.4	0.5	0.6	0.5	0.5
Gabon	0.7	0.6	0.9	0.9	0.7	0.7
G, Equatoriale	0.6	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4
Tchad	0.8	0.8	0.9	0.9	0.7	0.6
Nombre de pays ayant respecté le critère	2	2	1	1	1	2

En ce qui concerne l'indicateur de **couverture des dépenses courantes hors intérêts de la dette par**

les recettes fiscales non pétrolières, indicateur complémentaire retenu par les ministres de la Zone Franc pour la soutenabilité des dépenses, il se dégage qu'au Cameroun où le secteur non pétrolier est relativement important, les recettes fiscales non pétrolières couvrent bien les dépenses courantes hors intérêt, avec toutefois une dégradation de ce indicateur en fin de période. Le Gabon est resté stable et plus proche d'assurer la couverture de ses dépenses courantes par les recettes fiscales non pétrolières depuis 2003, la RCA fait des efforts plus ou moins soutenus, alors que la situation se dégrade au Tchad à partir de 2004. Le Congo et la Guinée Equatoriale ont encore un déficit relativement élevé. Au niveau agrégé, ce critère n'a pas été observé par la Communauté sur toute la période retenue.

S'agissant de l'excédent budgétaire primaire, il atteindrait 3 591,1 milliards, équivalent à 13,1 % du PIB en 2006 contre 2 621,0 milliards (10,8 % du PIB) une année plus tôt, le solde budgétaire de base, s'établissant à 11,7 % du PIB en 2006 contre 9,0 % du PIB en 2005. Corrigé des appuis budgétaires, l'excédent a représenté 20,0 % du PIB contre 9,3 % en 2005. Cette évolution s'explique essentiellement par la confiance qui renaît peu à peu chez les partenaires au développement de la Centrafrique où le déficit corrigé des appuis budgétaires de 1,0 % en 2005 devient excédentaire de 1,1 % en 2006.

Soldes budgétaires de base corrigés des appuis budgétaires rapportés au PIB						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
CEMAC	3,3	2,3	4,7	5,0	9,3	20,0
Cameroun	2,8	3,9	4,4	2,9	5,0	28,5
RCA	2,0	3,2	-2,5	-2,8	-1,0	1,1
CONGO	-0,7	-7,2	1,0	5,0	18,3	23,7
Gabon	4,2	2,6	7,4	7,9	9,5	9,8
G, Equatoriale	15,9	12,9	13,0	11,6	21,2	26,1
Tchad	-0,8	-2,5	-1,0	2,5	0,8	3,5
Nombre de pays respectant le critère	3	3	4	5	5	6

En conséquence, la gestion des finances publiques a dégagée un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 2 968,8 milliards (+10,9 % du PIB) en 2006 contre 1 951,6 milliards (+8,1 % du PIB) en 2005.

De plus, selon les séries compilées par AFRISTAT, le critère d'inflation sous-jacente (mesuré par l'indice des prix hors produits alimentaires) dans les Etats membres de la CEMAC ne sera respecté que par le Gabon (1,3%), la Guinée équatoriale (1,5%) et le Tchad (1,8%). Le taux d'inflation sous-jacente communautaire serait autour de 3,3%¹.

4.3 UNION DES COMORES

- **Critères de premier rang**

Les critères de convergence, demeurent parmi les objectifs du programme quadriennal de l'Etat. Par rapport à l'année 2005, la situation de la convergence en 2006 a été marquée par une nette détérioration des indicateurs.

- **le solde budgétaire de base** rapporté au PIB s'est dégradé, après l'amélioration enregistrée en 2005, passant de 0,3% en 2005 à -1,7% en 2006 (norme $\geq 0\%$) ;
- **le taux d'inflation**, bien qu'au delà de la norme retenue, reste maîtrisé, s'élevant à 3,4%, après 3,2% en 2005 et 4,5% en 2004 (norme $\leq 3\%$) ;
- **l'encours de la dette publique** représente 93,5% du PIB contre 88% en 2005 (norme $\leq 70\%$) ;

¹ Les données disponibles à AFRISTAT concernant indices de la capitale.

- **la norme de non accumulation des arriérés intérieur et extérieur** n'a pas été respectée. Les chiffres disponibles laissent apparaître une accumulation de 1,5 milliard FC pour les arriérés intérieurs et de 1,6 milliard FC pour les arriérés extérieurs.
- **Critères de second rang**

Le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2006 s'est amélioré, s'établissant à 119% contre 106% en décembre 2005.

La masse salariale représente 74% des recettes fiscales (72% en 2005), imputable à la nouvelle configuration institutionnelle, augmentant le nombre d'administrations publiques.

Les premières estimations donneraient un solde extérieur courant déficitaire de plus de 10% du PIB, imputable à la détérioration de la balance commerciale.

5. RECOMMANDATIONS

5.1 UEMOA

- **Recommandations générales**

En 2006, un seul Etat a respecté les quatre critères de premier rang. Les projections n'indiquent pas d'amélioration sensible pour 2007. L'insuffisance des résultats en matière de convergence est liée à la mobilisation insuffisante des recettes, à la persistance du déficit de la filière coton dans la plupart des Etats membres, obligeant les Etats à intervenir pour soutenir la filière, à la persistance des crises socio politiques dans certains Etats membres, à la faible diversification des économies et au niveau élevé des prix des produits pétroliers. Afin de renforcer la stabilité macroéconomique et respecter les critères de convergence avant le nouvel horizon de convergence fixé au 31 décembre 2008, les Etats devraient :

- rechercher des solutions durables aux crises socio politiques dans les Etats membres ;
- mettre en œuvre les orientations de politique économique pour l'année 2007, adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union lors de sa session tenue à Dakar le 29 juin 2006, relatives à l'assainissement des finances publiques, à l'atténuation de la vulnérabilité des économies nationales face à la montée des prix des produits pétroliers et à l'amélioration du climat de l'investissement dans les Etats membres ;
- poursuivre les politiques sectorielles et les réformes structurelles dans le secteur de l'eau, de l'électricité et de la télécommunication en vue d'accroître la compétitivité de l'économie et la diversification de la production ;
- poursuivre les réformes entreprises dans les filières des produits de rente, notamment le coton, le café et le cacao pour renforcer leur compétitivité et accroître la professionnalisation des acteurs de ces filières;
- poursuivre les efforts pour obtenir et /ou maintenir des relations harmonieuses avec les institutions financières internationales ;
- poursuivre les efforts pour bénéficier des initiatives d'allègement de la dette multilatérale ;
- poursuivre les efforts en vue d'assurer un meilleur climat de l'investissement dans les Etats membres. Pour cela, les États membres devraient mettre un accent particulier sur les mesures suivantes :

- Intensifier les mesures de réformes en cours, en vue de permettre au secteur privé de jouer pleinement son rôle de moteur de la croissance ;
- Améliorer la qualité de la gouvernance politique et économique pour créer un climat propice au développement des affaires ;
- Procéder à une relecture générale de l'ensemble des réglementations avec une vision unique d'amélioration du climat des affaires ;
- Améliorer le cadre juridique, judiciaire et réglementaire et prendre des dispositions pour son application effective ;
- Réduire au minimum les procédures administratives liées à la création et au fonctionnement normal de l'entreprise.

- **Recommandations par Etat**

En ce qui concerne les Etats pris individuellement, les recommandations de politiques économiques du Comité sont les suivantes :

Le **Bénin** a respecté, comme en 2005, trois critères, à savoir, le solde budgétaire de base, le taux d'endettement et la non accumulation d'arriérés de paiement. Le Bénin n'a respecté aucun critère de second rang. En outre, il est le seul Etat membre qui n'a pas respecté le critère relatif à l'inflation malgré les bons résultats des dernières campagnes agricoles.

Afin de respecter de façon durable les critères de convergence, les autorités devraient :

- accélérer les réformes structurelles dans la filière cotonnière en mettant en œuvre les actions hardies permettant de lever les dysfonctionnements dans le secteur ;
- parachever les réformes en cours dans les secteurs de l'énergie électrique et des télécommunications, afin de renforcer le potentiel de la production et d'accroître la compétitivité de l'économie ;
- poursuivre les efforts d'assainissement des finances publiques, en renforçant les actions en matière de recouvrement en vue de mobiliser des recettes additionnelles permettant d'augmenter les allocations en faveur des secteurs sociaux ;
- créer les conditions favorables à la compétitivité du Port Autonome de Cotonou ;
- approfondir les réflexions sur les déterminants de l'inflation au niveau de l'économie béninoise afin de mieux cibler les actions à mener pour assurer une stabilité des prix.

Le **Burkina Faso** a respecté en 2006, quatre critères dont trois critères de premier rang. Toutefois, le critère relatif au solde budgétaire de base n'a pas été respecté. Sur la base des prévisions contenues dans le programme pluriannuel 2007-2009, les quatre critères de premier rang pourraient être respectés en 2007.

Afin de consolider les performances réalisées, les Autorités sont invitées à :

- poursuivre l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales à travers l'automatisation des principales tâches ;
- mettre l'accent sur l'intensification des productions végétales ;

- poursuivre la diversification des exportations ;
- préserver la soutenabilité de la dette publique par le suivi rigoureux de l'évolution de la dette intérieure et le recours à des ressources hautement concessionnelles ;
- poursuivre les réformes entreprises dans la filière coton pour renforcer sa compétitivité et accroître la professionnalisation de la filière.

La **Côte d'Ivoire** a respecté deux critères dont un critère de premier rang, le taux d'inflation annuel moyen. Au titre des critères de second rang, le solde extérieur courant hors dons a été respecté comme les années précédentes. Aucun progrès sensible n'a été enregistré en matière de convergence. La convergence de l'économie ivoirienne n'est envisageable à l'horizon 2008 que si les dispositions sont prises par les autorités ivoiriennes pour :

- accélérer effectivement le processus de normalisation de la situation sociopolitique ;
- doter le pays d'un programme post-conflit suivi d'un programme économique et financier triennal appuyé par la communauté financière internationale.
- sécuriser les investissements, les échanges et la bonne administration des structures décentralisées sur toute l'étendue du territoire national.

En **Guinée Bissau**, seul le critère relatif au taux d'inflation a été respecté en fin 2006. Cette situation, reflétant les contraintes structurelles que connaît l'économie bissau guinéenne, commande que des dispositions soient prises pour mettre en œuvre de manière satisfaisante le programme économique de référence. En plus, des mesures devraient être prises pour intensifier les efforts d'assainissement des finances publiques. A cet effet, les Autorités devraient :

- élaborer et mettre en œuvre, en relation avec la Commission de l'UEMOA, un programme d'appui pour le renforcement des capacités de l'Administration ;
- adopter une stratégie de commercialisation du cajou pour la prochaine campagne 2007 qui soit un retour aux conditions de commercialisation normales et des accords commerciaux transparents, libres de l'intervention du Gouvernement dans la chaîne d'exportation ;
- abaisser le prix de référence utilisé pour le calcul des impôts à l'exportation du cajou, pour les aligner sur les prix extérieurs effectifs et réduire la taxe effective payée par les exportateurs ;
- réinstaurer la mission originelle du Comité Nationale de Trésorerie ;
- accélérer les réformes structurelles, notamment dans le domaine de l'énergie et de l'eau ;
- mettre en œuvre un programme d'industrialisation, notamment la transformation de la noix de cajou ;
- promouvoir les infrastructures et le secteur privé, afin d'impulser la reprise des investissements.

Au **Mali**, les quatre critères de premier rang ont été respectés à fin 2006. De même, le critère de second rang relatif à la masse salariale présente un résultat conforme à la norme communautaire. Toutefois en 2007, le critère clé se dégraderait. Il se situerait à -0,3 %. Cette situation reflétant la précarité des performances de l'Etat, impose que des dispositions soient prises pour consolider la dynamique de convergence. A cet égard, il conviendrait de :

- renforcer la politique de développement des infrastructures, notamment l'infrastructure rurale visant à promouvoir davantage la culture irriguée ;
- poursuivre la politique de restructuration de l'économie notamment la mise en œuvre du programme de privatisation des entreprises publiques, l'assainissement du système bancaire et la réforme de la Caisse des Retraités du Mali (CRM) ;
- poursuivre les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale et de la maîtrise des dépenses courantes.

Au **Niger**, quatre critères dont deux de premier rang, ont été respectés en 2006. Au titre des critères de premier rang, le critère clé, relatif au solde budgétaire de base et celui relatif à la non accumulation d'arriérés n'ont pas été respectés. Parmi les critères de second rang, le ratio du déficit extérieur courant hors dons et la pression fiscale n'ont pas été respectés.

Face à l'étroitesse de la base de l'économie et sa vulnérabilité aux chocs extérieurs, et pour améliorer les performances en matière de convergence macroéconomique, les Autorités nigériennes sont invitées à :

- élargir la base taxable et améliorer le recouvrement des recettes fiscales. Ainsi, les plans d'action des douanes et des impôts doivent être évalués, corrigés et poursuivis ;
- poursuivre la maîtrise des dépenses courantes, notamment les dépenses de transferts ;
- poursuivre la mise en œuvre des réformes structurelles et des politiques sectorielles afin de conforter la croissance et de réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes.

Le **Sénégal** a respecté six critères dont trois critères de premier rang. Le critère relatif au solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal est le critère de premier rang qui n'a pas été respecté. Pour ce qui concerne les critères de second rang, seul celui relatif au déficit extérieur courant n'est pas respecté.

Pour consolider la convergence de l'économie nationale, il est recommandé au Sénégal de prendre les dispositions nécessaires pour :

- la poursuite des efforts de mobilisation des recettes et une meilleure maîtrise des dépenses courantes ;
- la poursuite des restructurations sectorielles et des programmes spéciaux susceptibles d'induire une croissance forte et soutenue ;
- la poursuite de programmes visant à renforcer et diversifier les exportations ;
- l'approfondissement de la restructuration des ICS, du secteur de l'énergie et de la filière arachidière afin de prémunir l'économie du Sénégal des risques systémiques de leur endettement.

Le **Togo** a respecté deux critères de convergence, l'un de premier rang et l'autre de second rang. Il s'agit du taux d'inflation annuel moyen et du ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales.

Pour améliorer leurs performances en matière de convergence macroéconomique, les Autorités togolaises sont invitées à :

- mettre en œuvre les réformes du cadre politique et institutionnel devant déboucher sur l'organisation d'élections législatives démocratiques, libres et transparentes en juin 2007 ;

- mettre en œuvre les mesures budgétaires visant à renforcer la transparence budgétaire et la mobilisation des ressources publiques ;
- mettre effectivement en œuvre la stratégie d'apurement à court et à moyen terme de la dette intérieure qui a été élaborée ;
- accélérer l'achèvement de l'audit financier et stratégique de la SOTOCO et de la filière phosphate ;
- poursuivre la réforme du secteur bancaire.

5.2 CEMAC

L'environnement international favorable a eu des retombées positives sur l'activité économique de la Communauté, avec un taux de croissance estimé à 3,3 % en 2006, en baisse par rapport à son niveau de 2005 qui était de 4,0 %, entraînant une variation du PIB réel par habitant de 0,8 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 % par an.

Cette croissance est insuffisante pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en général et la réduction de la pauvreté en particulier. A cet effet, les recommandations des grandes orientations de politiques économiques adoptées pour l'année 2007 constituent les actions de base.

- **Recommandations générales**

Il s'agit, comme par le passé, de mettre l'accent sur les principaux axes stratégiques que sont la recherche d'une croissance économique saine et durable, l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la redistribution des revenus, l'amélioration de la compétitivité et l'approfondissement de l'intégration sous-régionale. Il faut par ailleurs rappeler la nécessité de définir et de mettre en œuvre des programmes triennaux de convergence.

Concernant la croissance économique saine et soutenue, elle doit s'appuyer notamment sur la diversification de la base productive, l'assainissement des finances publiques, la reprise en main du secteur agricole, la bonne gouvernance.

S'agissant de la diversification de la base productive, elle doit s'opérer à travers la promotion des investissements privés, l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques et l'instauration d'un climat sociopolitique favorable au développement et la mise en place des institutions bancaires spécialisées pour le financement des crédits à moyen et long terme.

S'agissant des finances publiques, les Etats sont appelés d'une part, à améliorer les recettes publiques notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du recouvrement et la mise en œuvre effective des mécanismes de stabilisation des recettes budgétaires et d'autre part, à rationaliser les procédures et les circuits des dépenses grâce notamment à un contrôle renforcé de la gestion des marchés publics.

Pour ce qui est de la reprise en main du secteur agricole, les Autorités sont invitées à assurer une relance de l'agriculture vivrière et d'exportation ainsi que la promotion de l'agro-industrie. D'autres actions porteraient sur le développement des activités sylvicoles et pastorales.

En matière de bonne gouvernance, il s'agit notamment de favoriser la transparence dans la gestion des affaires, de promouvoir l'état de droit et l'obligation de rendre compte, et de lutter contre toutes les formes de tracasseries administratives.

Quant aux conditions de vie des populations, les Etats doivent mettre en œuvre des politiques de

redistribution des fruits de la croissance axées spécifiquement sur le développement urbain intégré, le soutien à l'emploi et la mise en place de systèmes de protection sociale.

En ce qui concerne la compétitivité, les Etats membres de la Communauté sont appelés à investir dans le capital humain et les infrastructures de base de soutien à la croissance de manière à améliorer la qualité de leurs produits tout en réduisant les coûts de production.

Enfin, l'approfondissement de l'intégration régionale, qui au regard de l'évolution du monde, apparaît comme la stratégie efficace pour le développement économique et social et la meilleure voie de l'insertion de nos pays dans l'économie mondiale.

Le maintien et le renforcement de la coopération avec les partenaires au développement demeurent une nécessité.

- **Recommandations par Etat**

En ce qui concerne les Etats pris individuellement, les recommandations de politiques économiques du Comité sont les suivantes :

Au Cameroun, l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE constitue une avancée mais surtout un défi pour les autorités qui doivent consolider la performance en matière des finances publiques et des réformes structurelles.

En ce qui concerne les finances publiques, les autorités doivent prendre des dispositions nécessaires pour :

- améliorer le recouvrement des recettes non pétrolières ;
- contenir les dépenses courantes et poursuivre le paiement des arriérés intérieurs pour améliorer le climat des affaires;
- renforcer la transparence dans les opérations de l'Etat y compris le secteur pétrolier.

En matière de réformes structurelles, il s'agit notamment :

- d'accélérer la restructuration ou la privatisation des entreprises publiques afin de limiter leur poids sur les finances publiques ;
- de renforcer la transparence dans les dépenses publiques notamment par la limitation des dépenses non ordonnancées et, l'élaboration et l'exécution d'un plan d'action sur l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

En République centrafricaine, les principaux défis auxquels le pays doit faire face comprennent : la consolidation de la paix et de la sécurité, la réalisation d'une croissance forte et l'amélioration des conditions sociales. A cet effet, les autorités sont invitées à mettre en œuvre les actions suivantes :

- améliorer la gestion des ressources naturelles (forestières et minières en particulier) à travers le renforcement des textes réglementaires ;
- améliorer la gestion des ressources publiques notamment par :
 - la modernisation des procédures de suivi et d'exécution des dépenses et l'amélioration des administrations fiscale et douanière ;
 - l'élargissement de l'assiette fiscale ;
 - l'adoption d'un plan pour le paiement des arriérés et éviter de nouvelles accumulations.
- améliorer la gouvernance, en particulier par la lutte contre la corruption ;
- renforcer l'intégration régionale ;
- actualiser le programme de réformes structurelles et la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Au Congo, après l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTE en mars 2006, les autorités doivent prendre des dispositions pour une meilleure exécution de leur programme économique. A cet égard, il faut :

- adopter la version définitive du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) qui ferait la synthèse des besoins sociaux jugés prioritaires par le peuple congolais : le DSRP final devrait établir un lien entre les stratégies sectorielles et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et devrait également cadrer avec les budgets annuels, à partir du budget 2007;
- poursuivre l'amélioration de la gestion des finances publiques et le climat des investissements ;
- progresser dans les réformes structurelles y compris l'extension de la transparence dans le secteur pétrolier.

Au Gabon, les discussions sont en cours pour une facilité élargie à son programme pluriannuel. A cet effet, les autorités sont invitées à :

- poursuivre la bonne gestion des finances publiques;
- progresser dans les réformes structurelles indispensables à une croissance tirée par le secteur privé et une diversification accélérée de l'économie.
- améliorer l'environnement des affaires et la bonne gouvernance.

En Guinée Equatoriale, la politique économique et financière du Gouvernement mettrait l'accent sur :

- la promotion de la transparence dans la gestion et l'utilisation des revenus pétroliers ;
- l'alignement des dépenses publiques à la capacité d'absorption de l'économie ;
- la poursuite des efforts de diversification de l'économie ;
- l'amélioration des capacités de gestion de l'économie ;
- le développement des infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux...) et la réduction de la pauvreté.

Au Tchad, le gouvernement devra s'atteler à réviser son cadrage macroéconomique à moyen terme basé sur la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP). Il s'agit de mettre l'accent sur :

- la consolidation de la situation fiscale ;
- l'accélération des réformes afférant au secteur cotonnier ;
- le renforcement de l'environnement législatif et institutionnel;
- la privatisation des entreprises publiques ;
- le renforcement du secteur financier et de la micro finance ;
- l'amélioration de la gouvernance et des institutions.

Les politiques de redressement pour 2007 devront particulièrement s'orienter sur l'exécution du budget et le renforcement de la gestion des finances publiques, et sur les réformes structurelles et la gouvernance.

6. ANNEXES

- 6.1. Evolution des critères de convergence

- 6.2. Situation économique et financière de chaque Etat

- 6.3. Tableaux des opérations financières

6.1 Evolution des critères de convergence

- UEMOA

CRITERES DE CONVERGENCE (critères de convergence originels)		ETAT DE REALISATION DES CRITERES EN 2006 ¹ PAR ETAT ET RAPPEL DES PERFORMANCES EN 2004 ET 2005 EN UEMOA								Nombre de pays ayant respecté le critère		
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	2006	2005	2004
1	Solde budgétaire de base sur PIB nominal (norme ≥ 0)	0,0	-3,9	-1,9	-7,3	-0,8	-2,7	-3,0	-0,1	1	4	4
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme $\leq 3\%$)	3,8	2,4	2,5	2,0	1,5	0,1	2,1	2,1	7	1	8
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme $\leq 70\%$)	14,8	17,1	80,5	323,8	23,9	25,6	40,5	95,9	5	5	4
4	Non-accumulation d'arriérés de paiement (en milliards)	0	0	426,2	21,8	0	nd	0	26,8	4	4	5
4.1	Arriérés de paiement intérieurs	0	0	23,7	nd	0	nd	0	nd	7	5	5
4.2	Arriérés de paiement extérieurs	0	0	402,5	21,8	0	0	0	26,8	5	5	4
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme $\leq 35\%$)	36,1	41,2	43,1	107,9	32,5	33,9	30,6	34,6	4	3	4
6	Invest .financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme $\geq 20\%$)	18,1	38,7	11,8	2,6	23,1	31,4	34,9	5,5	4	4	4
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme $\geq -5\%$)	-7,0	-11,3	1,8	-12,2	-8,4	-9,9	-10,4	-20,1	1	1	1
8	Taux de pression fiscale (norme $\geq 17\%$)	15,3	12,0	15,1	10,9	14,7	11,4	19,1	14,2	1	1	1
Nombre de critères respectés par pays	2006	3	4	2	1	5	4	6	2			
	2005	2	3	1	0	4	3	6	1			
	2004	3	4	2	1	5	2	7	3			

¹ Dans les zones ombragées, les normes des critères sont respectées.

CRITERES DE CONVERGENCE (sur la base des indicateurs complémentaires de convergence)		ETAT DE REALISATION DES CRITERES EN 2006 ¹ PAR ETAT ET RAPPEL DES PERFORMANCES EN 2004 ET 2005 EN UEMOA								Nombre de pays ayant respecté le critère		
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	2006	2005	2004
1	Solde budgétaire de base ² sur PIB nominal (norme >=0)	0,8	-1,4	-1,9	-2,2	2,9	-0,5	-1,1	-0,1	2	4	4
2	Taux d'inflation sous-jacente (norme <=3%)	3,9	2,5	2,5	2,2	3,6	0,7	1,6	1,8	6	1	8
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	14,8	17,1	80,5	323,8	23,9	25,6	40,5	95,9	5	5	4
4	Non-accumulation d'arriérés de paiement (en milliards)	0	0	426,2	nd	0	nd	0	nd	4	4	5
4.1	Arriérés de paiement intérieurs	0	0	23,7	nd	0	nd	0	nd	7	5	5
4.2	Arriérés de paiement extérieurs	0	0	402,5	21,8	0	0	0	26,8	5	5	4
5	Masse salariale ³ sur recettes fiscales (norme <= 35%)	35,2	36,3	43,1	86,2	24,9	31,0	30,3	34,6	4	3	4
6	Invest. financés sur ressources intérieures ⁴ sur recettes fiscales (norme >=20%)	17,6	30,6	11,8	2,1	17,4	21,2	27,8	5,5	3	4	4
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme >= -5%)	-7,0	-11,3	1,8	-12,2	-8,4	-9,9	-10,4	-20,1	1	1	1
8	Taux de pression fiscale (norme >=17%)	15,3	12,0	15,1	10,9	14,7	11,4	19,1	14,2	1	1	1
Nombre de critères respectés par pays	2006	3	4	2	1	4	4	6	2			
	2005	3	3	1	0	5	3	7	1			
	2004	4	6	2	1	6	2	7	3			

¹ Dans les zones ombragées, les normes des critères sont respectées.

² Corrigé des dons budgétaires et des ressources PPTE.

³ Corrigé des dons budgétaires et des ressources PPTE.

⁴ Corrigé des dons budgétaires et des ressources PPTE.

• CEMAC

CRITERES DE CONVERGENCE		RESULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LA CEMAC AU 31 DECEMBRE 2006 ¹							Nombre de pays respectant le critère		
		Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2006	2005	2004
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)	5,4	-1,5	23,7	9,8	26,1	3,3	11,7	5	5	5
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <3%)	5,4	6,5	4,0	3,9	7,5	5,2	5,2	0	4	5
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	20,7	67,9 ²	99,8	30,4	1,9	26,6	32,6	4	4	4
4	Accumulation d'arriérés de gestion courante (norme = 0)	0,0	nd	nd	0,0	0,0	nd	nd	3	3	1
	- intérieurs	0,0	nd	nd	0,0	0,0	nd	nd			
	- extérieurs	0,0	18,9	6,3	0,0	0,0	0,0	25,3			
Nombre de critères respectés par pays	2006	3	0	1	3	3	2	2			
	2005	4	1	2	4	3	2	3			
	2004	3	1	2	3	3	3	3			

¹ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

² Ce montant correspond à l'endettement extérieur. Le volume de la dette intérieure sera disponible en juillet 2007. Les premières estimations laissent penser que ce critère ne sera pas respecté

- COMORES

CRITERES DE CONVERGENCE		RESULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LES COMORES AU 31 DECEMBRE 2006 ¹						Nombre d'années où le critère est respecté
		2001	2002	2003	2004	2005	2006	
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)	-3,7	-2,6	-2,9	-2,3	-0,5	-1,7	0
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <3%)	5,9	3,3	3,7	4,5	3,2	3,4	0
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	N/A	N/A	97,9	97,5	85,0	93,5	0
4	Accumulation d'arriérés de gestion courante (millions de FC) - intérieurs - extérieurs (définition : arriérés>120 jours)	2980	1724	3044	2597	1100	3100	0
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme <= 35%)	56,4	48,9	58,6	65,1	72,0	74	0
6	Invest. financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme >=20%)	4,2	2,2	14,2	13,1	7,9		0
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme >= -5%)	8,2	1	-5,1	-5,2	-6,4		3
8	Taux de pression fiscale (norme >=17%)	9,1	10,8	14,2	13,3	11,8	11,9	0
Nombre de critères respectés dans l'année		1	1	1	0	0	-	

¹ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

6.2 Situation économique et financière de chaque Etat

UEMOA

BENIN :

L'activité économique a enregistré un taux de croissance de 4,5 % en 2006 contre 2,9 % en 2005. Cette évolution est imputable au dynamisme des secteurs primaire et tertiaire. Les performances du secteur primaire sont liées à la hausse de la production des cultures d'exportation, notamment le coton. Quant au secteur tertiaire, il a bénéficié du dynamisme de l'ensemble des branches. Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement de 3,8 points, -0,5 point et 1,2 point.

En 2007, il est attendu une croissance de 6,5 %. Cette perspective repose sur, d'une part, la poursuite de la mise en œuvre des programmes et stratégies visant le développement et la diversification des activités dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et, d'autre part, la reprise des activités des industries de transformation du coton et des travaux de construction d'infrastructures.

L'évolution des prix a été marquée en 2006 par la poursuite des tensions inflationnistes. Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 3,8 % contre 5,4 % en 2005. Cette évolution du niveau général des prix est imputable à la hausse des prix des produits pétroliers, atténuée par le repli des prix des produits vivriers. A l'inverse du taux d'inflation annuel moyen, le taux d'inflation sous-jacente a augmenté pour s'établir à 3,8 % contre 2,5 % en 2005. Cette évolution est essentiellement imputable aux télécommunications, aux loisirs et activités culturelles.

S'agissant des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une dégradation des principaux soldes budgétaires, suite à une hausse des dépenses totales plus importante que celle des recettes budgétaires. En effet, les recettes budgétaires totales ont enregistré une hausse de 16,3 % pour représenter 18,0 % du PIB contre 16,6 % en 2005. Cette performance est liée au renforcement des régies et aux efforts de recouvrement des arriérés de redevance sur l'exploitation des licences GSM de téléphonie mobile. En ce qui concerne les dons, ils sont demeurés stables autour de 51 milliards, représentant 2,1 % du PIB.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont progressé de 19,5 % pour représenter 22,0 % du PIB contre 19,8 % en 2005. Cette hausse est liée au recrutement de nouveaux agents, au paiement de rappels de salaires aux agents de l'Etat, à la hausse des transferts et subventions liés à l'appui aux filières en difficulté, le coton notamment, et à la progression des dépenses en capital. La hausse des dépenses courantes de 12,9 % et celle des dépenses en capital financées sur ressources internes de 36,6 % ont induit une progression des dépenses de base de 14,8 % pour représenter 18 % du PIB contre 16,9 % en 2005.

Au total, le solde budgétaire de base, corrigé des dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, a représenté 0,8 % du PIB contre 0,5 % en 2005, en raison de la forte progression des recettes. S'agissant du déficit global hors dons, il s'est établi à 4,0 % du PIB contre 3,1 % en 2005. Quant au déficit global, il a représenté 1,9 % du PIB contre 0,9 % en 2005.

En 2007, il est attendu une aggravation des principaux soldes budgétaires. En effet, les recettes budgétaires progresseraient de 12,1 % pour représenter 18,5 %, grâce à la poursuite des mesures de renforcement des recouvrements. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils seraient en hausse de 14,8 % pour représenter 23,1 % du PIB, essentiellement sous l'effet de la hausse des dépenses en capital, la progression des dépenses courantes étant contenue à 6,5 %. Cette progression des dépenses en capital est liée à la hausse de 44 % de la composante financée sur ressources internes, en rapport les travaux de construction d'infrastructures.

Cette évolution des dépenses d'investissement financées sur ressources internes, jointe à la progression des dépenses courantes, induiraient une augmentation des dépenses de base de 12,2 %. Il en résulterait un solde budgétaire de base, corrigé des dépenses financées sur ressources PPTTE et dons budgétaires, stable autour de 0,8 % du PIB. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils représenteraient 4,6 % et 2,7 % du PIB, respectivement.

En ce qui concerne la dette publique totale¹, son encours rapporté au PIB nominal s'est établi à 14,8 % contre 41,1 % en 2005, en relation avec les annulations obtenues dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) pour un montant de 583,9 milliards. Le service de la dette publique totale a représenté 4,4 % des recettes budgétaires, comme en 2005.

S'agissant des comptes extérieurs, ils se caractériseraient par une aggravation de la balance des transactions courantes, suite à la stagnation des transferts courants et à l'aggravation du déficit commercial, consécutive à une baisse des exportations. Hors transferts officiels, le déficit du compte courant représenterait 7,0 % du PIB contre 7,3 % en 2005. En 2007, il est attendu une amélioration de ce ratio, en rapport avec la progression des exportations et la hausse des transferts privés.

En s'établissant à 520,2 milliards à fin décembre 2006, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 144,5 milliards par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution s'explique par l'augmentation de 116,2 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO, traduisant l'impact de l'allègement de dette au titre de l'IADM. Les disponibilités extérieures des banques ont connu une hausse de 28,3 milliards.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 255,8 milliards à fin décembre 2006, en recul de 21,8 milliards ou 7,9% par rapport à fin décembre 2005.

La position nette créditrice du Gouvernement s'est établie à -160,0 milliards à fin décembre 2006 contre -97,5 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 62,5 milliards. Cette évolution résulte de la baisse de 33,8 milliards des engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, dont l'effet a été renforcé par la hausse de 28,7 milliards de ses créances.

L'encours des crédits à l'économie s'est inscrit en hausse de 10,9%, pour ressortir à 415,8 milliards. Cette évolution est imputable aux crédits ordinaires qui ont augmenté de 47,2 milliards, dont 39,5 milliards pour les crédits à moyen et long terme. La hausse des crédits ordinaires résulte essentiellement de mises en place de crédits en faveur d'entreprises évoluant dans la distribution de produits pétroliers, de l'énergie, des télécommunications, de microfinance, de l'agro-industrie, du commerce général et des services.

La masse monétaire s'est accrue de 18,4% sur la période sous revue, pour s'établir à 726,8 milliards en décembre 2006. Cette évolution s'est traduite par un accroissement de 30,9% de la circulation fiduciaire et une hausse de 12,7% des dépôts en banque.

Le Bénin a respecté, comme en 2005, trois critères, à savoir, le solde budgétaire de base, le taux d'endettement et la non accumulation d'arriérés de paiement. Le Bénin n'a respecté aucun critère de second rang. En outre, il est le seul Etat membre qui n'a pas respecté le critère relatif à l'inflation malgré les bons résultats des dernières campagnes agricoles.

Afin de respecter de façon durable les critères de convergence, les autorités devraient :

- accélérer les réformes structurelles dans la filière cotonnière en mettant en œuvre les actions hardies permettant de lever les dysfonctionnements dans le secteur ;
- parachever les réformes en cours dans les secteurs de l'énergie électrique et des télécommunications, afin de renforcer le potentiel de la production et d'accroître la compétitivité de l'économie ;

¹ Données sur la dette intérieure non disponibles.

- poursuivre les efforts d'assainissement des finances publiques, en renforçant les actions en matière de recouvrement en vue de mobiliser des recettes additionnelles permettant d'augmenter les allocations en faveur des secteurs sociaux ;
- créer les conditions favorables à la compétitivité du Port Autonome de Cotonou ;
- approfondir les réflexions sur les déterminants de l'inflation au niveau de l'économie béninoise afin de mieux cibler les actions à mener pour assurer une stabilité des prix.

BURKINA FASO :

En 2006, l'activité économique, portée par l'ensemble des secteurs, a enregistré un taux de croissance de 6,1 % contre 7,1 % en 2005. La croissance du secteur primaire est liée aux performances de la production végétale, grâce à de bonnes conditions climatiques. Au niveau du secteur secondaire, la performance s'explique par le dynamisme des industries manufacturières et des BTP. La croissance du secteur tertiaire est liée à la performance de l'activité touristique et hôtelière, en rapport avec l'organisation de nombreuses manifestations nationales et internationales au Burkina et au transport de marchandises. Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement, de 1,2 point, 1,6 point et 3,3 points.

Pour 2007, les perspectives reposent sur un taux de croissance de 6,7 %, sous l'hypothèse d'une bonne tenue de la production agricole et de performances satisfaisantes des industries manufacturières, des bâtiments et travaux publics et des services de transport, du tourisme et des télécommunications.

En 2006, la croissance a été réalisée dans un contexte de hausse modérée des prix à la consommation avec un taux d'inflation annuel moyen de 2,4 % contre 6,4 % en 2005. Cette évolution est liée à la faible progression des prix des produits alimentaires, suite à un approvisionnement suffisant et régulier des marchés en produits alimentaires, favorisé par le niveau élevé de la production vivrière des campagnes agricoles 2005/2006 et 2006/2007. A cela, s'ajoute le repli des prix des hydrocarbures en rapport avec la baisse observée sur le marché pétrolier.

En ce qui concerne le taux d'inflation sous – jacente, il est ressorti à 2,5 % contre 2,7 % en 2005. Cette situation est liée à la hausse du niveau des prix des services d'enseignement, de restaurants, de santé et d'articles d'habillement.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une aggravation des principaux soldes budgétaires. En effet, les recettes budgétaires ont progressé de 11,6 % pour représenter 13,0 % du PIB, sous l'impulsion des recettes fiscales qui ont augmenté de 11,8 %. Cette hausse est liée au renforcement des recouvrements, notamment un examen plus rigoureux des exonérations, un renforcement des contrôles et vérifications favorisé par l'informatisation des régies. S'agissant des dons, ils se sont élevés à 157,9 milliards, représentant 5,0 % du PIB contre 4,4 % en 2005.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 13,7 % pour représenter 23,2 % du PIB contre 21,7 % en 2005 essentiellement sous l'effet de la progression des dépenses courantes de 16,1 %. Cet accroissement s'explique essentiellement par la hausse des subventions accordées à la SONABEL, consécutive à la flambée des cours du pétrole, la progression de la masse salariale liée au recrutement et au paiement de rappels de salaires aux agents de l'Etat et les dépenses liées à la décentralisation. Les dépenses de base ont progressé de 11,1 % pour représenter 16,9 % du PIB contre 16,2 % en 2005. Cette hausse a été portée par les dépenses courantes, les dépenses en capital financées sur ressources internes ayant stagné. Il en a résulté une aggravation du déficit du solde budgétaire de base, corrigé des dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, pour représenter 1,4 % du PIB contre 0,5 % en 2005. De même, le déficit global hors dons et le déficit global se sont aggravés pour représenter 10,3 % et 5,2 % du PIB, respectivement, contre 9,3 % et 4,9 % en 2005.

Pour 2007, il est attendu une évolution contrastée des principaux soldes budgétaires. Les recettes budgétaires progresseraient de 17,4 % pour représenter 14 % du PIB. Cette hausse serait liée au

renforcement des activités de recouvrement à l'aide de l'accélération de l'informatisation des régies, l'élargissement de l'assiette fiscale à travers une limitation des exonérations. Une mission d'assistance spécifique du FMI est attendue à cet effet. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils progresseraient de 19,5 % pour représenter 25,5 % du PIB. Cette hausse serait portée par les dépenses en capital financées sur ressources externes. Quant aux dépenses courantes, elles progresseraient de 4,3 % sous l'impulsion de la masse salariale. Les dépenses de base progresseraient de 4,1 %, en liaison avec la hausse des dépenses courantes et des dépenses d'investissement financées sur ressources internes.

Au total, le solde budgétaire de base, corrigé des dépenses financées sur ressources PPTTE et dons budgétaires, s'améliorerait en dégageant un excédent représentant 0,5 % du PIB, en rapport avec la hausse attendue des recettes. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils représenteraient 11,5 % et 5,8 % du PIB, respectivement.

L'encours de la dette publique à fin 2006 se chiffre à 538,4 milliards de francs représentant 17,1 % du PIB contre 42,9 % en 2005. Cette baisse notable de l'encours de la dette s'explique essentiellement par le bénéfice de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) pour environ 708 milliards.

S'agissant des comptes extérieurs, ils se caractériseraient par une contraction du déficit des transactions courantes. Cette évolution est essentiellement imputable à la réduction du déficit commercial et à l'amélioration des flux nets au titre des transferts courants sans contrepartie. La réduction du déficit commercial serait essentiellement liée à la progression des exportations de coton. Les effets de cette hausse ont été atténués par la progression des importations, sous l'effet du dynamisme de l'activité économique et de la hausse des prix des produits pétroliers. Hors dons, le déficit du compte courant représenterait 11,3 % du PIB contre 14,7 % en 2005. La réduction du déficit des transactions courantes se poursuivrait en 2007, sous l'hypothèse de la poursuite de l'amélioration du déficit commercial et des transferts nets.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont inscrits en hausse de 51,1 milliards, en s'établissant à 221,3 milliards à fin décembre 2006. Cette évolution résulte de la hausse de 38,5 milliards des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission et de 12,6 milliards de ceux des banques. L'augmentation des avoirs extérieurs nets de la BCEAO résulte en partie de l'allègement de dette au titre de l'IADM.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 27,2 milliards, ou 5,6% pour se situer à 511,5 milliards à fin décembre 2006.

La position nette du gouvernement s'est améliorée de 38,8 milliards, pour se situer à -29,8 milliards à fin décembre 2006. Cette évolution est essentiellement consécutive à la baisse de 38,7 milliards des engagements vis-à-vis du système bancaire.

Les crédits à l'économie se sont chiffrés à 541,3 milliards, en hausse de 13,9% par rapport à décembre 2005, à la suite d'une progression de 53,1 milliards ou 12,9% des concours ordinaires, dont 9,4 milliards pour les crédits à moyen et long terme, et de 12,9 milliards ou 20,6% des crédits de campagne. L'accroissement des crédits ordinaires résulte de concours à des sociétés cotonnières ainsi qu'aux entreprises des secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications du BTP, de l'agro-industrie, du commerce général et des services. L'évolution des crédits de campagne traduit les lenteurs dans le dénouement des concours octroyés au titre de la campagne agricole 2005/2006, en raison du faible rythme d'embarquement de la production de coton-fibre destinée à l'exportation.

La masse monétaire s'est accrue de 10,1% pour s'établir à 661,5 milliards, traduisant la hausse de 16,4% des dépôts en banque, dont l'impact a été amoindri par le recul de 8,2% de la circulation fiduciaire.

Le Burkina Faso a respecté en 2006, quatre critères dont trois critères de premier rang. Toutefois, le critère relatif au solde budgétaire de base n'a pas été respecté. Sur la base des prévisions contenues dans le programme pluriannuel 2007-2009, les quatre critères de premier rang pourraient être respectés en 2007.

Afin de consolider les performances réalisées, les Autorités sont invitées à :

- poursuivre l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales à travers l'automatisation des principales tâches ;
- mettre l'accent sur l'intensification des productions végétales ;
- poursuivre la diversification des exportations ;
- préserver la soutenabilité de la dette publique par le suivi rigoureux de l'évolution de la dette intérieure et le recours à des ressources hautement concessionnelles ;
- poursuivre les réformes entreprises dans la filière coton pour renforcer sa compétitivité et accroître la professionnalisation de la filière.

COTE D'IVOIRE :

En dépit d'un contexte défavorable marqué par la lenteur du processus de normalisation de la situation sociopolitique, l'activité économique a progressé de 1,2 %, comme en 2005, portée par l'agriculture vivrière et le dynamisme de la production pétrolière depuis l'entrée en production du champ''baobab''. En effet, la valeur ajoutée du secteur primaire a progressé de 1,9 %, malgré l'orientation à la baisse de l'agriculture d'exportation, notamment la production de cacao, d'ananas et de coton. La baisse de la production de cacao est liée à la précocité de la récolte, ce qui a affectée la qualité de la récolte.

La production du secteur secondaire a progressé de 1,4 % portée principalement par la progression de l'activité pétrolière depuis l'entrée en production du champ''baobab''. Quant au secteur tertiaire, sa production a quasiment stagné en dépit du dynamisme des télécommunications et le frémissement observé au niveau du commerce et des transports. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été, respectivement, de 0,6 point, 0,4 point et 0,2 point.

En 2007, la croissance de l'activité économique serait de 1,5 %. Elle serait soutenue par le secteur primaire et le secteur tertiaire avec des contributions respectives à la croissance du PIB de 0,7 point et 0,8 point. Spécifiquement, au niveau du tertiaire, la croissance serait tirée par les télécommunications.

En 2006, la croissance a été réalisée dans un contexte marqué par une maîtrise des prix avec un taux d'inflation annuel moyen de 2,5 % contre 3,9 % en 2005. Cette évolution résulte de la hausse des prix des produits non alimentaires, atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires. La baisse des prix des produits alimentaires, notamment les céréales non transformés, les légumes et les fruits, s'explique par un meilleur approvisionnement des marchés. Quant à la progression des prix des biens non alimentaires, elle est liée à la hausse des prix des produits pétroliers.

En ce qui concerne le taux d'inflation sous – jacente, il est ressorti à 2,5 % contre 4,0 % en 2005 et s'explique essentiellement par la progression du niveau des prix des services d'enseignement, de santé et des télécommunications.

Les opérations financières de l'Etat en 2006 ont été exécutées dans un contexte caractérisé par l'absence de financements extérieurs. Les recettes budgétaires ont progressé de 8,7 % pour représenter 17,7 % du PIB contre 17,1% en 2005. Quant aux recettes fiscales, elles ont augmenté de 9,0 % induisant un taux de pression fiscale de 15,1 % contre 14,5 % en 2005. Cette évolution des recettes s'explique par les recouvrements au titre des bénéfices industriels et commerciaux et des taxes sur les transactions internationales. S'agissant des dons, ils s'élèvent à 88,2 milliards, soit 1,0 % du PIB contre 1,1% en 2005, reflétant les difficultés de mobilisation des ressources extérieures, en raison de la lenteur du processus de normalisation.

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, ils ont progressé de 12,1 % pour représenter 21,3 % du PIB contre 19,9 % en 2005. Cette évolution résulte de la hausse des dépenses courantes de 11,6

% et de l'augmentation des dépenses en capital de 11,5 %. La hausse des dépenses courantes est liée à l'accroissement de la masse salariale et des dépenses de fonctionnement et celle des dépenses en capital s'explique par la composante financée sur ressources internes qui a enregistré une progression de 20,8% contre une baisse de 12,2% en 2005. La hausse des dépenses courantes jointe à la progression des dépenses d'investissement financées sur ressources internes ont induit un accroissement des dépenses de base de 11,4 % pour représenter 19,6 % du PIB contre 18,9 % en 2005.

Au total, le déficit budgétaire de base, hors dépenses financées sur sur ressources PPTE et dons budgétaires¹, s'est aggravé pour représenter 1,9 % du PIB contre 1,4 % en 2005, en rapport avec l'amélioration des recettes. Le déficit global hors dons s'est détérioré pour ressortir à 3,6 % du PIB contre 2,8 % en 2005. Quant au déficit global, il est ressorti à 2,6 % du PIB contre 1,7 % en 2005.

En 2007, la situation des finances publiques s'améliorerait, en rapport avec une progression des recettes. En effet, les recettes totales augmenteraient de 6,9 % pour représenter 18,2 % du PIB contre 17,7 % en 2006. Cette performance s'expliquerait par la progression des taxes sur les transactions internationales, des impôts directs et des revenus du pétrole et du gaz.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils baisseraient de 4,6 % pour représenter 19,5 % du PIB, en rapport avec le repli des dépenses en capital. Les dépenses courantes baisseraient de 0,2 %, en liaison avec la hausse des salaires et traitements. Les dépenses en capital régresseraient de 23,4% en rapport avec les difficultés de mobilisation de ressources extérieures. La progression des dépenses en capital financées sur ressources internes de 12,8 % jointe à l'accroissement des dépenses courantes induiraient une progression des dépenses budgétaires de base de 1,8 %. Il en résulterait un déficit du solde budgétaire de base, corrigé des dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, représentant 0,7 % du PIB. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils représenteraient 1,3 % et 0,3 % du PIB, respectivement.

La situation des finances publiques a été, par ailleurs, caractérisée par le recours au financement exceptionnel pour couvrir le déficit budgétaire. Une accumulation d'arriérés extérieurs à hauteur de 402,5 milliards est estimée pour 2006. Toutefois, le recours satisfaisant aux emprunts obligataires sur le marché financier, aux bons de Trésor et aux crédits relais, ont favorisé la réduction des engagements vis-à-vis du système bancaire et non bancaire respectivement à hauteur de 31,4 et 3,9 milliards. Des paiements ont été effectués également en faveur de certains créanciers multilatéraux (FMI, BOAD, BID, etc.) et bilatéraux non membres du Club de Paris.

Au total, la dette publique s'est établie à 7 271,0 milliards à fin décembre 2006, soit 80,5 % du PIB contre 84,9 % en 2005. Le service de la dette a représenté 25,1 % des recettes budgétaires contre 28,9 % en 2005. En l'absence de relations harmonieuses avec la communauté financière internationale permettant à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'un traitement de fond de sa dette publique, celle-ci demeurera toujours un fardeau qui entrave l'accélération de la croissance économique.

S'agissant de la balance des paiements, le solde global a enregistré une nette amélioration en 2006. Il s'est établi à 120,0 milliards contre 62,5 milliards en 2005 en relation avec le renforcement de l'excédent de la balance des opérations courantes. Cette évolution de la balance courante est essentiellement liée au relèvement des exportations. L'évolution des exportations résulterait de l'effet conjugué d'une hausse des quantités exportées, notamment les produits pétroliers et d'un rebond des prix des produits, tels que le café, les produits pétroliers et le caoutchouc. Quant aux importations, elles connaîtraient une progression modérée qui résulterait de la hausse des prix et de la baisse du volume. Le repli du volume porterait principalement sur l'importation de matières premières et de produits semi-finis. Hors dons, l'excédent du compte courant passerait de 0,1 % du PIB en 2005 à 1,8 % en 2006. Le solde courant s'améliorerait de nouveau en 2007, en rapport avec le renforcement attendu de l'excédent commercial.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 821,8 milliards, en hausse de 117,8 milliards par rapport à fin décembre 2005, du fait essentiellement de l'accroissement de 158,2 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, atténuée par la baisse de 40,4 milliards de

¹ Le pays ne bénéficie pas de ressources PPTE.

ceux des banques. Cette évolution traduit les rapatriements soutenus au titre des recettes d'exportation.

Le crédit intérieur a connu une hausse de 66,3 milliards ou 4,2% par rapport à son niveau de décembre 2005, en s'établissant à 1.634,9 milliards.

La position nette débitrice du Gouvernement s'est améliorée de 34,5 milliards au cours de la période sous revue, pour ressortir à 344,8 milliards, en liaison avec le repli de 22,9 milliards des engagements de l'Etat et la hausse de 11,5 milliards des créances de l'Etat sur le système bancaire.

L'encours des crédits à l'économie s'est établi à 1.290,1 milliards à fin décembre 2006, contre 1.189,3 milliards en 2005, ressortant ainsi en hausse de 8,5%, sous l'effet d'un accroissement de 9,4% des crédits ordinaires. L'évolution des crédits ordinaires est essentiellement imputable aux nouvelles mises en place en faveur des entreprises du secteur des télécommunications, de l'énergie et à des entreprises des secteurs de l'agro-industrie.

La masse monétaire s'est accrue de 10,3%, pour se fixer à 2.294,8 milliards à fin décembre 2006. Cette évolution s'est traduite par la hausse de 11,5% des dépôts en banque et de 8,1% de la circulation fiduciaire.

Au total, la Côte d'Ivoire a respecté deux critères dont un critère de premier rang, le taux d'inflation annuel moyen. Au titre des critères de second rang, le solde extérieur courant hors dons a été respecté comme les années précédentes. Aucun progrès sensible n'a été enregistré en matière de convergence. La convergence de l'économie ivoirienne n'est envisageable à l'horizon 2008 que si les dispositions sont prises par les autorités ivoiriennes pour :

- accélérer effectivement le processus de normalisation de la situation sociopolitique ;
- doter le pays d'un programme post-conflit suivi d'un programme économique et financier triennal appuyé par la communauté financière internationale.
- sécuriser les investissements, les échanges et la bonne administration des structures décentralisées sur toute l'étendue du territoire national.

GUINEE-BISSAU :

En 2006, le taux de croissance du PIB s'est établi à 1,8 % contre 3,8 % en 2005. Cette croissance a été portée essentiellement par les secteurs secondaire et tertiaire, qui ont progressé respectivement de 4,8 % et 10,8 %. Par contre, le secteur primaire a enregistré une baisse de ses activités de 3,1 %, en rapport avec les perturbations survenues dans la filière de noix de cajou, notamment au niveau du dispositif de commercialisation. En 2007, la croissance du PIB est projetée à 4,3 % sous l'hypothèse d'une bonne production agricole et de la reprise des investissements privés.

L'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par une baisse de l'inflation. Le taux d'inflation moyen est ressorti à 2,0 % contre 3,4 % en 2005, en liaison avec la baisse des prix des produits alimentaires. Dans la même période, les prix des services de transport et de santé ont progressé du fait de la hausse des prix des produits pétroliers.

S'agissant du taux d'inflation sous – jacente, il est ressorti à 2,2 % contre 3,0 % en 2005. Cette évolution s'explique par la hausse des prix des services d'enseignement, de restaurant, de santé et d'articles d'habillement.

Dans le domaine des finances publiques, les recettes budgétaires totales ont augmenté de 12,9 % pour s'établir à 18,1 % du PIB contre 17,0% en 2005. Cette évolution se justifie notamment par l'accroissement des recettes non fiscales de 30,71 % pour représenter 7,2 % du PIB contre 5,9 % en

¹ En fait, il s'agit de rattrapage après la chute de 24,1 % observée en 2005.

2005. Les dépenses totales et prêts nets ont baissé de 6,3 % pour représenter 32,5 % du PIB contre 36,8 % en 2005. Ce recul est principalement imputable à la diminution des dépenses en capital de 21,8 %, suite aux restrictions budgétaires consécutives à la baisse des financements extérieurs. De même, les dépenses courantes ont baissé de 0,5 %, en rapport avec les mesures prises pour assurer une meilleure maîtrise de l'évolution de la masse salariale.

Au total, les dépenses de base ont diminué de 3,1 %, les dépenses d'investissement financées sur ressources internes ayant également reculé. Le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE¹ et dons budgétaires, est ressorti à -2,2 % du PIB contre -7,7 % en 2005. De même, Le solde global hors dons rapporté au PIB s'est établi à -14,4 % contre -19,8 % en 2005 et le solde global rapporté au PIB s'est situé à -5,7 % contre -11,6 % en 2005.

En 2007, les recettes fiscales augmenteraient de 8,4 %, du fait notamment de la reprise des exportations de cajou suite aux actions de normalisation du dispositif de commercialisation. Cette évolution se justifierait également par le renforcement des capacités de la Direction des Services des Grandes Entreprises et l'élargissement de l'assiette en direction de micros, petites et moyennes entreprises (PME). Quant aux recettes non fiscales, elles enregistreraient une baisse de 8,7 % en rapport avec les retards accusés dans les négociations de nouveaux accords de pêche avec l'Union européenne. S'agissant des dons, ils atteindraient 43,1 milliards représentant 22,9 % du PIB contre 8,6 % en 2006, suite aux mobilisations attendues après la table ronde des bailleurs de fonds.

Au niveau des dépenses, la politique budgétaire se fixerait pour but de renforcer les secteurs prioritaires définis dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Dans cette optique, les dépenses courantes progresseraient de 5,9 %. Les dépenses d'investissement financées sur ressources internes passeraient de 0,5 milliard à 1,1 milliard pour se situer à 0,6 % du PIB. Les dépenses de base progresseraient de 7,2 % sous l'effet de la hausse conjuguée des dépenses courantes et des dépenses en capital financées sur ressources internes. Le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, dégagerait un excédent représentant 1,2 % du PIB. Le déficit global hors dons rapporté au PIB s'établirait à -20,7 %. Quant au solde global, il ressortirait excédentaire, en se situant à 2,22 % du PIB.

S'agissant de la dette publique totale, la finalisation du DSRP initialement prévue en 2002 et la reprise du programme avec le FMI n'étant pas encore intervenues, les allègements attendus de l'Initiative PPTE n'ont pu se concrétiser. L'encours de la dette, représentant 323,8% du PIB contre 358,6 % en 2005, demeure insoutenable et nécessite un traitement approprié.

Au niveau des comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements s'est amélioré de 11,6 milliards pour ressortir excédentaire de 15,0 milliards contre 3,4 milliards en 2005, en raison de l'évolution favorable de la balance des opérations courantes et du compte de capital et d'opérations financières. Le déficit des transactions courantes hors dons s'est réduit pour se situer à 12,2 % du PIB contre 14,4 % l'année précédente, du fait du bon comportement de la balance commerciale lié à la forte réduction des importations.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 43,2 milliards à fin décembre 2006, en hausse de 6,5 milliards par rapport à fin décembre 2005. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des avoirs extérieurs nets des banques qui se sont renforcés de 9,5 milliards, dont l'effet a été amoindri par le repli de 3,0 milliards de ceux de la BCEAO.

Le crédit intérieur a enregistré une hausse de 0,8 milliard ou 5,0%, en s'établissant à 16,7 milliards à fin décembre 2006.

La position nette débitrice du Gouvernement s'est améliorée de 2,1 milliards, pour se situer à 10,4 milliards à fin décembre 2006, en liaison avec la baisse de 1,6 milliard des engagements de l'Etat, dont l'impact a été renforcé par la hausse de 0,5 milliard de ses créances vis-à-vis du système bancaire.

¹ Le pays ne bénéficie pas de ressources PPTE.

² Cette situation serait le reflet de projections de mobilisations trop optimistes en matière de dons.

Les crédits à l'économie se sont établis à 6,3 milliards à fin décembre 2006, en hausse de 85,3% du fait des concours ordinaires, octroyés à des entreprises intervenant dans le secteur de la noix de cajou. La masse monétaire s'est accrue de 5,5%, pour s'établir à 55,2 milliards à fin décembre 2006. Les dépôts ont augmenté de 31,4% et la circulation fiduciaire de 5,5%.

En ce qui concerne l'état de convergence, seul le critère relatif au taux d'inflation a été respecté en fin 2006. Cette situation, reflétant les contraintes structurelles que connaît l'économie bissau guinéenne, commande que des dispositions soient prises pour mettre en œuvre de manière satisfaisante le programme économique de référence. En plus, des mesures devraient être prises pour intensifier les efforts d'assainissement des finances publiques. A cet effet, les Autorités devraient :

- élaborer et mettre en œuvre, en relation avec la Commission de l'UEMOA, un programme d'appui pour le renforcement des capacités de l'Administration ;
- adopter une stratégie de commercialisation du cajou pour la prochaine campagne 2007 qui soit un retour aux conditions de commercialisation normales et des accords commerciaux transparents, libres de l'intervention du Gouvernement dans la chaîne d'exportation ;
- abaisser le prix de référence utilisé pour le calcul des impôts à l'exportation du cajou, pour les aligner sur les prix extérieurs effectifs et réduire la taxe effective payée par les exportateurs ;
- réinstaurer la mission originelle du Comité Nationale de Trésorerie ;
- accélérer les réformes structurelles, notamment dans le domaine de l'énergie et de l'eau ;
- mettre en œuvre un programme d'industrialisation, notamment la transformation de la noix de cajou ;
- promouvoir les infrastructures et le secteur privé, afin d'impulser la reprise des investissements.

MALI :

En 2006, la croissance du PIB a été de 5 % contre 6,1 % en 2005. Cette progression de l'activité économique s'explique principalement par une production agricole satisfaisante et l'ouverture de nouvelles mines aurifères. La production agricole a augmenté de 6,6 % en rapport avec un accroissement de la production céréalière de 8 %, liée principalement à une bonne pluviométrie et à la poursuite de la mise en valeur de périmètres irrigués. De même, la production de l'industrie extractive a progressé de 7,6 % du fait de la hausse de la production d'or qui est passée de 51 tonnes en 2005 à 56,9 tonnes avec l'entrée en activité des mines de Loulo et de Tabakoto. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été, respectivement, de 1,7 point, 0,6 point et 2,7 points.

En 2007, la croissance du PIB est projetée à 5,4 %, sous l'hypothèse d'une pluviométrie satisfaisante et d'un accroissement de la production aurifère. En outre, l'agriculture bénéficierait d'appuis importants à travers particulièrement, des projets d'appui aux services agricoles et la mise en valeur de périmètres irrigués. Au niveau du secteur secondaire, il est attendu d'importants investissements en vue de redynamiser la branche textile et la création d'une zone industrielle autour de la zone aéroportuaire.

L'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par un recul de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 1,5 % contre 6,4 % en 2005.

Cette baisse résulte d'un recul du niveau des prix des produits alimentaires, sous l'effet de la baisse du prix des céréales et d'une augmentation du niveau des prix des produits non alimentaires, sous l'influence de la hausse des services de transport et d'enseignement.

Par contre, le taux d'inflation sous-jacente a augmenté de 3,6 % contre 1,5 % en 2005. Cette évolution s'explique par les conséquences de la hausse du prix des produits pétroliers sur les prix des autres types de consommation notamment, les services d'enseignement, de soins personnels et d'articles d'habillement.

Dans le domaine des finances publiques, les recettes totales ont augmenté de 5 % pour s'établir à 17 % du PIB. Cette évolution se justifie par le doublement du niveau des recettes non fiscales, de 15,1 milliards en 2005 à 30,2 milliards, du fait du recouvrement des dividendes des sociétés minières, suite aux bons résultats de la filière aurifère en 2005. Dans la même période, les recettes fiscales ont crû de 2,9 % sous l'impulsion d'un certain nombre de mesures portant notamment, sur la maîtrise et l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement des capacités de vérification et d'enquête des services fiscaux et la modernisation de l'équipement et du fonctionnement de l'Administration fiscale.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 10,8 % pour représenter 25,3 % du PIB nominal en rapport avec le renforcement des dépenses d'investissement, lié à la réalisation des travaux d'infrastructures et à la poursuite de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Ces dépenses d'investissement ont augmenté de 28,2 % du fait principalement de la mobilisation de ressources extérieures. Dans la même période, les dépenses d'investissement financées sur ressources internes ont enregistré une hausse de 8,1 % tandis que les dépenses courantes ont progressé de 7 %, en rapport avec le renforcement des dotations en fonctionnement des services publics et l'augmentation de la masse salariale.

Au total, l'évolution de la situation des finances publiques s'est caractérisée par une meilleure maîtrise des dépenses de base, qui ont représenté 17,8 % du PIB contre 18 % en 2005. De ce fait, le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, s'est amélioré en ressortant à 2,9 % du PIB contre 2,1 % en 2005. Le solde global hors dons s'est établi à -8,2 % du PIB contre -7,1 % en 2005. De même, le solde global rapporté au PIB s'est situé à environ -3 % contre -3,1 % en 2005.

En 2007, les recettes fiscales croîtraient de 11,1 % sous l'impulsion d'un certain nombre de mesures portant principalement sur le renforcement de l'administration douanière, un meilleur suivi du secteur minier et sur la réduction des exonérations fiscales. Les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures augmenteraient de 12,5 % du fait des économies réalisées sur le service de la dette, grâce à l'IADM. Les dépenses courantes, connaîtraient également une hausse de 12,9 % en liaison avec les dépenses exceptionnelles relatives aux élections présidentielles et législatives. Reflétant l'évolution de ses deux composantes, les dépenses de base progresseraient de 12,7 %, induisant une dégradation des soldes budgétaires. Le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, rapporté au PIB, ressortirait à -0,3 %. De même, le solde global hors dons s'établirait à -8,9 % du PIB et le solde global rapporté au PIB se situerait à -3,8 %.

Concernant la dette publique totale, son encours, évalué à 1735,2 milliards en 2005, a enregistré une baisse considérable en ressortant à 745,7 milliards en 2006. Il représente 23,9 % du PIB contre 60 % en 2005, du fait d'une annulation du stock de la dette multilatérale de 1085,2 milliards de francs CFA, obtenue dans le cadre de l'IADM. Le service de la dette publique totale est ressorti à 65,3 milliards et représente 13,4 % des recettes budgétaires.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes hors dons s'est réduit pour se situer à 8,4 % du PIB contre 10,6 % en 2005, sous l'effet de l'évolution favorable de la balance commerciale. En 2007, il se contracterait encore pour représenter 7,6 % du PIB, sous l'effet de la réduction des déficits de la balance des services et de la balance des revenus.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 529,4 milliards à fin décembre 2006, en hausse de 104,8 milliards. Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont accrus de 60,2 milliards, pour ressortir à 460,0 milliards et ceux des banques ont progressé de 44,6 milliards pour s'établir à 69,4 milliards. La hausse des avoirs extérieurs nets de la BCEAO reflète, en partie, l'impact de l'allègement de dette au titre de l'IADM.

Pour sa part, le crédit intérieur s'est établi à 418,4 milliards, en baisse de 14,5%, par rapport à la période correspondante de 2005.

La position nette créditrice du Gouvernement s'est améliorée de 82,9 milliards, pour se situer à -109,3 milliards à fin décembre 2006, en liaison avec la baisse de 78,0 milliards des engagements de l'Etat, dont l'impact a été renforcé par la hausse de 4,9 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire. La forte baisse des engagements de l'Etat résulte de celle de 61,6 milliards des remboursements des concours du FMI.

L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 2,3% pour atteindre 527,7 milliards, à la suite de la hausse de 4,0 milliards des crédits de campagne et de 7,7 milliards ou 1,5% des crédits ordinaires. Les mises en place ont concerné des sociétés opérant dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie, de distribution de produits pétroliers, des mines, du commerce général ainsi que des sociétés cotonnières et des associations villageoises dans le cadre de la commande d'intrants au titre de la campagne agricole 2007/2008.

La masse monétaire s'est inscrite à 892,5 milliards, en hausse de 6,0% par rapport à fin décembre 2005. Les dépôts ont progressé de 10,3% tandis que la circulation fiduciaire a enregistré un repli de 0,1%.

En ce qui concerne l'état de la convergence, les quatre critères de premier rang ont été respectés à fin 2006. De même, le critère de second rang relatif à la masse salariale présente un résultat conforme à la norme communautaire. Toutefois en 2007, le critère clé se dégraderait. Il se situerait à -0,3 %. Cette situation reflétant la précarité des performances de l'Etat, impose que des dispositions soient prises pour consolider la dynamique de convergence. A cet égard, il conviendrait de :

- renforcer la politique de développement des infrastructures, notamment l'infrastructure rurale visant à promouvoir davantage la culture irriguée ;
- poursuivre la politique de restructuration de l'économie notamment la mise en œuvre du programme de privatisation des entreprises publiques, l'assainissement du système bancaire et la réforme de la Caisse des Retraités du Mali (CRM) ;
- poursuivre les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale et de la maîtrise des dépenses courantes.

NIGER :

L'activité économique a enregistré un taux de croissance de 3,2 % contre 7,0 % en 2005, en relation avec le ralentissement du secteur primaire imputable à la faible progression de la production agricole après le niveau record de la campagne agricole 2005/2006. Le secteur secondaire a connu un dynamisme, grâce aux performances de toutes les branches, notamment les mines et les industries manufacturières. La croissance du secteur tertiaire a été impulsée par la plupart des branches, notamment le commerce, les hôtels et restaurants. En particulier, le commerce a été favorisé par la hausse des revenus des ménages agricoles et des salariés. Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement, de 1,4 point, 0,5 point et 1,3 point en 2006.

En 2007, les projections indiquent un taux de croissance du PIB de 4,0 %, sous l'hypothèse d'une bonne campagne agricole, de la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, de l'extension du réseau routier et électrique et d'une hausse de la production minière.

L'année 2006 a été marquée par une baisse de l'inflation. En effet, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 0,1 % contre 7,8 % en 2005. Cette évolution résulte de la baisse des prix des produits alimentaires, atténuée par la hausse des prix des produits non alimentaires. La baisse des prix des produits alimentaires est liée à un approvisionnement régulier des marchés en produits céréaliers, suite aux bons résultats des campagnes agricoles 2005-2006 et 2006/2007. Toutefois, le recul du

niveau des prix des produits alimentaires a été limité par la crise de la grippe aviaire qui a favorisé la désaffection des consommateurs de la viande de la volaille et a augmenté la demande en poisson et en viande autre que celle de la volaille. La hausse des prix des produits non alimentaires s'explique par le renchérissement du prix du carburant. Pour 2007, il est prévu un taux d'inflation annuel moyen de 2% maximum, en rapport avec les bons résultats de la campagne agricole 2006-2007.

Par contre, le taux d'inflation sous-jacente a reculé pour s'établir à 0,7 % contre 2,7 % en 2005 et représente le taux le plus bas au sein de l'Union. A part la hausse du niveau des prix des services d'enseignement et des articles d'ameublement des maisons, la hausse du niveau des prix des produits pétrole ne semble pas avoir eu des effets sur les autres types de consommation.

Au niveau des finances publiques, les recettes budgétaires ont progressé de 11,3 % pour atteindre 11,8 % du PIB contre 11,1 % en 2005. Les recettes fiscales ont crû de 12,0 % pour s'établir à 11,4 % du PIB contre 10,7 % en 2005. Cette performance s'explique par les mesures relatives à la lutte contre la fraude et à l'élargissement de l'assiette fiscale. Les recettes non fiscales ont été de 7,2 milliards contre 7,7 milliards en 2005. Quant aux dons, ils ont chuté de 84 milliards en 2005 à 74,6 milliards en 2006.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 9,4 % sous l'influence des dépenses courantes pour représenter 19,9 % du PIB contre 19,0 % en 2005. Les dépenses courantes ont augmenté de 18,2 %, en liaison avec la progression des dépenses de transferts et des dépenses effectuées au titre des comptes spéciaux. Quant aux dépenses en capital, elles ont baissé de 0,6 %, en rapport avec la mise en œuvre plus lente que prévu de certains projets prioritaires financés sur ressources internes. Les dépenses de base ont augmenté de 8,6 % pour représenter 14,5 % du PIB contre 14 % en 2005, sous l'effet de la hausse des dépenses courantes, les dépenses d'investissement financées ressources internes ayant baissé de 5 %.

Le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, rapporté au PIB s'est détérioré en se situant à -0,5 % contre 0,7 % en 2005. Cette aggravation s'explique essentiellement par l'augmentation des dépenses de transferts et subventions. Quant au déficit global hors dons et au déficit global rapportés au PIB, ils s'établissent à 8,1 % et 3,9 %, respectivement, contre 7,9 % et 3,0 % en 2005.

En 2007, les recettes budgétaires progresseraient de 12,3 % pour atteindre 12,5 % du PIB. Cette performance se réaliserait grâce aux effets attendus des mesures préconisées dans les plans d'action 2006-2008 des régies financières dont les premiers résultats sont attendus en 2007. De plus, de nouvelles mesures relatives à l'institution d'une taxe à l'embarquement sur le transport aérien et le relèvement des taux de certaines taxes existantes ont été prises au titre de l'année 2007.

Les dépenses courantes progresseraient de 13,5 %. Quant aux dépenses en capital, elles croîtraient de 26,0 % sous l'impulsion de ses deux composantes. En particulier les dépenses financées sur ressources internes augmenteraient de 25,6 %, avec la mise en œuvre normale de l'exécution des projets ayant connu des retards en 2006. Il en résulterait une progression des dépenses de base de 16,5 %. Le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, serait de -1,1 % du PIB alors que le déficit global hors dons et le déficit global représenteraient 9,8 % et 6,0 % du PIB, respectivement.

S'agissant de la dette publique, son encours a évolué à la baisse avec la prise en compte des effets du bénéfice de l'initiative d'allégement de la dette multilatérale. Dans ce cadre, le pays a obtenu une annulation de sa dette de 784,3 milliards. L'encours de la dette publique totale est estimé à 457,4 milliards et représente environ 25,6 % du PIB contre 68,6 % en 2005. Le service de la dette publique au titre de 2006 est estimé à 20,8 milliards correspondant à 9,9 % de recettes budgétaires.

Au niveau des comptes extérieurs, la balance des paiements dégagerait un solde excédentaire de 74,8 milliards en 2006 contre 11,5 milliards en 2005, grâce à la réduction du déficit de la balance courante et à l'excédent du compte de capital et d'opérations financières de 202,2 milliards, en hausse de 49,6 milliards en liaison avec la mobilisation des ressources extérieures et l'annulation de la dette multilatérale. Le déficit courant, hors dons, s'établirait à 9,9 % contre 11,0 % du PIB nominal en 2005.

La position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie à 154,2 milliards à fin décembre 2006, contre 71,7 milliards à fin décembre 2005, soit une hausse de 82,5 milliards. Cette évolution est exclusivement imputable à la hausse de 101,6 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, reflétant en partie, l'impact de l'allègement de dette au titre de l'IADM.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en baisse de 40,7 milliards ou 21,2%, en ressortant à 151,1 milliards à fin décembre 2006.

La position nette débitrice du Gouvernement s'est améliorée de 78,5 milliards pour s'établir à -8,0 milliards, du fait du repli de 54,2 milliards des dettes de l'Etat sur le système bancaire, dont l'impact a été conforté par la hausse de 24,2 milliards de ses créances vis-à-vis du système bancaire.

Les crédits à l'économie sont ressortis à 159,1 milliards, en hausse de 31,2% par rapport à leur niveau de décembre 2005, en liaison avec l'augmentation de 38,3 milliards des crédits ordinaires. La progression de l'encours des crédits ordinaires est due essentiellement aux avances de trésorerie octroyées à des sociétés pétrolières, minières, des télécommunications, de l'énergie, de l'hôtellerie et des services.

La masse monétaire a augmenté de 14,8%, en s'établissant à 285,5 milliards à fin décembre 2006. Cette évolution de la liquidité globale s'est traduite par la hausse de 23,1% de la circulation fiduciaire et de 8,5% des dépôts en banque.

Dans l'ensemble, quatre critères dont deux de premier rang, ont été respectés en 2006. Au titre des critères de premier rang, le critère clé, relatif au solde budgétaire de base et celui relatif à la non accumulation d'arriérés n'ont pas été respectés. Parmi les critères de second rang, le ratio du déficit extérieur courant hors dons et la pression fiscale n'ont pas été respectés.

Face à l'étroitesse de la base de l'économie et sa vulnérabilité aux chocs extérieurs, et pour améliorer les performances en matière de convergence macroéconomique, les Autorités nigériennes sont invitées à :

- élargir la base taxable et améliorer le recouvrement des recettes fiscales. Ainsi, les plans d'action des douanes et des impôts doivent être évalués, corrigés et poursuivis ;
- poursuivre la maîtrise des dépenses courantes, notamment les dépenses de transferts ;
- poursuivre la mise en œuvre des réformes structurelles et des politiques sectorielles afin de conforter la croissance et de réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes.

SENEGAL :

Soutenue par le dynamisme de la branche « transport et télécommunication », l'activité économique en 2006 a enregistré un taux de croissance de 3,6 % contre 5,5% en 2005. Ce ralentissement est essentiellement lié à la crise énergétique, la crise des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et à l'arrêt depuis le premier trimestre 2006 de la production de la Société Africaine de Raffinage (SAR). Il en est résulté une contraction de l'activité du secteur secondaire. Cette contreperformance a été atténuée par les performances du secteur primaire qui a bénéficié d'une forte croissance de la production agricole. Le secteur tertiaire a également enregistré de bonnes performances essentiellement sous l'impulsion de la branche « postes et télécommunications ». Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance seraient respectivement de 0,9 point, de -0,3 point et de 3,0 points. En 2007, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 5,8 % sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs. Les branches les plus dynamiques seraient l'agriculture, les BTP et les « transports, postes et télécommunications ».

En 2006, la croissance s'est déroulée dans un contexte de maîtrise de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 2,1 % contre 1,7 % en 2005, en liaison avec la hausse modérée des prix des services « Santé », « Logement » et « Transport », consécutive à celle du prix du pétrole.

De même, le taux d'inflation sous – jacente a augmenté pour ressortir à 1,6 % contre 0,4 % en 2005. Cette hausse s'explique essentiellement par la progression du niveau des prix des services d'enseignement et de santé.

La situation des finances publiques a été marquée par une progression de 9,1 % des recettes budgétaires, représentant 19,8 % du PIB contre 19,4 % en 2005. Cette évolution est induite par les recettes fiscales qui ont enregistré une progression de 8,9 % en 2006, en rapport avec l'élargissement de l'assiette fiscale à travers des contrôles stricts et une surveillance continue et régulière, notamment au centre des grandes entreprises, ceci après la réduction du taux de l'Impôt sur les sociétés qui est passé de 33 % à 25 %. Quant aux recettes non fiscales, elles ont progressé de 12,6 % pour représenter 0,7 % du PIB contre 0,6 % en 2005. Les dons ont représenté 1,7 % du PIB, comme en 2005.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 18,9 % pour représenter 27,1 % du PIB contre 24,3 % en 2005, sous l'impulsion des dépenses courantes. En effet, les dépenses courantes ont augmenté de 23,4 % en liaison, d'une part, avec la politique de recrutement et de relèvement des salaires dans la fonction publique et, d'autre part, la progression des dépenses de transfert et de subvention à la SENELEC et à la SAR, en vue de faire face à la flambée des prix du pétrole. S'agissant des dépenses en capital, elles ont progressé de 14,2 %, dont 12,7 % pour les dépenses d'investissement financées sur ressources internes, en rapport avec la poursuite des travaux de construction d'infrastructures. Les dépenses de base ont progressé de 20,1 % pour représenter 22,8 % du PIB contre 20,3 % en 2005, portées par les dépenses courantes.

Au total, le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, s'est dégradé pour représenter -1,1 % du PIB contre 0,9 % en 2005, en rapport avec la hausse des dépenses courantes. Par ailleurs, le déficit global hors dons s'est aggravé en passant de 4,9 % du PIB en 2005 à 7,3 %. Quant au déficit global, il a représenté 5,5 % du PIB contre 3,3 % en 2005.

En 2007, les recettes budgétaires augmenteraient de 8,6 % sous l'impulsion des recettes fiscales qui progresseraient de 9,3 % grâce à la poursuite des mesures de renforcement des recouvrements. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils croîtraient de 10,2 %, soutenus par les dépenses en capital pour 14,0 % consécutivement à la poursuite des travaux de construction d'infrastructures. Les dépenses courantes enregistreraient une progression de 9,1 %, sous l'effet de la poursuite de la hausse de la masse salariale et des transferts et subventions. Les dépenses de base progresseraient de 12,1 % pour représenter 23,6 % du PIB, portées par les dépenses en capital financées sur ressources internes en accroissement de 19,1 %. Le déficit budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires s'aggraverait pour représenter 1,9 % du PIB. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils représenteraient 7,7 % et 5,9 % du PIB, respectivement.

L'encours de la dette publique totale s'est établi à 40,5 % du PIB contre 46,3 % en 2005. Cette amélioration s'explique notamment par les effets induits de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)¹. Le service de la dette publique a représenté 15,0 % des recettes budgétaires totales contre 20,1 % en 2005.

La balance des paiements serait caractérisée par un solde global excédentaire après le déficit enregistré en 2005. Cette amélioration s'explique essentiellement par une réduction du déficit du compte courant et un renforcement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. La réduction du déficit des transactions courantes s'explique essentiellement par une baisse du déficit commercial et un renforcement des transferts nets. La réduction du déficit commercial est liée à la progression des exportations. Quant au renforcement de l'excédent des transferts, il est lié au renforcement des transferts privés. Hors dons, le déficit du compte courant représenterait 10,4 % contre 9,7 % en 2005. Ce ratio ne devrait pas connaître d'évolution sensible en 2007.

La position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est établie à 781,3 milliards à fin décembre 2006, en amélioration de 123,5 milliards par rapport à fin décembre 2005. Cette évolution résulte de la hausse de 84,7 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO et de celle de 38,8

¹ Seule la tranche annuelle de l'annulation obtenue a été déduite de l'encours.

milliards des avoirs extérieurs nets des banques. L'accroissement des avoirs extérieurs nets de la BCEAO est en partie attribuable à l'impact de l'allègement de dette au titre de l'IADM.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 85,5 milliards ou 8,3% en se situant à 1.116,9 milliards à fin décembre 2006.

La position nette du Gouvernement s'est détériorée de 42,5 milliards, en s'établissant à 6,9 milliards à fin décembre 2006. Cette évolution s'explique par la baisse de 49,9 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire et de celle de 7,3 milliards des engagements de l'Etat. Le repli des créances sur le système bancaire est lié à celui 51,1 milliards des dépôts à la BCEAO, en liaison, en partie, avec les règlements effectués au profit des entreprises opérant dans les secteurs de l'énergie, et la poursuite des travaux publics. Pour leur part, les créances des banques vis-à-vis de l'Etat se sont accrues de 76,8 milliards au cours de la période sous-revue.

Les crédits au secteur privé ont progressé de 4,0%, pour s'établir à 1.110,0 milliards à fin décembre 2006. Les crédits ordinaires ont augmenté de 44,2 milliards, tandis que les crédits de campagne ont baissé de 1,2 milliard. L'accroissement des crédits ordinaires fait suite principalement à la mise en place de concours en faveur des sociétés des secteurs des hydrocarbures, de l'agro-industrie, des industries manufacturières, de l'énergie, des télécommunications, de l'immobilier et des services.

La masse monétaire a augmenté de 11,5% pour s'inscrire à 1.745,3 milliards à fin décembre 2006. Les dépôts ont augmenté de 10,0% et la circulation fiduciaire de 16,1%.

Au titre de la convergence, le Sénégal a respecté six critères dont trois critères de premier rang. Le critère relatif au solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal est le critère de premier rang qui n'a pas été respecté. Pour ce qui concerne les critères de second rang, seul celui relatif au déficit extérieur courant n'est pas respecté.

Pour consolider la convergence de l'économie nationale, il est recommandé au Sénégal de prendre les dispositions nécessaires pour :

- la poursuite des efforts de mobilisation des recettes et une meilleure maîtrise des dépenses courantes ;
- la poursuite des restructurations sectorielles et des programmes spéciaux susceptibles d'induire une croissance forte et soutenue ;
- la poursuite de programmes visant à renforcer et diversifier les exportations ;
- l'approfondissement de la restructuration des ICS, du secteur de l'énergie et de la filière arachidière afin de prémunir l'économie du Sénégal des risques systémiques de leur endettement.

TOGO :

L'activité économique a enregistré en 2006 une reprise modérée avec un taux croissance de 1,5 % contre 1,2 % en 2005, portée par les secteurs primaire et tertiaire. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 1,8 % principalement imputable à l'accroissement de la production vivrière. Par contre, la baisse de la production des cultures de rente s'est poursuivie, sous l'effet de la chute continue de la production de coton-graine, en raison de la démotivation des cotonculteurs. Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 2,5 %, portée par les branches « banques et assurances », « transports, entrepôts et communications » et le « commerce ».

Quant au secteur secondaire, il est en retrait, sous l'effet principalement des contre-performances des industries manufacturières, malgré la bonne tenue au niveau des BTP. Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire sont respectivement de 0,6 point, de -0,2 point

et de 1,1 point. En 2007, l'activité économique enregistrerait une croissance de 2,9 % tirée par les secteurs primaire et secondaire, en progression de 5,4 % et 6,9 %, respectivement

S'agissant des prix, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 2,2 % contre 6,8 % en 2005. Cette maîtrise de l'inflation est en relation avec la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées et celle des prix des transports induite par le repli des cours des produits pétroliers. En 2007, le taux d'inflation annuel moyen est projeté à 1,6 %, en liaison avec la baisse continue des cours des produits pétroliers et la maîtrise des prix des produits vivriers.

De même, le taux d'inflation sous – jacente a progressé en s'établissant à 1,8 % contre 4,2 % en 2005. Cette évolution s'explique par celle des prix des services d'enseignement, de restaurants et des articles d'ameublement des maisons qui ont augmenté.

En ce qui concerne les opérations financières de l'Etat, la poursuite de la dégradation des principaux soldes budgétaires est imputable en 2006 à la faible progression des recettes et à la hausse des dépenses. En effet, les recettes budgétaires totales ont progressé de 5,4 % pour représenter 16,0 % du PIB contre 15,7 % sous l'impulsion des recettes non fiscales qui ont atteint 1,7 % du PIB contre 1,1 % en 2005. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont progressé de 15,2 % pour représenter 21,9 % du PIB, portées principalement par la progression des dépenses en capital, les dépenses courantes ayant baissé de 3,9 % en dépit de la hausse des transferts et subventions et de la masse salariale. La hausse des dépenses d'investissement est liée à la forte progression de la composante financée sur ressources externes, la seconde composante ayant baissé. La hausse des dépenses courantes jointe à la baisse des dépenses d'investissement financées sur ressources internes a induit un repli des dépenses de base de 6% pour représenter 16 % du PIB contre 17,7 % en 2005.

Au total, le solde budgétaire de base, corrigé des dépenses financées sur ressources PPTE¹ et les dons budgétaires, rapporté au PIB s'est amélioré pour ressortir à -0,1 % contre -2,0 % en 2005, en rapport avec la baisse des dépenses courantes. Le déficit global hors dons est ressorti à 6,0 % du PIB contre 4,0 % en 2005. Le déficit global s'est situé à 4,3 % du PIB contre 2,9 % un an plus tôt. La situation des finances publiques a été, par ailleurs, caractérisée par l'accumulation de nouveaux arriérés de paiement extérieurs à hauteur de 26,8 milliards.

En 2007, la situation des finances publiques sera encore déficitaire. Les recettes totales progresseraient de 7 %, portées par les recettes fiscales et non fiscales. Les dépenses totales et prêts nets augmenteraient de 7,2 % pour représenter 20,5 % du PIB, principalement sous l'impulsion des dépenses en capital, la hausse des dépenses courantes étant limitée à 4,8 %. L'augmentation des dépenses en capital serait portée par ses deux composantes. La hausse de la composante financée sur ressources internes conjuguée à l'accroissement des dépenses courantes, induiraient une hausse des dépenses de base de 14,4 % pour représenter 17,3 % du PIB. Le solde budgétaire de base, corrigé des dépenses financées sur ressources PPTE et dons budgétaires, rapporté au PIB, traduirait une situation d'équilibre. Le déficit global hors dons rapporté au PIB ressortirait à 3,8 % tandis que le déficit global rapporté au PIB se situerait à 1,6 %.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours rapporté au PIB nominal s'est établi à 95,9 % contre 97,4 % en 2005. Le service de la dette publique totale rapporté aux recettes budgétaires est de 21,6 % contre 18,8 % en 2005. Le Togo n'a pas encore atteint le point de décision de l'Initiative PPTE. En 2007, l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB représenterait 89,9 %.

S'agissant des comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 15,0 milliards contre un déficit de 11,0 milliards en 2005, en relation exclusive avec l'évolution favorable du compte de capital et d'opérations financières. Le déficit du compte courant s'est accentué, en passant de 211,6 milliards à 221,3 milliards en 2006, suite à la hausse de la facture pétrolière. Hors transferts officiels, le ratio de la balance courante rapportée au PIB, est ressorti à -19,8 % contre -20,1 % en 2005.

Pour l'année 2007, les projections de balance des paiements tablent sur un excédent de 20 milliards contre 15 milliards en 2006. Hors transferts officiels, le déficit courant va passer de 19,8 % du PIB à 19,4 % du PIB.

¹ Le pays ne bénéficie pas de ressources PPTE.

En 2006, le Togo a respecté deux critères de convergence, l'un de premier rang et l'autre de second rang. Il s'agit du taux d'inflation annuel moyen et du ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales.

Pour améliorer leurs performances en matière de convergence macroéconomique, les Autorités togolaises sont invitées à :

- mettre en œuvre les réformes du cadre politique et institutionnel devant déboucher sur l'organisation d'élections législatives démocratiques, libres et transparentes en juin 2007 ;
- mettre en œuvre les mesures budgétaires visant à renforcer la transparence budgétaire et la mobilisation des ressources publiques ;
- mettre effectivement en œuvre la stratégie d'apurement à court et à moyen terme de la dette intérieure qui a été élaborée ;
- accélérer l'achèvement de l'audit financier et stratégique de la SOTOCO et de la filière phosphate ;
- poursuivre la réforme du secteur bancaire.

CEMAC

CAMEROUN :

En 2006, la situation macroéconomique du Cameroun se caractériserait par une croissance modérée, un solde budgétaire global excédentaire, une stagnation du déficit des transactions courantes, une consolidation de la situation monétaire et une hausse de l'inflation.

En effet, les performances économiques se traduiraient par un taux de croissance réel de 3,5 % en 2006 contre 2,0 % une année plus tôt, entraînant une hausse du revenu réel par tête de 0,7 % pour un taux de croissance démographique de 2,8 %.

Du côté de l'offre, la plus forte contribution à la croissance économique proviendrait du secteur tertiaire, suivi du secteur primaire. En effet, le tertiaire contribuerait à la croissance à hauteur de 1,7 point, en liaison avec la bonne tenue des sous-secteurs transport et télécommunications (0,5 point), Commerce hôtel et restauration (0,5 point) et Autres services marchands (0,4 point). La contribution du secteur primaire serait de 1,3 point, en liaison avec la bonne tenue du secteur agricole (0,6 point) et du secteur pétrolier (0,6 point). Quant au secteur secondaire, sa contribution s'évaluerait à 0,3 point, en raison principalement du développement des activités dans les industries (0,2 point).

S'agissant de la demande, la principale source de la croissance en 2006 serait la demande intérieure brute, avec une contribution de 5,5 points dont 4,3 points pour consommation privée et 0,7 point pour les investissements bruts. En revanche, la demande extérieure nette obérerait la croissance à hauteur de 2,0 points.

L'année 2006 connaîtrait une flambée des prix avec un taux d'accroissement de l'indice national des prix à la consommation de 4,6 %, soit au dessus de la norme communautaire. Entre autres causes de cette inflation des prix, se trouverait principalement la hausse des prix des produits alimentaires et des prix des transports, à la suite de la hausse des prix de carburant à la pompe.

En matière des finances publiques, les recettes budgétaires totales de 2006 s'inscriraient en hausse de 15,5 %, pour se situer à 1816,6 milliards (18,9 %) contre 1572,2 milliards (17,9 % du PIB), en liaison avec la forte hausse des recettes pétrolières (31,6 %), alors que les recettes non pétrolières augmenteraient modestement de 8,9 %. Quant aux dépenses totales, elles s'établiraient à 1368,1 milliards (14,2 % du PIB) contre 1 170,3 milliards, soit 13,3 % du PIB en 2005. Le rythme plus rapide de l'accroissement des dépenses publiques comparé à celui des recettes n'implique pas un relâchement des efforts de maîtrise des dépenses, dans la mesure où celles-ci seraient moins importantes en pourcentage du PIB que les recettes, soit respectivement 14,2 % et 18,8 %. L'atteinte du point d'achèvement par le Cameroun en avril 2006 devrait plutôt encourager le Gouvernement à poursuivre ses efforts d'assainissement des finances publiques.

L'excédent du solde primaire représenterait 6,3 % du PIB en 2006 contre 6,4 % un an plus tôt et celui du solde budgétaire de base, 4,9 % du PIB contre comme en 2005.

De plus, le solde budgétaire de base, corrigé des appuis budgétaires, a représenté 28,5 % du PIB contre 5,0 % en 2005, résultant de la forte progression des recettes.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagement hors dons, passerait à 448,5 milliards équivalant à 4,7 % du PIB en 2006 contre 401,9 milliards (4,6 % du PIB) un an plus tôt.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes (hors dons) se réduirait en 2006, revenant de 351,3 milliards en 2005 (4,0 % du PIB) à 295,0 milliards correspondant à 3,1 % du PIB.

En effet, l'excédent du solde du commerce extérieur s'améliorerait de manière substantielle, se fixant à 239,4 milliards en 2006 contre 148,4 milliards une année plus tôt, sous l'effet de l'amélioration des termes de l'échange qui a profité aux exportations du pétrole brut, du caoutchouc et du bois, pendant que les importations des biens augmenteraient de 12,6 % pour s'établir à 1716,7 milliards. Le déficit des services se creuserait pour se fixer à 404,4 milliards en 2006. Il en serait de même pour le déficit de la balance des revenus qui passerait de 201,6 milliards en 2005 à 205,7 milliards. En revanche, l'excédent du solde des transferts courants augmenterait substantiellement, passant de 80,4 milliards en 2005 à 217,4 milliards, en liaison avec une forte augmentation des transferts publics. Quant à l'excédent du solde du compte de capital et d'opération financière, il augmenterait pour se fixer à 223,9 milliards.

En définitive, la solde global de la balance des paiements du Cameroun passerait d'un déficit de 131,3 milliards, correspondant à 1,5 % du PIB, à un excédent de 51,7 milliards (0,5 % du PIB) en 2006.

Compte tenu de la reconstitution des réserves officielles à hauteur de 353,4 milliards, le besoin de financement extérieur s'élève à 301,7 milliards. Le réaménagement de la dette extérieure auprès du Club de Paris à concurrence de ce montant permettrait de financer entièrement ce besoin.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des finances publiques se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (15,8 % et 20,4 % en 2006 contre 18,9 % et 24,5 % en 2005 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait de 36,9 % au 31 décembre 2005 à 31,3 % au 31 décembre 2006.

La situation monétaire du Cameroun en 2006 se consoliderait, avec une forte hausse des avoirs extérieurs de 78,3 %, s'établissant à 890,9 milliards contre 499,7 milliards en 2005. Les crédits à l'économie progresseraient sur la même période de 1,2 %, alors que les créances nettes sur l'Etat baisseraient de 134,0 % en liaison avec l'amélioration de la trésorerie de l'Etat. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 77,6 % contre 67,4 % en 2006. La masse monétaire progresserait de 4,5 %, passant de 1502,4 milliards à fin décembre 2005 à 1569,6 milliards au 31 décembre 2006.

Pour l'année 2007, l'activité économique se consoliderait en 2007 au Cameroun avec un taux de croissance réelle de 3,9 %, dans un contexte de baisse des tensions inflationnistes, revenant d'un taux d'inflation de 4,6 % en 2006 à 2,0 %.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, se contracterait, revenant à 254,8 milliards, soit 2,5 % du PIB contre 448,5 milliards (4,7 % du PIB) en 2006. Cette évolution serait à mettre en rapport avec l'évolution des dépenses publiques, lesquelles croîtraient de 18,4 % en 2007, alors que le rythme de croissance des recettes budgétaires totales s'affaiblirait (3,2 %).

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant, hors dons s'aggraverait de 4,6 % du PIB en 2007 contre 3,1 % du PIB une année plus tôt. Enfin, la situation monétaire se raffermirait. Le taux de couverture progresserait à 80,9 % contre 77,5 % en 2006.

En matière de convergence, le Cameroun a été le premier pays à produire son programme triennal de convergence et a respecté trois critères sur quatre à l'exception du critère relatif au taux d'inflation.

CENTRAFRIQUE :

La situation macroéconomique de la République Centrafricaine pour l'année 2006 serait globalement mitigée, caractérisée par un raffermissement de la croissance économique, une détérioration de la situation monétaire, une relative stabilité du déficit courant, une reprise des tensions inflationnistes et ce, malgré le redressement timide des finances publiques.

En effet, la croissance économique réelle s'inscrirait en hausse de 3,4 % contre 2,8 % en 2005, entraînant ainsi une progression du Produit Intérieur Brut réel (PIB) par habitant de 0,9 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Du côté de l'offre, l'expansion économique proviendrait essentiellement de la relance de l'agriculture vivrière, de l'exploitation forestière et minière ainsi que des activités industrielle, commerciale et de service, avec des contributions de 2,2 points pour le secteur primaire hors industries extractives, de 0,1 point et -0,1 point respectivement pour les secteurs secondaire et tertiaire.

S'agissant de la demande, le raffermissement de la croissance économique profiterait du concours positif de la demande intérieure dont la contribution à la croissance se situerait à 3,8 points, en rapport avec le dynamisme de la consommation privée (+5,3 points) et dans une moindre mesure, les investissements bruts. En revanche, la demande extérieure nette constituerait un des freins à la croissance, avec un apport négatif de 0,4 point, du fait d'une contribution négative des importations de biens et services de 1,4 points. A l'inverse, la participation des exportations de biens et services serait de 1,0 point, avec la relance des exportations de diamants bruts et de bois tropicaux.

Concernant les prix, l'année a été marquée par une résurgence des tensions inflationnistes. Le taux d'inflation progresserait de 6,5 % en moyenne annuelle en 2006 contre 2,9 % en 2005. Cette évolution s'expliquerait par la hausse des prix à la pompe des produits pétroliers à fin décembre 2005 et qui induirait la hausse des coûts de transport. De plus, la hausse de la TVA de 1 % engendrerait également la hausse des prix des produits importés ainsi que ceux des services. La persistance de l'insécurité dans les provinces du Nord du pays contribuerait au relèvement des tensions inflationnistes.

En matière des finances publiques, la Loi des Finances 2006, promulguée le 30 décembre 2005, a pris en compte les contre-performances budgétaires de l'année 2005, en prévoyant un niveau de recettes et de dépenses en cohérence, économiquement et techniquement réalistes. Sur cette base, les recettes budgétaires enregistreraient une hausse de 23,5 % pour atteindre 73,3 milliards par rapport à celles de 2005 (soit 9,1 % du PIB contre 7,8 % en 2005). La progression des ressources publiques s'expliquerait principalement par la reprise de l'activité économique ainsi que par l'impact des actions du gouvernement pour diminuer l'incivisme fiscal et pour élargir l'assiette fiscale (guichet unique plan d'action de la Direction générale des douanes, recouvrement des arrières fiscaux). A cet égard, les recettes fiscales atteindraient 63,8 milliards, en progression de 20,4 % par rapport aux réalisations de 2005. Pour leur part, les dépenses publiques s'inscriraient en baisse de 10,8 %, revenant de 122,7 milliards en 2005 à 109,4 milliards une année après, en rapport avec la diminution

des dépenses d'investissements de 3,7 % à 36,9 milliards contre 38,3 milliards en 2005 et des dépenses courantes de 14,1 % à 72,5 milliards contre 84,4 milliards en 2005.

Le solde primaire déficitaire de 3,4 % du PIB en 2005 deviendrait excédentaire de 0,2 % du PIB en 2006, en même temps que le déficit budgétaire de base se réduirait à 1,1 % du PIB en 2006 contre 4,6 % du PIB en 2005. De plus, le solde budgétaire de base, corrigé des appuis budgétaires, déficitaire en 2005 de 1,0 %, s'améliorerait en dégagant un excédent de l'ordre de 1,1 % du PIB, en rapport avec la hausse attendue des dons.

En définitive, la gestion des finances publiques en 2006 se solderait par un déficit budgétaire, base engagement, hors dons, de 36,1 milliards, en amélioration par rapport au niveau de 2005 (64,1 milliards), soit 4,5 % du PIB.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit des transactions courantes hors dons, s'alourdirait pour atteindre 62,8 milliards, soit 7,8 % du PIB, contre 61,8 milliards en 2005.

En effet, le déficit du commerce extérieur s'améliorerait légèrement à 21,7 milliards contre 23,0 milliards en 2005, grâce à une progression plus rapide des exportations (+15,2 %), particulièrement des deux principaux produits d'exportation de la RCA (bois et diamants), par rapport aux importations (+9,9%), à la faveur d'une évolution favorable des termes de l'échange (+4,2 %). Le déficit de la balance des services s'aggraverait davantage, pour s'établir à 41,6 milliards contre 39,6 milliards l'année précédente, en relation avec les dépenses de transport et d'assurance de marchandises. Parallèlement, la balance des revenus se dégraderait légèrement, atteignant -1,2 milliards en 2005 contre -0,9 milliards une année plus tôt. Enfin, le compte de capital et d'opérations financières resterait positif en passant de 30,7 à 59,4 milliards.

Au total, le solde global de la balance des paiements consolidée déficitaire en 2005 deviendrait excédentaire de 9,5 milliards en 2006. Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 13,5 milliards, le besoin de financement extérieur s'établirait à 11,1 milliards et serait entièrement comblé par une accumulation d'arriérés extérieurs.

S'agissant de la dette publique, la tendance observée en 2005 se confirmerait en 2006 avec des baisses à 18,1 % du ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services ; 25,5 % pour le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires et à 68,4 % pour le ratio de l'encours de la dette sur le PIB. Ces évolutions risquent d'aggraver la contrainte financière du pays si les discussions engagées avec certains partenaires (Banque Mondiale, BAD) ne débouchent pas rapidement sur une solution adéquate.

La situation monétaire de la République Centrafricaine pour l'année 2006 se caractériserait par une baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires de 21,6 % et une augmentation des crédits à l'économie de 7,0 % et des créances sur l'Etat de 7,0 %, En contrepartie, la masse monétaire resterait stable, s'établissant à 128,4 milliards comme en 2005. . Par ailleurs, le taux de couverture extérieure de la monnaie baisserait à 72,9 % en 2006 contre 80,8 % en 2005.

Selon les projections, l'an 2007 se caractériserait par une croissance économique plus forte par rapport à celle de l'année précédente, avec une progression attendue du PIB réel de l'ordre de 4,0 % (équivalent au taux de croissance de la population) contre 3,4 % en 2006. Celle-ci proviendrait du côté de l'offre par le développement des activités dans tous les secteurs de l'économie. L'inflation serait forte mais plus faible que celle réalisée en 2006. Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, se contracterait substantiellement, revenant de 4,5 % du PIB en 2006 à 3,5 % du PIB en 2007. Cette contraction du déficit budgétaire si elle repose essentiellement sur les dépenses publiques risque de peser sur la croissance économique compte tenu du poids du secteur public dans l'économie. Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit des transactions courantes, hors dons, resterait stable autour de 7,7 % du PIB en 2007. Enfin, la situation monétaire serait marquée par une hausse des crédits à l'économie (35,4 %). Le taux de couverture extérieure de la monnaie atteindrait 65,5 % et la masse monétaire progresserait de 8,7 %.

En matière de convergence, la République Centrafricaine n'a respecté aucun critère de premier rang sur quatre en 2006.

CONGO :

En 2006, la situation économique du Congo serait marquée par la poursuite de l'embellie à la fois de la production pétrolière et des cours sur le marché pétrolier, permettant une croissance soutenue, une consolidation des finances publiques, une amélioration du compte courant, un raffermissement de la situation monétaire et une relative stabilité des prix.

Dans ce contexte, le rythme soutenu de la croissance (7,1 % en 2006 contre 7,7 % l'année précédente) proviendrait aussi bien de l'augmentation de la production pétrolière que de la consolidation des activités du secteur non pétrolier notamment des branches « sylviculture et exploitation forestière, bâtiments et travaux publics, industries manufacturières, transports et télécommunications, commerce, restaurants et hôtels ».

Du côté de l'offre, la croissance a été tirée par le secteur primaire qui a contribué à hauteur de 3,9 %, suivit du secteur tertiaire (2,2 points) et du secteur secondaire (0,9 point).

S'agissant de la demande, la croissance de l'activité économique en 2006 proviendrait principalement du dynamisme de la demande intérieure, dont la contribution serait de 24,2 points en raison notamment de la vigueur de la consommation et des investissements publics. A l'inverse, elle serait fortement entamée par une contraction, en termes réels, de la demande extérieure nette, qui enregistrerait une contribution négative de 17,1 points du fait d'une forte progression des importations de biens et services en volume.

L'activité économique s'est déroulée en 2006 dans un environnement marqué par une hausse des pressions inflationnistes. En effet le taux d'inflation s'élèverait à 4,0 % en moyenne annuelle à fin décembre 2006 contre 2,8 % en 2005.

Au niveau des finances publiques, Le budget de l'année 2006 avait deux principaux objectifs, conformément au programme signé avec les institutions de Brettons Woods au titre de la FRPC, (i) assurer la stabilité du cadre macro économique, afin de stimuler une croissance économique durable génératrice d'emplois et de revenus, (ii) réduire la pauvreté. Ces objectifs s'inscrivent dans le cadre d'une politique budgétaire prudente. En effet, les recettes budgétaires s'établiraient à 1 580,3 milliards, en hausse de 24,7 % par rapport à 2005, en liaison avec à la fois une progression des recettes pétrolières (+ 25,9 %) consécutive à une augmentation de la production de l'ordre de +7,2 % et à une forte hausse du prix du pétrole brut sur les marchés internationaux et une augmentation des recettes non pétrolières (+18,9 %), suite, entre autres, à la mise en œuvre des différentes dispositions prises par les Autorités nationales en vue d'améliorer les recettes non pétrolières. Les dépenses budgétaires, quant à elles, s'élèveraient à 874,1 milliards, en progression de 18,9 % par rapport à l'année précédente et seraient constituées de 584,1 milliards de dépenses courantes et de 286,0 milliards de dépenses d'investissement. Les dépenses d'investissement s'accroîtraient de 9,0 %, traduisant la volonté de l'Etat de profiter de la conjoncture du marché pétrolier pour accélérer la réalisation des investissements publics concourant à l'amélioration du cadre de vie des populations, à la réhabilitation et à la construction des infrastructures de base, à la lutte contre la pauvreté et à la promotion de l'emploi.

Le solde primaire excédentaire qui représentait 21,6 % du PIB en 2005 s'améliorerait légèrement pour s'établir à 22,6 % du PIB en 2006. Il en serait de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui représenterait 19,5 % du PIB en 2006 contre 16,9 % en 2005. Aussi, le solde budgétaire de base, corrigé des appuis budgétaires, s'est amélioré en ressortant à 23,7 % du PIB contre 18,3 % en 2005.

En définitive, la gestion des finances publiques se solderait par un excédent global, base engagements, hors dons, de 706,3 milliards (17,7 % du PIB) contre un excédent de 531,2 milliards (16,4 % du PIB) en 2005.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, l'excédent du compte courant, transferts publics exclus, s'établirait à 469,3 milliards (11,8 % du PIB) en 2006 contre 228,7 milliards, soit 7,1 % du PIB en 2005. Cette évolution favorable proviendrait de l'accroissement de l'excédent commercial qui passerait de 1 691,7 milliards en 2005 à 2 224,1 milliards, en liaison avec la progression des quantités exportées conjuguée à la bonne tenue des cours mondiaux du pétrole sur les marchés internationaux.

Le déficit de la balance des services s'inscrirait en hausse de 15,4 %, en liaison avec le regain des activités, d'une part, dans les branches des industries manufacturières, transports et télécommunications et, d'autre part, des investissements du secteur pétrolier, dans les domaines de la recherche et du développement des nouveaux champs entrés en activité au cours de l'année. Le déficit des revenus s'accroîtrait pour se situer à 768,8 milliards contre 609,8 milliards en 2005, en liaison avec une forte hausse des revenus sur investissements directs. Pour sa part, le solde des transferts courants, excédentaire de 13,5 milliards en 2005 deviendrait déficitaire de 16,4 milliards une année après. Le solde du compte de capital et des opérations financières, excédentaire de 105,2 milliards en 2005, deviendrait déficitaire en 2006, en liaison avec un fort accroissement des autres investissements dont le déficit passerait de 275,6 milliards en 2005 à 521,1 milliards en 2006.

En définitive, l'excédent global de la balance des paiements s'accroîtrait en 2006 (434,6 milliards) par rapport à l'année précédente (270,7 milliards). Cet excédent, augmenté du réaménagement de la dette extérieure de 137,9 milliards, permettrait une reconstitution des réserves officielles en compte d'opérations pour un montant de 616,5 milliards et une réduction des arriérés extérieurs de 6 milliards.

Concernant la dette publique, les évolutions des comptes extérieurs et budgétaires se traduiraient par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires respectivement (10,6 % et 22,9 % en 2006 contre 16,0 % et 33,0 % en 2005). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'élèverait à 84,2 % en 2006 contre 108,0 % en 2005.

En 2006, la situation monétaire se caractériserait par une forte augmentation des avoirs extérieurs nets à 1 232,7 milliards en 2006 contre 466,1 milliards un an auparavant, une augmentation des crédits à l'économie et un repli des créances nettes sur l'Etat (-570,3 milliards), l'Etat améliorant sa situation globale déjà créditrice face au système bancaire.

En conséquence à toutes ces évolutions, la masse monétaire croîtrait de 56,1 %, s'élevant à 701,9 milliards à fin décembre 2006 contre 449,7 milliards à fin décembre 2005.

Selon les projections, l'année 2007 se caractériserait par une croissance économique en baisse sensible par rapport à celle de l'année précédente, avec un taux de l'ordre de 2,0 % contre 7,1 % en 2006. L'inflation se réduirait à 2,0 %. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, passerait de 17,7 % du PIB en 2006 à 18,3 % du PIB en 2007.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le solde des transactions courantes, hors dons, se replierait, pour s'établir à -1,3 % du PIB en 2007 contre 11,8 % du PIB une année auparavant.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait avec une augmentation des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie et une diminution des créances nettes sur l'Etat. Le taux de couverture extérieure de la monnaie serait de 91,6 % et la masse monétaire progresserait de 7,4 %.

En matière de convergence, le Congo a respecté deux critères de premier rang sur quatre en 2006. Il s'agit du critère du solde budgétaire de base rapporté au PIB et celui du taux d'inflation. Des efforts conséquents restent à consentir pour amener le pays à évoluer dans le respect des critères dans la mesure où sur les trois dernières années il n'a jamais observé plus de deux critères.

GABON :

En 2006, la situation économique gabonaise se caractériserait par une croissance modérée, une amélioration des finances publiques, une bonne tenue des comptes extérieurs, une consolidation de la monnaie, mais avec une zone d'ombre que constituerait la reprise de l'inflation.

En effet, l'économie gabonaise connaîtrait un relatif ralentissement de la croissance en 2006, avec un PIB en termes réels progressant de 2,3 % contre 3,0 % en 2005.

Du côté de l'offre, le secteur tertiaire serait le principal secteur qui impulserait la croissance économique avec une contribution de 1,8 point, dont 0,9 point pour le poste Autres services. La contribution du secteur secondaire serait de 0,6 point et proviendrait des industries manufacturières et

énergétiques (0,3 point) et des bâtiments et travaux publics (0,2 point). En revanche, le secteur primaire obérerait la croissance à hauteur de 0,2 point en liaison avec la baisse de performance des industries extractives.

S'agissant de la demande, la contribution de la demande intérieure à la croissance s'évaluerait à 7,1 points, sous l'effet de la consommation privée en particulier (5,5 points). En revanche, la demande extérieure nette affecterait négativement la croissance de 4,9 points, en raison d'une hausse des exportations moins que proportionnelle à celle des importations de biens et services.

En 2006, en termes des prix, il résulterait une reprise de l'inflation alors que l'année 2005 avait connu une déflation. En effet, l'indice des prix à la consommation augmenterait de 3,9% en moyenne annuelle, en liaison avec la hausse de la demande occasionnée suite aux élections présidentielles et les recrutements dans la fonction publique.

En matière de finances publiques, la politique du Gouvernement en 2006 s'inscrirait dans la continuité des efforts de redressement budgétaire engagés depuis quelques années, et ce dans un environnement marqué par la bonne tenue des prix des principaux produits d'exportation (pétrole, manganèse, bois), ainsi que par les pressions sociales et la poursuite des efforts de désengagement de l'Etat du secteur productif. Les recettes budgétaires progresseraient de 10,8 %, s'établissant à 1 586,8 milliards (+31,9 % du PIB) en 2006 contre 1 432,1 milliards un an plus tôt (+31,3 % du PIB), en relation avec la bonne tenue du cours du baril de pétrole brut. Les recettes pétrolières augmenteraient de 11,7 %, pour s'établir à 1013,6 milliards contre 907,1 milliards en 2005. Parallèlement, les recettes non pétrolières s'inscriraient également en hausse de 9,2 %, se situant à 573,2 milliards contre 525,0 milliards en 2005. Quant aux dépenses budgétaires, elles enregistreraient une hausse de 3,5 % en 2006 pour se situer à 1038,6 milliards, en relation avec une baisse des dépenses courantes de 0,5 % alors que les dépenses en capital augmenteraient de leur côté de 25,0 %. La hausse des dépenses courantes serait liée à la hausse des traitements et salaires de 19,0 % alors que les dépenses d'intérêt sur la dette publique baisseraient de 16,1 % dont 26,8 % pour la dette intérieure et 12,9 % pour la dette extérieure.

L'excédent du solde primaire en 2006 représenterait 13,4 % du PIB contre 12,4 % en 2005 et celui du solde budgétaire de base, 11,2 % du PIB contre 9,6 % en 2005. Parallèlement, le solde budgétaire de base, corrigé des appuis budgétaires, rapporté au PIB s'est amélioré pour ressortir à 9,8 % contre 9,5 % en 2005, en rapport avec la hausse des recettes.

En définitive, l'excédent du solde budgétaire global, base ordonnancements, hors dons, augmenterait pour se fixer à 548,2 milliards (+11,0 % du PIB) contre 428,9 milliards en 2005, soit 9,4 % du PIB.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, hors dons, s'améliorerait pour se fixer à 627,6 milliards, soit 12,6 % du PIB, contre 688,0 milliards en 2005 (+15,1 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait essentiellement par une progression de 18,9 % de l'excédent commercial pour se situer à 2 568,8 milliards, sous l'impulsion d'une hausse de 17,6 % des exportations, en relation avec la hausse du prix du pétrole, alors que les importations progresseraient de 13,6 %. L'évolution de l'excédent commercial serait tempérée par la dégradation des autres soldes.

Le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'aggraverait, s'établissant à 612,6 milliards contre 488,6 milliards en 2005.

En définitive, l'excédent de la balance des paiements s'établirait à 201,3 milliards contre 103,3 milliards en 2005, et servirait à la reconstitution des réserves à hauteur de ce montant.

En ce qui concerne la dette publique, l'évolution des finances publiques se traduirait par une amélioration des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (9,2 % et 20,1 % en 2005 contre 10,7 % et 22,2 % en 2005 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB reviendrait à 28,5 % en 2006, alors qu'il était à 35,8 % une année plus tôt.

La situation monétaire du Gabon en 2006 se caractériserait par une forte augmentation des avoirs extérieurs et par conséquent, une hausse de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets ont

augmenté de 53,2 % et les crédits à l'économie de 11,7 % passant respectivement de 536,5 milliards et de 464,9 milliards en 2005 à 822,0 milliards et 519,3 milliards en 2006. En revanche, les créances nettes sur l'Etat ont fortement baissé (-888,4 %) en liaison avec l'amélioration des finances publiques. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 22,1 %, s'établissant à 1019,0 milliards à fin décembre 2006 contre 834,8 milliards un an plus tôt. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 85,4 %.

Selon les projections, la croissance de l'économie gabonaise connaîtrait une accélération en 2007, avec un taux de 2,9 % contre 2,3 % en 2006. Cette évolution s'expliquerait par la baisse prévisible de la production pétrolière (-3,0 %), pendant que le secteur hors-pétrole renforcerait son niveau d'activité. Cela se traduirait par des contributions de 0,7 point et 2,2 points respectivement pour les secondaire et tertiaire. En revanche, le secteur primaire obérerait la croissance de 0,2 point. L'inflation se replierait à 0,5 %.

Concernant les finances publiques, les recettes budgétaires et les dépenses totales baisseraient respectivement de 0,1 % et de 6,9 %. Le solde budgétaire, base engagements, hors dons, resterait excédentaire à 12,0 % du PIB contre 11,0 % en 2006

Sur le plan des échanges extérieurs, l'excédent du solde des transactions courantes, hors dons se situerait à 11,8 % du PIB en 2007 contre 12,6 % un an plus tôt.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (17,6 %) et des crédits à l'économie (47,0 %). La masse monétaire augmenterait de 12,3 % et le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 71,9 %.

En matière de convergence, le Gabon a respecté les quatre critères de premier rang en 2005 comme en 2005.

GUINEE EQUATORIALE :

En 2005, la situation économique de la Guinée Equatoriale se caractériserait par une croissance économique modérée, une situation budgétaire relativement saine, un renforcement de la monnaie commune, une relative stabilité des tensions inflationnistes et une amélioration du compte courant.

Dans ce contexte, le taux de croissance en termes réels se situerait à 8,7 % (contre 8,2 % en 2005), se traduisant par une augmentation du PIB réel par habitant de 5,8 % pour un taux de croissance démographique de 2,9 %.

Du côté de l'offre, le rythme de croissance découlerait essentiellement de l'expansion de l'activité pétrolière, soutenue par la poursuite des grands travaux de l'Etat et la production des dérivés du pétrole (méthanol). En effet, le secteur pétrolier s'accroîtrait de 5,8 % en termes réels avec une croissance de -4,4 % de la production pétrolière et de 50,9 % du méthanol. Les branches "commerce, restaurant, téléphonie mobile et hôtel" et « services financiers et immobiliers » contribueraient positivement de l'ordre 0,4 point à la croissance, en liaison avec la reprise timide des activités économiques non pétrolières.

S'agissant de la demande, le raffermissement de la croissance économique s'expliquerait essentiellement par une bonne tenue de la demande intérieure stimulée par un accroissement de la consommation globale qui contribuerait à la croissance à hauteur de 8,2 points grâce à la fermeté de la consommation privée (8,3 points) et par une augmentation des investissements bruts, dont l'apport s'évaluerait à 15,2 points soutenus autant par les investissements publics (+8,9 points) grâce aux dépenses prévues dans le cadre de la lutte contre la pauvreté que par les investissements privés (6,3 points). En revanche, la demande extérieure nette affecterait la croissance à la baisse (-14,7 points), du fait de la contribution défavorable des importations de biens et services (-13,1 points) suite aux commandes à l'étranger dans le cadre des projets du secteur pétrolier et public. Par ailleurs, la contribution des exportations de biens et services serait défavorable (-1,6 %) avec la diminution des exportations de pétrole brut.

Dans le domaine des prix, les statistiques disponibles à la Direction Générale des Statistiques à fin juin 2006 laissent entrevoir une persistance des tensions inflationnistes. Leurs prévisions tablent sur une évolution à la hausse de l'inflation qui se situerait à 7,5 % en 2006.

S'agissant des finances publiques, les projections de recettes budgétaires pour l'année 2006 s'établiraient à 1 727,9 milliards (+37,6 % du PIB) contre 1 410,2 milliards réalisés en 2005 (+37,6 % du PIB), en augmentation de 22,5 % par rapport à 2005. Cette évolution s'expliquerait principalement par la progression des recettes pétrolières, en relation avec la hausse des produits pétroliers notamment le méthanol et le LPG conjuguée à des cours mondiaux demeurés très élevés ainsi qu'un dollar américain stable. Les recettes non pétrolières, quant à elles, contribueraient faiblement à cette amélioration (2,6 % du PIB en 2006 comme un an plus tôt), expliquée par le niveau d'activité non pétrolière encore embryonnaire dans le pays.

De leur côté, les dépenses budgétaires totales devraient augmenter de 31,2 % par rapport à 2005. Cette évolution résulterait d'un accroissement des dépenses courantes de 17,7 %, passant de 163,9 milliards en 2005 à 192,9 milliards un an après. Pour leur part, les dépenses d'investissements publics, presque entièrement financées sur ressources propres (99,6 %), qui s'établiraient à 607,0 milliards, accuseraient une hausse de 36,1 % comparativement à celles engagées en 2005. Ce résultat traduirait les efforts du Gouvernement dans sa politique d'engagement des ressources nécessaires à la mise en place des infrastructures de base.

L'excédent du solde primaire reviendrait de 21,5 % du PIB en 2005 à 20,4 % du PIB en 2006 ainsi que celui du solde budgétaire de base, de 21,4 % du PIB à 20,4 % du PIB en 2006. Parallèlement, l'excédent budgétaire de base, corrigé des dons budgétaires, s'est réduit pour représenter 26,1 % du PIB contre 21,2 % en 2005, en rapport avec une forte augmentation des dépenses.

Enfin, la gestion des finances publiques en 2006 se traduirait en un excédent budgétaire, base engagements, hors dons de 927,9 milliards équivalent à 20,2 % du PIB contre 800,3 milliards en 2005 (21,3 % du PIB).

En ce qui concerne les échanges avec l'extérieur le déficit du solde des transactions courantes, transferts publics exclus, diminuerait de 21,0 %, revenant de 470,7 milliards (12,8 % du PIB) en 2005, à 371,8 milliards (8,3 % du PIB) en 2006. Cette évolution s'expliquerait notamment par l'amélioration des termes de l'échange (+20,7 %) à travers la hausse des prix à l'exportation du pétrole et une quasi-stabilité des prix à l'importation.

Ainsi, au niveau du commerce extérieur, les exportations s'inscriraient en hausse de 19,0 %, pour se fixer à 4 468,7 milliards en 2006 contre 3 754,0 milliards une année auparavant, en liaison avec la progression des ventes de pétrole et du méthanol, sous l'effet conjugué des quantités produites et exportées. Pour leur part, les importations de biens et services croîtraient faiblement, et passeraient de 1 110,5 milliards en 2005 à 1 200,4 milliards une année après, en relation avec l'évolution des achats de biens d'équipements et dans une moindre mesure des biens et services du secteur pétrolier.

Le déficit de la balance des services passerait de 724,2 milliards en 2005 à 783,3 milliards, en rapport avec la progression des dépenses d'investissements dans le secteur pétrolier. Le déficit de la balance des revenus s'accroîtrait pour se situer à 2 808,5 milliards contre 2 354,9 milliards en 2005. Quant au solde des transferts courants, il s'établirait à 48,3 milliards en 2006 contre 35,2 milliards en 2005, en raison principalement d'une augmentation des envois des fonds des travailleurs.

Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières se stabiliserait autour de 1 035,0 milliards en 2006 en relation avec les évolutions des investissements privés.

En définitive, l'excédent de la balance des paiements atteindrait 516,2 milliards de FCFA en 2006, contre 723,5 milliards en 2005. Il permettrait de reconstituer les réserves officielles pour 507,5 milliards et de réduire les arriérés extérieurs à hauteur de 30,9 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et des ressources budgétaires se traduirait par une légère hausse du ratio du service de la dette par rapport aux exportations (0,7 % du PIB en 2006 contre 0,4 % en 2005) ainsi que du ratio du service de la dette sur les recettes

budgétaires (1,9 % en 2006 contre 1,1 % en 2005) et une amélioration du ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB (2,2 % en 2006 contre 4,2 % en 2005).

Sur la base des informations disponibles à fin juin 2006, les grandes tendances prévisionnelles des agrégats monétaires pour l'année 2006 seraient les suivantes : les avoirs extérieurs nets devraient poursuivre la hausse déjà observée depuis quelques années et pourraient se situer à 1742,8 milliards au 31 décembre 2006, soit une augmentation de 39,9 %. Cette évolution proviendrait du bon comportement prévu du secteur extérieur. Les crédits à l'économie progresseraient de 18,9 %, tirés notamment par les BTP et les services. Les créances nettes sur l'Etat conserveraient l'évolution à la baisse de l'année précédente et s'amélioreraient de 42,8 %. Les pouvoirs publics devraient continuer à jouir d'une aisance de trésorerie leur permettant de poursuivre leur programme d'investissements publics.

En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie serait de 99,8 % à fin décembre 2006 contre 100,2 milliards une année plus tôt et la masse monétaire augmenterait de 30,6 % sur la même période.

En 2007, les perspectives économiques de la Guinée Equatoriale se caractériseraient par un taux de croissance de l'ordre de 7,9 % en légère baisse par rapport à au taux réalisé en 2006 et un niveau d'inflation encore élevé par rapport au seuil de 3,0 % requis par la CEMAC.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, représenterait 20,2 % du PIB. Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, la baisse du déficit du compte des transactions courantes, hors dons, s'aggraverait en 2007.

Enfin, la situation monétaire resterait soutenue, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+22,7 %) et un repli des créances nettes sur l'Etat (-22,2 % contre -42,8 % en 2006). Le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 100,5 %.

En matière de convergence, la Guinée Equatoriale respecterait en 2006 trois critères de premier rang sur quatre. Il s'agit du critère du solde budgétaire de base rapporté au PIB, du taux d'endettement et de la non accumulation des arriérés sur la gestion courante. Sur les trois dernières années, seul le critère du taux d'inflation n'a pas été respecté par ce pays, orientant ainsi les efforts sur l'augmentation de l'offre des biens et services pour la consommation des ménages.

TCHAD :

Après une forte croissance dans les premières années d'exploitation pétrolière, les performances économiques du Tchad se caractériseraient en 2006 par un ralentissement substantiel du rythme de la croissance, une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, une consolidation de la situation monétaire et une maîtrise des tensions inflationnistes.

Ainsi, l'économie tchadienne réaliserait un taux de croissance du PIB réel de 1,3 % contre 8,4 % en 2005.. Ces résultats proviennent, **du côté de l'offre**, principalement du secteur tertiaire avec une contribution à la croissance économique de 2,3 % dont 1,4 % pour les administrations publiques, en relation avec la poursuite de la mise en œuvre des actions retenues dans la stratégie de réduction de la pauvreté. Le secteur secondaire contribuerait à la croissance à hauteur 0,6 %, en liaison avec la bonne tenue des industries manufacturières (0,3 point) et l'artisanat (0,2 point). En revanche, le secteur primaire obérerait la croissance de 1,8 point dont 2,3 point pour le secteur pétrolier qui amorcerait une baisse de la production en 2006.

Du côté de la demande, la plus forte contribution à la croissance proviendrait de la demande intérieure de 14,2 points dont 10,2 points pour les investissements bruts et 4,1 points pour la consommation. Quant à la demande extérieure nette, elle obérerait la croissance de 12,9 points, sous l'effet de la baisse des exportations des biens et services et de la hausse des importations des biens et services.

L'année 2006 connaîtrait une reprise de l'inflation qui atteindrait 5,2%, en raison d'une forte demande occasionnée par l'entrée massive de fonds pétroliers.

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires de l'Etat augmenteraient très sensiblement (110,5 %), passant de 289,7 milliards en 2005 à 609,9 milliards, soit 9,3 % du PIB et 17,4 % du PIB respectivement. Cette évolution s'expliquerait par la hausse des prix des matières premières (pétrole, coton, etc.) et le redressement fiscal sur les sociétés pétrolières.

Quant aux dépenses budgétaires, elles augmenteraient de 27,0 % pour s'établir à 547,7 milliards en 2006 contre 431,2 milliards une année plus tôt, et représenteraient respectivement 15,9 % et 13,9 % du PIB. Les augmentations de dépenses proviendraient particulièrement des dépenses courantes (32,8 %), avec des transferts et subventions qui auraient plus que triplé ; les dépenses d'investissement augmenteraient quant à elles de 21,4 %. Ces différentes hausses s'expliqueraient par l'amélioration du fonctionnement des services publics, sous l'effet des revenus pétroliers, mais aussi par l'ampleur des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

L'excédent du solde primaire et celui du solde budgétaire de base représenteraient 6,1 % et 5,6 % du PIB respectivement en 2006 contre 0,6 % et 0,2 % du PIB en 2005. L'excédent budgétaire de base, corrigé des dons budgétaires, s'est accru pour représenter 3,5 % du PIB contre 0,8 % en 2005, en rapport avec une forte augmentation des recettes. Quant au solde budgétaire global, base engagements, hors dons, il deviendrait excédentaire à 1,8 %, passant de -141,5 milliards en 2005 (-4,6 % du PIB) à 62,1 milliards en 2006.

Dans le domaine avec les échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes hors dons, s'aggraverait de manière substantielle pour s'établir à 225,6 milliards (6,5 % du PIB) alors qu'il était à 57,9 milliards (1,9 % du PIB) à fin décembre 2005. Ce résultat découlerait de l'amélioration du solde de la balance commerciale en relation avec la bonne tenue des exportations des biens qui progresseraient de 14,4 %, passant de 1600,2 milliards à 1830,2 milliards en 2006. Le déficit de la balance des services se creuserait de 58,9 milliards pendant que celui de la balance des revenus augmenterait de 169,1 milliards. En revanche, le solde des transferts courants resterait excédentaire de 112,5 milliards, soit 7,5 milliards en dessous de son niveau de 2005 (120,0 milliards).

Quant au solde du compte de capital et d'opérations financières, déficitaire de 155,5 milliards en 2005, il deviendrait excédentaire de 410,9 milliards en 2006.

Il en résulte une amélioration de l'excédent du solde de la balance des paiements, qui passerait de 23,5 milliards, équivalent à 0,8 % du PIB en 2005, à 215,0 milliards, soit 6,2 % du PIB en 2006. En y ajoutant l'allègement de la dette extérieure de 2,9 milliards, ce montant financerait la reconstitution des réserves officielles à concurrence de 213,3 milliards, et l'apurement d'arriérés extérieurs de 4,8 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des finances publiques se traduirait par une dégradation du ratio du service de la dette rapporté aux exportations qui passerait de 1,1 % en 2005 à 1,6 % en 2006. En revanche, les ratios du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires et de l'encours de la dette rapporté au PIB s'amélioreraient, passant revenant respectivement de 6,4 % et 27,6 % en 2005 à 4,9 % et 25,9 % en 2006.

En matière de monnaie, les informations disponibles indiqueraient un quasi quadruplement des avoirs extérieurs nets, passant de 78,9 milliards en 2005 à 295,7 milliards en 2006. Les crédits à l'économie augmenteraient de 48,9 %, se fixant à 193,0 milliards, alors que les créances nettes sur l'Etat passeraient de 86,2 milliards en 2005 à une situation créditrice de -106,3 milliards en 2006. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 72,5 % contre 63,5 % en 2005.

La masse monétaire progresserait de 33,9 %, passant de 248,5 milliards à fin décembre 2005 à 332,7 milliards au 31 décembre 2006.

Les perspectives économiques du Tchad pour 2007 laissent entrevoir une accalmie, avec un taux de croissance réelle négatif de - 0,5 %. L'inflation se réduirait en 2007, atteignant un taux de 4,0 % toujours supérieur à la norme communautaire.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagement et hors dons se consoliderait.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte courant, hors dons s'aggraverait de 11,0 % du PIB en 2007 contre 6,4 % du PIB en 2006.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets de 100,9 %, un taux de couverture qui s'établirait à 95,2%. Quant à la masse monétaire, elle progresserait de 12,0 %.

En matière de convergence, le Tchad respecterait deux critères de premier rang sur quatre en 2006. Il s'agit du critère du solde budgétaire de base rapporté au PIB et celui du taux d'endettement.

6.3 Tableaux des opérations financières

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES							
UEMOA:							
ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	3451,9	3723,4	3978,3	4280,8	4575,3	5023,3	5548,4
RECETTES TOTALES (en milliards)	3065,4	3350,7	3488,0	3748,3	4010,6	4383,1	4802,0
recettes fiscales	2745,7	2996,0	3112,5	3343,5	3579,6	3890,4	4265,0
recettes non fiscales	292,2	321,0	334,6	345,2	369,5	417,7	459,1
DONS (en milliards)	386,4	372,7	490,3	545,6	577,8	653,3	759,4
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	3692,1	4173,4	4433,0	4820,5	5230,6	5959,9	6408,3
dont Dépenses PPTE	62,9	90,8	121,9	140,0	165,4	159,4	172,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3772,0	4170,7	4412,9	4810,4	5184,8	5925,3	6398,0
DEPENSES COURANTES	2758,2	2966,2	3141,8	3293,5	3569,8	4019,9	4246,0
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	2367,4	2563,0	2788,4	2982,6	3280,1	3729,3	3995,0
masse salariale	1041,2	1126,9	1192,3	1254,0	1361,2	1457,7	1572,7
intérêts de la dette publique	390,8	403,2	353,4	310,9	289,7	290,6	251,1
DEPENSES EN CAPITAL	950,3	1204,5	1271,3	1530,8	1615,0	1888,0	2157,7
investissements financés sur ressources internes	415,9	543,8	606,9	724,7	807,7	877,9	1035,4
Variation des arriérés de paiements	128,9	-398,2	303,8	261,6	106,7	107,4	-13,0
Solde primaire de base (en milliards)	282,1	243,9	92,8	27,9	-90,3	-237,1	-242,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-108,7	-159,3	-260,6	-283,0	-380,0	-527,7	-493,3
SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)	-626,7	-822,7	-945,0	-1085,3	-1233,1	-1589,9	-1619,0
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-240,3	-450,0	-454,7	-539,7	-655,3	-936,6	-860,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-45,8	-68,5	-138,7	-143,0	-214,6	-355,2	-308,3
Solde global base caisse (en milliards)	-111,4	-848,3	-150,9	-278,1	-548,6	-829,2	-873,3
Solde courant (en milliards)	279,7	350,8	308,8	399,1	387,7	320,3	512,1
Solde primaire hors dons	-315,7	-416,8	-571,5	-764,3	-897,6	-1264,7	-1358,0
INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)							
Premier rang							
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)	-0,5	-0,7	-1,2	-1,2	-1,6	-2,1	-1,3
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	0,4	0,0	0,2	0,1	-0,1	-0,7	0,1
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,0	2,9	1,2	0,6	4,3	2,3	3,0
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	n.d.	n.d.	n.d.	0,7	2,7	2,4	n.d.
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	90,3	79,3	75,5	71,0	66,7	50,6	45,4
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	237,6	230,2	622,2	951,3	556,7	474,8	42,3
arriérés de paiement intérieurs	21,5	45,2	174,1	164,3	92,1	23,7	0,0
arriérés de paiement extérieurs	216,1	185,1	448,0	787,0	464,6	451,1	42,3
Second rang							
Ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (en %)	37,9	37,6	38,3	37,5	38,0	37,5	36,5
Ratio masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur RF(en %)	36,8	37,1	36,7	36,2	36,3	35,7	33,9
Ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux RF (en %)	15,1	18,2	19,5	21,7	22,6	22,6	24,3
Ratio investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE rapportés aux recettes fiscales (en %)	13,0	15,8	15,6	17,1	18,1	18,9	19,0
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6,2	-2,8	-5,4	-5,7	-7,3	-6,1	-5,3
Taux de pression fiscale (en %)	13,8	14,4	14,5	14,9	14,7	15,1	15,0
AUTRES INDICATEURS							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,2	-4,0	-4,4	-4,8	-5,1	-6,2	-5,5
solde global sur PIB nominal (en %)	-1,2	-2,2	-2,1	-2,4	-2,7	-3,6	-3,1
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,6	-4,1	-0,7	-1,2	-2,3	-3,2	-3,3
solde primaire de base en % des R.F.	10,3	8,1	3,0	0,8	-2,5	-6,1	-5,7
solde courant en % du PIB	1,4	1,7	1,4	1,8	1,6	1,2	1,9
Recettes totales hors dons en % du PIB	15,4	16,1	16,2	16,7	16,5	17,0	17,3
Dépenses totales en % du PIB	19,0	20,0	20,5	21,4	21,3	23,0	23,3
Dépenses courantes en % du PIB	13,9	14,3	14,6	14,6	14,7	15,6	15,3
Dépenses courantes primaires en % du PIB	11,9	12,3	13,0	13,3	13,5	14,5	14,6
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-1232,8	-591,4	-1173,0	-1279,2	-1772,3	-1566,0	-1458,3
DETTE PUBLIQUE TOTALE							
Encours dette publique (en mds)	17926,9	16497,5	16256,4	15958,5	16216,8	13013,6	12453,0
Encours dette extérieure (en mds)	15716,1	14624,4	14146,9	13668,4	14261,0	11165,5	10660,3
Encours dette intérieure (en mds)	2210,8	1873,1	2109,5	2290,1	1955,8	1848,1	1793,0
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	19863,4	20804,6	21531,8	22491,5	24295,3	25720,8	27413,3
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	18836,7	19080,3	19817,6	20438,2	21339,3	22058,3	23048,4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,8	1,3	3,9	3,1	4,4	3,4	4,3

Population et PIB par tête: Etats membres de l'UEMOA							
ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Population en millions d'habitants							
BENIN	6,6	6,8	7,0	7,2	7,4	7,6	7,8
BURKINA FASO	11,6	11,9	12,5	12,8	13,1	13,4	13,7
COTE D'IVOIRE	16,5	17,0	17,6	18,2	18,8	19,4	20,0
GUINEE BISSAU	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3
MALI	10,2	10,4	10,7	10,9	11,1	11,4	11,6
NIGER	10,7	11,0	11,4	11,7	12,1	12,5	12,9
SENEGAL	9,8	10,1	10,3	10,6	10,9	11,1	11,4
TOGO	4,7	4,9	5,0	5,1	5,2	5,3	5,5
UNION	71,3	73,3	75,6	77,7	79,9	82,0	84,3
PIB nominal (en mds FCFA)							
BENIN	1832,1	1956,9	2067,5	2140,0	2298,7	2466,1	2694,1
BURKINA FASO	2061,9	2292,9	2482,1	2698,4	2961,2	3145,0	3420,2
COTE D'IVOIRE	7730,1	8006,1	7984,3	8178,5	8626,3	9030,3	9409,9
GUINEE BISSAU	145,9	141,9	138,9	152,4	164,2	174,7	188,0
MALI	2212,0	2223,5	2454,0	2632,1	2894,0	3125,4	3356,5
NIGER	1329,4	1439,5	1471,6	1468,4	1702,0	1783,3	1885,6
SENEGAL	3575,5	3717,6	3960,8	4198,5	4536,4	4842,5	5233,7
TOGO	976,6	1026,2	972,6	1023,2	1112,5	1153,6	1225,6
PIB à prix constant (en mds FCFA)							
BENIN	855,9	893,8	928,5	957,4	984,9	1028,9	1096,3
BURKINA FASO	2016,1	2110,9	2280,7	2386,0	2555,4	2711,8	2894,6
COTE D'IVOIRE	4219,1	4150,1	4079,5	4144,8	4219,4	4268,3	4330,5
GUINEE BISSAU	97,1	90,2	90,7	93,6	97,2	98,9	103,2
MALI	1105,7	1153,0	1241,0	1269,2	1347,1	1414,5	1491,6
NIGER	957,8	1009,1	1042,0	1031,8	1103,7	1139,1	1185,1
SENEGAL	3417,8	3440,2	3669,4	3874,0	4086,5	4235,5	4479,9
TOGO	900,0	897,9	944,4	966,4	978,4	993,4	1022,5
PIB nominal per capita (en milliers FCFA)							
BENIN	277,6	287,8	295,4	297,2	310,6	324,5	345,2
BURKINA FASO	177,8	193,1	198,5	210,7	225,8	234,2	248,7
COTE D'IVOIRE	469,3	470,5	454,3	450,4	459,9	466,1	470,2
GUINEE BISSAU	123,4	117,8	113,1	121,9	128,8	134,5	142,1
MALI	216,4	212,9	229,9	241,3	259,6	274,3	288,2
NIGER	124,2	130,5	129,4	125,2	140,8	143,1	146,7
SENEGAL	365,2	369,8	384,0	396,7	417,8	434,6	457,8
TOGO	206,0	211,4	195,7	201,0	213,5	216,2	224,3
PIB à prix constant per capita (en milliers FCFA)							
BENIN	129,7	131,4	132,6	133,0	133,1	135,4	140,5
BURKINA FASO	173,8	177,8	182,4	186,3	194,9	202,0	210,5
COTE D'IVOIRE	256,1	243,9	232,1	228,3	225,0	220,3	216,4
GUINEE BISSAU	82,2	74,9	73,9	74,8	76,2	76,2	78,0
MALI	108,2	110,4	116,3	116,3	120,8	124,1	128,1
NIGER	89,5	91,5	91,6	88,0	91,3	91,4	92,2
SENEGAL	349,1	342,2	355,7	366,0	376,3	380,2	391,9
TOGO	189,9	185,0	190,0	189,9	187,7	186,1	187,1

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**
BENIN:

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	327,1	338,3	387,5	407,1	432,8	496,0	550,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	281,1	318,2	350,7	351,4	382,3	444,8	498,5
recettes fiscales	247,3	282,5	313,6	311,4	332,9	377,9	420,9
recettes non fiscales	33,9	35,7	37,1	40,0	49,4	66,9	77,6
DONNS (en milliards)	46,0	20,1	36,8	55,7	50,5	51,2	52,4
Dons courants	21,5	3,7	4,9	14,8	11,9	11,9	11,9
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	331,9	383,2	426,4	429,5	454,5	543,3	623,6
dont Dépenses PPTE	16,6	17,8	17,0	5,8	5,0	8,0	9,1
DEPENSES TOTALES (en milliards)	331,5	380,0	428,4	428,8	455,3	544,1	624,3
DEPENSES COURANTES	231,7	259,3	287,3	297,8	333,4	376,5	400,8
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	218,5	243,8	275,0	290,8	326,5	366,3	386,6
masse salariale	79,1	90,1	108,0	118,3	130,3	136,4	148,3
intérêts de la dette publique	13,2	15,5	12,3	7,0	6,9	10,2	14,2
DEPENSES EN CAPITAL	99,8	120,7	141,1	131,0	121,8	167,6	223,5
investissements financés sur ressources internes	46,7	54,5	71,8	61,2	54,1	68,2	98,3
Variation des arriérés de paiements	-8,3	-6,7	-2,1	-8,5	-19,0	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	15,9	19,9	3,9	-0,6	1,7	10,3	13,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	2,7	4,4	-8,4	-7,6	-5,2	0,1	-0,5
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-50,8	-65,1	-75,7	-78,1	-72,2	-98,5	-125,1
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-4,8	-45,0	-38,9	-22,4	-21,7	-47,3	-72,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	19,3	22,2	8,6	-1,8	-0,2	8,1	8,6
Solde global base caisse (en milliards)	-13,0	-51,7	-40,9	-30,9	-40,7	-47,3	-72,6
Solde courant (en milliards)	49,4	58,9	63,4	53,6	48,9	68,3	97,7
Solde primaire hors donns	-37,2	-46,3	-65,4	-70,4	-66,0	-89,1	-111,6
INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)							
Premier rang							
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)	0,1	0,2	-0,4	-0,4	-0,2	0,0	0,0
Solde budgétaire de base hors PPTE et donns budgétaires/PIB nominal (en %)	2,2	1,3	0,7	0,6	0,5	0,8	0,8
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,6	3,0
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	5,1	2,1	1,9	1,0	2,5	3,8	n.d.
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	56,1	49,4	41,1	40,0	41,1	14,8	19,6
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang							
Ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (en %)	32,0	31,9	34,4	38,0	39,1	36,1	35,2
Ratio masse salariale corrigée des donns budgétaires et des ressources PPTE sur RF(en %)	29,9	31,5	34,0	36,6	38,1	35,2	34,5
Ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux RF (en %)	18,9	19,3	22,9	19,7	16,2	18,1	23,3
Ratio investissements publics financés sur ressources internes corrigés des donns budgétaires et des ressources PPTE rapportés aux recettes fiscales (en %)	17,7	19,1	22,6	18,9	15,8	17,6	22,8
Solde extérieur courant hors donns sur PIB nominal (en %)	-6,3	-8,3	-9,7	-7,7	-7,3	-7,0	-5,1
Taux de pression fiscale (en %)	13,5	14,4	15,2	14,6	14,5	15,3	15,6
AUTRES INDICATEURS							
solde global hors donns sur PIB nominal (en %)	-2,8	-3,3	-3,7	-3,6	-3,1	-4,0	-4,6
solde global sur PIB nominal (en %)	-0,3	-2,3	-1,9	-1,0	-0,9	-1,9	-2,7
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,7	-2,6	-2,0	-1,4	-1,8	-1,9	-2,7
solde primaire de base en % des R.F.	6,4	7,0	1,2	-0,2	0,5	2,7	3,2
solde courant en % du PIB	2,7	3,0	3,1	2,5	2,1	2,8	3,6
Recettes totales hors donns en % du PIB	15,3	16,3	17,0	16,4	16,6	18,0	18,5
Dépenses totales en % du PIB	18,1	19,4	20,7	20,0	19,8	22,1	23,2
Dépenses courantes en % du PIB	12,6	13,3	13,9	13,9	14,5	15,3	14,9
Dépenses courantes primaires en % du PIB	11,9	12,5	13,3	13,6	14,2	14,9	14,4
Solde extérieur courant hors donns publics (en mds)	-116,0	-163,1	-201,3	-165,7	-168,3	-172,2	-136,1
DETTE PUBLIQUE TOTALE							
Encours dette publique (en mds)	1027,9	966,1	849,4	856,5	945,1	365,5	527,3
Encours dette extérieure (en mds)	974,4	941,6	832,6	838,0	925,6	345,7	507,3
Encours dette intérieure (en mds)	53,5	24,5	16,8	18,5	19,4	19,9	20,0
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	1832,1	1956,9	2067,5	2140	2298,7	2466,1	2694,1
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	855,9	893,8	928,5	957,4	984,9	1028,9	1096,3
taux de croissance du PIB en volume (en %)	6,2	4,4	3,9	3,1	2,9	4,5	6,5

**Burkina Faso: RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	313,2	346,4	434,3	462,1	496,7	565,3	674,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	228,0	259,4	301,0	344,8	365,2	407,4	478,2
recettes fiscales	213,2	240,9	270,1	318,6	336,8	376,5	449,0
recettes non fiscales	14,7	18,5	30,8	26,2	28,0	30,7	29,0
DONNS (en milliards)	85,3	87,0	133,3	117,3	131,5	157,9	196,0
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	387,2	449,7	507,0	577,0	642,0	729,9	872,3
dont Dépenses sur PPTE	6,6	28,2	29,8	43,5	39,8	24,8	33,7
DEPENSES TOTALES (en milliards)	462,9	452,4	483,5	582,4	655,2	733,0	875,1
DEPENSES COURANTES	216,8	253,7	259,6	293,5	332,2	385,7	402,3
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	199,3	237,1	242,8	274,3	314,0	367,4	394,2
masse salariale	98,3	103,0	112,5	123,5	141,3	155,0	166,7
intérêts de la dette publique	17,5	16,7	16,8	19,1	18,2	18,3	8,2
DEPENSES EN CAPITAL	171,4	198,7	223,9	288,9	323,0	347,2	472,8
investissements financés sur ressources internes	52,5	86,7	89,5	135,9	146,2	145,5	150,9
Variation des arriérés de paiements/ajustement base caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	-23,8	-64,4	-31,3	-65,5	-95,0	-105,6	-66,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-41,3	-81,1	-48,1	-84,6	-113,2	-123,9	-75,0
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-159,2	-190,3	-206,0	-232,2	-276,8	-322,5	-394,1
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-73,9	-103,3	-72,7	-114,9	-145,3	-164,6	-198,1
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-34,7	-52,9	-18,3	-41,1	-73,4	-99,1	-41,3
Solde global base caisse (en milliards)	-73,9	-103,3	-72,7	-114,9	-145,3	-164,6	-198,1
Solde courant (en milliards)	11,1	5,7	41,4	51,3	33,0	21,7	75,8
Solde primaire hors dons	-217,4	-176,4	-165,7	-218,5	-271,8	-307,3	-388,8
INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)							
Premier rang							
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)	-2,0	-3,5	-1,9	-3,1	-3,8	-3,9	-2,2
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	-0,7	-1,4	2,1	0,2	-0,5	-1,4	0,5
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	3,1	2,3
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	3,7	1,2	2,6	0,0	2,7	2,5	n.d.
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	63,1	49,2	44,8	43,4	42,9	17,1	17,1
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang							
Ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (en %)	46,1	42,8	41,7	38,8	42,0	41,2	37,1
Ratio masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur RF(en %)	42,4	40,0	33,6	34,0	36,2	36,3	33,4
Ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux RF (en %)	24,6	36,0	33,2	42,7	43,4	38,7	33,6
Ratio investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE rapportés aux recettes fiscales (en %)	20,7	27,2	21,0	28,1	30,2	30,6	25,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-13,5	-11,7	-12,8	-13,4	-14,7	-11,3	-10,1
Taux de pression fiscale (en %)	10,3	10,5	10,9	11,8	11,4	12,0	13,1
AUTRES INDICATEURS							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,7	-8,3	-8,3	-8,6	-9,3	-10,3	-11,5
solde global sur PIB nominal (en %)	-3,6	-4,5	-2,9	-4,3	-4,9	-5,2	-5,8
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-3,6	-4,5	-2,9	-4,3	-4,9	-5,2	-5,8
solde primaire de base en % des R.F.	-11,2	-26,7	-11,6	-20,5	-28,2	-28,0	-14,9
solde courant en % du PIB	0,5	0,2	1,7	1,9	1,1	0,7	2,2
Recettes totales hors dons en % du PIB	11,1	11,3	12,1	12,8	12,3	13,0	14,0
Dépenses totales en % du PIB	22,4	19,7	19,5	21,6	22,1	23,3	25,6
Dépenses courantes en % du PIB	10,5	11,1	10,5	10,9	11,2	12,3	11,8
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,7	10,3	9,8	10,2	10,6	11,7	11,5
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-278,3	-268,3	-317,7	-361,6	-433,8	-356,2	-345,2
DETTE PUBLIQUE TOTALE							
Encours dette publique (en mds)	1301,8	1127,6	1112,5	1170,7	1270,6	538,4	586,2
Encours dette extérieure (en mds)	1116,9	971,2	958,5	1029,9	1170,1	480,1	546,1
Encours dette intérieure (en mds)	184,9	156,4	154,0	140,8	100,6	58,3	40,0
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	2061,9	2292,9	2482,1	2698,4	2961,2	3145,0	3420,2
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	2016,1	2110,9	2280,7	2386,0	2555,4	2711,8	2894,6
taux de croissance du PIB en volume (en %)	6,6	4,7	8,0	4,6	7,1	6,1	6,7

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

COTE D'IVOIRE:

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RECETTES TOTALES ET DONDS (en milliards)	1376,6	1469,5	1401,2	1514,4	1566,0	1688,2	1809,0
RECETTES TOTALES (en milliards)	1336,3	1428,4	1351,8	1438,5	1471,4	1600,0	1709,9
recettes fiscales	1168,4	1259,3	1190,0	1241,4	1251,2	1363,9	1442,3
recettes non fiscales	167,9	169,1	161,8	197,1	220,2	219,9	252,6
DONDS (en milliards)	40,3	41,1	49,4	75,9	94,6	88,2	99,1
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	1306,8	1592,5	1611,7	1665,0	1713,7	1921,4	1833,8
dont Dépenses PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1297,2	1579,6	1602,6	1654,4	1693,4	1896,4	1823,8
DEPENSES COURANTES	1153,9	1322,5	1388,9	1395,77	1458,06	1611,3	1622,9
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	894,2	1056,9	1170,9	1209,6	1281,0	1424,3	1463,0
masse salariale	484,1	523,5	539,4	545,8	563,4	587,2	611,3
intérêts de la dette publique	259,7	265,6	218,0	186,2	177,1	187,0	159,9
DEPENSES EN CAPITAL	143,3	257,1	213,7	258,6	235,34	262,3	200,9
investissements financés sur ressources internes	84,0	145,9	124,6	152,2	133,7	161,5	182,2
Variation des arriérés de paiements	152,7	-378,5	282,0	263,6	119,9	117,4	0
Solde primaire de base (en milliards)	358,1	225,6	56,3	76,7	56,7	14,2	64,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	98,4	-40,0	-161,7	-109,5	-120,4	-172,8	-95,2
SOLDE GLOBAL HORS DONDS (en milliards)	29,5	-164,1	-259,9	-226,5	-242,3	-321,4	-123,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	69,8	-123,0	-210,5	-150,6	-147,7	-233,2	-24,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	98,4	-40,0	-161,7	-109,5	-120,4	-172,8	-95,2
Solde global base caisse (en milliards)	222,5	-501,5	71,5	113,1	-27,8	-115,8	-24,8
Solde courant (en milliards)	182,4	105,9	-37,1	42,7	13,3	-11,3	87,0
Solde primaire hors dons	298,8	114,4	-32,8	-29,7	-44,9	-109,4	46,0
INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)							
Premier rang							
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)	1,3	-0,4	-2,0	-1,3	-1,4	-2,1	-1,0
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	1,3	-0,4	-1,9	-1,3	-1,4	-2,1	-0,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,4	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	3,0
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	4,0	3,4	2,4	3,0	4,0	2,5	n.d.
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	104,1	87,6	91,5	91,3	84,9	80,5	77,3
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	157,6	143,3	519,7	850,4	481,4	426,2	0
arriérés de paiement intérieurs	0,5	22,1	136,6	131,3	63,7	23,7	0
arriérés de paiement extérieurs	157,1	121,2	383,1	719,1	417,7	402,5	0
Second rang							
Ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (en %)	41,4	41,6	45,3	44,0	45,0	43,1	42,4
Ratio masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur RF(en %)	41,4	41,6	45,0	44,0	45,0	43,1	42,4
Ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux RF (en %)	7,2	11,6	10,5	12,3	10,7	11,8	12,6
Ratio investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE rapportés aux recettes fiscales (en %)	7,2	11,6	10,4	12,3	10,7	11,8	11,4
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-0,9	6,5	2,0	1,7	0,1	1,8	1,9
Taux de pression fiscale (en %)	15,1	15,7	14,9	15,2	14,5	15,1	15,3
AUTRES INDICATEURS							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	0,4	-2,0	-3,3	-2,8	-2,8	-3,6	-1,3
solde global sur PIB nominal (en %)	0,9	-1,5	-2,6	-1,8	-1,7	-2,6	-0,3
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	2,9	-6,3	0,9	1,4	-0,3	-1,3	-0,3
solde primaire de base en % des R.F.	30,6	17,9	4,7	6,2	4,5	1,0	n.d.
solde courant en % du PIB	2,4	1,3	-0,5	0,5	0,2	-0,1	0,9
Recettes totales hors dons en % du PIB	17,3	17,8	16,9	17,6	17,1	17,7	18,2
Dépenses totales en % du PIB	16,8	19,7	20,1	20,2	19,6	21,0	19,4
Dépenses courantes en % du PIB	14,9	16,5	17,4	17,1	16,9	17,8	17,2
Dépenses courantes primaires en % du PIB	11,6	13,2	14,7	14,8	14,8	15,8	15,5
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-67,6	522,1	163,0	136,4	12,4	160,1	183,0
DETTE PUBLIQUE TOTALE							
Encours dette publique (en mds)	8043,3	7017,0	7302,9	7471,0	7324,7	7271,0	7271,0
Encours dette extérieure (en mds)	7063,6	6155,9	6142,7	6071,0	6210,0	6206	6206
Encours dette intérieure (en mds)	979,7	861,1	1160,2	1400,0	1114,7	1065,0	1065,0
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	7730,10	8006,09	7984,33	8178,47	8626,30	9030,30	9409,9
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	4219,1	4150,1	4079,5	4144,8	4219,4	4268,3	4330,5
taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,1	-1,6	-1,7	1,6	1,8	1,2	1,5

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**
Guinée Bissau:

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RECETTES TOTALES ET DONDS (en milliards)	45,6	30,4	31,4	49,0	41,4	46,7	75,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	24,5	21,7	20,8	24,5	28,0	31,6	32,1
recettes fiscales	14,8	11,9	11,9	11,8	18,3	19,0	20,6
recettes non fiscales	9,7	9,8	8,9	12,7	9,6	12,6	11,5
DONDS (en milliards)	21,1	8,7	10,6	24,5	13,4	15,1	43,1
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	62,8	46,4	52,8	70,4	60,5	56,7	71,0
dont Dépenses PPTTE							
DEPENSES TOTALES (en milliards)	62,8	46,4	52,8	70,4	60,5	56,7	69,2
DEPENSES COURANTES	41,1	33,7	34,9	42,1	44,0	43,8	46,4
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	28,9	26,8	27,2	33,4	37,3	38,1	41,6
masse salariale	11,0	10,5	13,6	16,2	21,3	20,5	22,9
intérêts de la dette publique	12,2	6,9	7,7	8,7	6,7	5,7	4,8
DEPENSES EN CAPITAL	21,6	12,7	17,9	28,3	16,5	12,9	23,9
investissements financés sur ressources internes	2,5	0,7	0,5	2,0	1,7	0,5	1,1
Variation des arriérés de paiements	1,9	5,7	21,3	8,6	3,3	1,9	2,6
Solde primaire de base (en milliards)	-6,9	-5,8	-6,9	-10,9	-11,0	-7,0	-10,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTTE (en milliards)	-19,1	-12,7	-14,6	-19,6	-17,7	-12,7	-15,4
SOLDE GLOBAL HORS DONDS (en milliards)	-38,3	-24,7	-32,0	-45,9	-32,5	-25,1	-38,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-17,2	-16,0	-21,4	-21,4	-19,1	-10,0	4,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTTE(en milliards)	-19,1	-12,7	-14,6	-19,6	-17,7	-12,7	-15,4
Solde global base caisse (en milliards)	-15,3	-10,3	-0,1	-12,8	-15,8	-8,1	6,8
Solde courant (en milliards)	-16,6	-12,0	-14,1	-17,6	-16,0	-12,2	-14,3
Solde primaire hors dons	-26,1	-17,8	-24,3	-37,2	-25,8	-19,4	-32,3
INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)							
Premier rang							
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)	-13,1	-8,9	-10,5	-12,9	-10,8	-7,3	-8,2
Solde budgétaire de base hors PPTTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	1,4	-7,6	-9,7	-7,0	-7,7	-2,2	1,2
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,5	3,3	-3,5	0,9	3,4	2,3	2,0
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	n.d.	n.d.	n.d.	0,0	3,0	2,2	n.d.
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	431,7	417,5	475,1	394,3	358,6	373,8	336,7
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	15,3	24,0	36,0	25,9	21,4	21,8	11,2
arriérés de paiement intérieurs	3,4	5,3	17,7	3,9	4,2	0,0	0,0
arriérés de paiement extérieurs	11,9	18,7	18,3	22,0	17,2	21,8	11,2
Second rang							
Ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (en %)	74,3	88,5	114,3	137,3	116,2	107,9	111,2
Ratio masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTTE sur RF(en %)	39,9	83,6	110,7	109,6	103,2	86,2	69,7
Ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux RF (en %)	16,7	5,8	4,2	16,9	9,3	2,6	5,3
Ratio investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTTE rapportés aux recettes fiscales (en %)	9,0	5,5	4,1	13,5	8,2	2,1	3,4
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-13,2	-10,1	-8,0	-10,3	-14,4	-12,2	-12,0
Taux de pression fiscale (en %)	10,1	8,4	8,6	7,7	11,2	10,9	11,0
AUTRES INDICATEURS							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-26,3	-17,4	-23,0	-30,1	-19,8	-14,4	-20,7
solde global sur PIB nominal (en %)	-11,8	-11,3	-15,4	-14,0	-11,6	-5,7	2,2
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-10,5	-7,3	-0,1	-8,4	-9,6	-4,6	3,6
solde primaire de base en % des R.F.	-46,6	-48,7	-58,0	-92,4	-60,1	-36,8	-51,5
solde courant en % du PIB	-11,4	-8,5	-10,2	-11,5	-9,8	-7,0	-7,6
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,8	15,3	15,0	16,1	17,0	18,1	17,1
Dépenses totales en % du PIB	43,1	32,7	38,0	46,2	36,8	32,5	36,8
Dépenses courantes en % du PIB	28,2	23,7	25,1	27,6	26,8	25,1	24,7
Dépenses courantes primaires en % du PIB	19,8	18,9	19,6	21,9	22,7	21,8	22,1
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-19,3	-14,4	-11,1	-15,7	-23,6	-21,3	-22,6
DETTE PUBLIQUE TOTALE							
Encours dette publique (en mds)	629,7	585,4	590,3	601,1	588,8	565,7	632,0
Encours dette extérieure (en mds)	583,4	537,6	549,3	560,1	547,8	524,7	591,1
Encours dette intérieure (en mds)	46,3	47,8	41,0	41,0	41,0	41,0	40,9
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	145,9	141,9	138,9	152,4	164,2	174,7	188,0
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	97,1	90,2	90,7	93,6	97,2	98,9	103,2
taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,2	-7,1	0,6	3,2	3,8	1,8	4,3

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**
Mali:

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	394,8	456,8	534,1	557,9	621,6	694,3	766,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	311,2	371,0	421,7	454,6	506,6	531,7	586,8
recettes fiscales	272,7	306,1	349,1	393,3	446,2	459,0	509,6
recettes non fiscales	11,0	31,2	35,2	18,7	15,1	30,2	30,2
DONNS (en milliards)	83,6	85,8	112,4	103,3	115,0	162,6	179,4
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	465,8	540,5	551,5	625,7	712,7	789,5	890,7
dont Dépenses PPTE	16,8	30,9	34,7	28,8	29,8	34,2	29,6
DEPENSES TOTALES (en milliards)	476,5	545,4	555,4	634,7	690,0	795,1	896,3
DEPENSES COURANTES	307,2	342,4	353,8	392,5	421,9	451,5	508,9
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	292,6	324,0	335,1	375,3	403,6	438,7	495,4
masse salariale	85,8	93,5	106,2	121,7	137,8	149,0	160,3
intérêts de la dette publique	14,6	18,4	18,7	17,2	18,3	12,8	13,5
DEPENSES EN CAPITAL	169,3	203,0	201,6	242,2	268,1	343,6	387,4
investissements financés sur ressources internes	53,0	62,7	78,3	89,4	98,1	106,0	119,2
Variation des arriérés de paiements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	-34,4	-15,7	8,3	-10,1	4,9	-13,0	-27,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-49,0	-34,1	-10,4	-27,3	-13,4	-25,8	-41,3
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-154,6	-169,5	-129,8	-171,1	-206,1	-257,8	-303,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-71,0	-83,7	-17,4	-67,8	-91,1	-95,2	-124,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-32,2	-3,2	24,3	1,5	16,4	8,4	-11,7
Solde global base caisse (en milliards)	-71,0	-83,7	-17,4	-67,8	-91,1	-95,2	-124,5
Solde courant (en milliards)	-23,5	-5,1	30,5	19,5	44,7	50,3	48,0
Solde primaire hors dons	-150,7	-156,0	-115,0	-162,9	-165,1	-250,6	-296,0
INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)							
Premier rang							
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)	-2,2	-1,5	-0,4	-1,0	-0,5	-0,8	-1,2
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	-0,2	0,6	3,1	1,3	2,1	2,9	-0,3
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,6	1,9
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	2,6	3,0	0,1	-1,0	1,5	3,6	n.d.
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	84,2	83,3	70,1	63,9	60,0	23,9	25,3
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)							
arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang							
Ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (en %)	31,5	30,5	30,4	30,9	30,9	32,5	31,5
Ratio masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur RF(en %)	29,0	29,4	27,3	28,8	25,3	24,9	27,2
Ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux RF(en %)	19,4	20,5	22,4	22,7	22,0	23,1	23,4
Ratio investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE rapportés aux recettes fiscales (en %)	12,3	10,0	11,2	14,4	17,3	17,4	21,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-12,5	-6,1	-9,2	-10,2	-10,6	-8,4	-7,6
Taux de pression fiscale (en %)	12,3	13,8	14,2	14,9	15,4	14,7	15,2
AUTRES INDICATEURS							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,0	-7,6	-5,3	-6,5	-7,1	-8,2	-9,1
solde global sur PIB nominal (en %)	-3,2	-3,8	-0,7	-2,6	-3,1	-3,0	-3,7
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-3,2	-3,8	-0,7	-2,6	-3,1	-3,0	-3,7
solde primaire de base en % des R.F.	-12,6	-5,1	2,4	-2,6	1,1	-2,8	-5,5
solde courant en % du PIB	-1,1	-0,2	1,2	0,7	1,5	1,6	1,4
Recettes totales hors dons en % du PIB	14,1	16,7	17,2	17,3	17,5	17,0	17,5
Dépenses totales en % du PIB	21,5	24,5	22,6	24,1	23,8	25,4	26,7
Dépenses courantes en % du PIB	13,9	15,4	14,4	14,9	14,6	14,4	15,2
Dépenses courantes primaires en % du PIB	13,2	14,6	13,7	14,3	13,9	14,0	14,8
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-275,7	-134,6	-224,9	-268,5	-308,1	-263,8	-255,4
DETTE PUBLIQUE TOTALE							
Encours dette publique (en mds)	1861,5	1853,2	1719,9	1682,8	1735,2	745,7	850,8
Encours dette extérieure (en mds)	1767,0	1746,1	1646,7	1634,8	1693,2	641,8	767,4
Encours dette intérieure (en mds)	94,5	107,1	73,2	47,9	42,0	103,9	83,4
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	2212,0	2223,5	2454,0	2632,1	2894,0	3125,4	3356,5
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	1105,7	1153,003	1241	1269,2	1347,1	1415	1491,6
taux de croissance du PIB en volume (en %)	11,9	4,3	7,6	2,3	6,1	5,0	5,4

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**
Niger:

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	179,4	225,3	221,2	245,9	273,0	284,9	306,5
RECETTES TOTALES (en milliards)	135,6	160,9	156,7	172,9	189,0	210,3	236,2
recettes fiscales	128,3	150,6	152,1	167,6	181,3	203,1	224,3
recettes non fiscales	7,3	10,3	1,2	1,4	4,9	4,2	9,3
DONNS (en milliards)	43,8	64,4	64,5	73	84,0	74,6	70,3
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	241,1	278	276	317,6	323,8	354,1	420,4
dont Dépenses PPTE	7,8	9,8	12,0	17,0	22,3	16,6	18,7
DEPENSES TOTALES (en milliards)	241,9	278,2	276,0	316,7	324,0	353,1	420,4
DEPENSES COURANTES	157,3	161,7	160,5	172,7	165,2	195,2	221,5
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	131,9	139,1	143,1	164,6	155,1	189,9	215,0
masse salariale	50,4	55,3	57,1	59,2	63,0	68,8	73,3
intérêts de la dette publique	25,4	22,6	17,4	8,1	10,1	5,3	6,5
DEPENSES EN CAPITAL	84,6	116,5	115,5	144,0	158,8	157,9	198,9
investissements financés sur ressources internes	35,7	36,9	40,5	51,0	73,3	63,7	80,0
Variation des arriérés de paiements	-17,0	-33,4	-12,2	-19,3	-12,4	-6,1	-15,0
Solde primaire de base (en milliards)	-32,0	-15,1	-26,9	-42,7	-39,4	-43,3	-58,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-57,4	-37,7	-44,3	-50,8	-49,5	-48,6	-65,3
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-105,5	-117,1	-119,3	-144,7	-134,8	-143,8	-184,2
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-61,7	-52,7	-54,8	-71,7	-50,8	-69,2	-113,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-49,6	-27,9	-32,3	-33,8	-27,2	-32,0	-46,6
Solde global base caisse (en milliards)	-78,7	-86,1	-67,0	-91,0	-63,2	-75,3	-128,9
Solde courant (en milliards)	-21,7	-0,8	-3,8	0,2	23,8	15,1	14,7
Solde primaire hors dons	-80,9	-94,7	-101,9	-135,7	-124,9	-137,5	-177,7
INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)							
Premier rang							
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)	-4,3	-2,6	-3,0	-3,5	-2,9	-2,7	-3,5
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	-1,8	-0,6	-0,5	-0,5	0,7	-0,5	-1,1
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,9	2,0
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	2,0	1,8	0,2	0,5	2,7	0,8	n.d.
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	100,1	92,8	81,5	74,6	68,6	25,6	22,7
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	7,3	2,6	0,0	3,2	2,2	0,0	0,0
arriérés de paiement intérieurs	0,0	2,6	0,0	3,2	2,2	0,0	0,0
arriérés de paiement extérieurs	7,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang							
Ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (en %)	39,3	36,7	37,5	35,3	34,7	33,9	32,7
Ratio masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur RF(en %)	34,2	33,8	33,2	31,0	29,5	31,0	29,6
Ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux RF (en %)	27,8	24,5	26,6	30,4	40,4	31,4	35,7
Ratio investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE rapportés aux recettes fiscales (en %)	18,7	16,3	16,5	17,8	23,9	21,2	24,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,3	-9,9	-10,9	-10,3	-11,0	-9,9	-9,7
Taux de pression fiscale (en %)	9,7	10,5	10,3	11,4	10,7	11,4	11,9
AUTRES INDICATEURS							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,9	-8,1	-8,1	-9,9	-7,9	-8,1	-9,8
solde global sur PIB nominal (en %)	-4,6	-3,7	-3,7	-4,9	-3,0	-3,9	-6,0
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-5,9	-6,0	-4,6	-6,2	-3,7	-4,2	-6,8
solde primaire de base en % des R.F.	-24,9	-10,0	-17,7	-25,5	-21,7	-21,3	-26,2
solde courant en % du PIB	-1,6	-0,1	-0,3	0,0	1,4	0,8	0,8
Recettes totales hors dons en % du PIB	10,2	11,2	10,6	11,8	11,1	11,8	12,5
Dépenses totales en % du PIB	18,2	19,3	18,8	21,6	19,0	19,8	22,3
Dépenses courantes en % du PIB	11,8	11,2	10,9	11,8	9,7	10,9	11,7
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,9	9,7	9,7	11,2	9,1	10,6	11,4
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-109,9	-143,0	-160,0	-150,6	-187,8	-176,8	-182,6
DETTE PUBLIQUE TOTALE							
Encours dette publique (en mds)	1331,3	1336,4	1199,4	1095,7	1167,0	457,4	428,5
Encours dette extérieure (en mds)	1060,1	1103,0	978,1	888,0	957,0	320,4	306,7
Encours dette intérieure (en mds)	271,2	233,4	221,3	207,7	210,0	137,0	121,8
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	1329,4	1439,5	1471,6	1468,4	1702,0	1783,3	1885,6
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	957,8	1009,1	1042,0	1031,8	1103,7	1139,1	1185,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	7,4	5,3	3,3	-1,0	7,0	3,2	4,0

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**
SENEGAL:

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RECETTES TOTALES ET DONDS (en milliards)	664,4	726,7	797,8	864,8	955,8	1044,6	1135,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	602,7	664,6	720,1	776,8	880,2	960,0	1 042,7
recettes fiscales	576,8	629,2	677,0	738,5	850,8	926,9	1013,3
recettes non fiscales	25,9	35,4	43,1	38,3	29,4	33,1	29,4
DONDS (en milliards)	61,7	62,1	77,7	88,0	75,6	84,6	92,5
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	744,3	748,5	861,2	965,5	1103,6	1311,8	1446,1
dont Dépenses PPTE	15,1	4,1	28,4	44,9	68,5	75,8	80,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	737,6	754,1	867,8	953,2	1086,7	1293,8	1438,1
DEPENSES COURANTES	516,6	478,2	529,5	553,9	632,0	779,9	851,3
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	486,3	438,4	484,9	507,2	591,1	742,8	820,1
masse salariale	177,3	199,4	203,7	217,6	254,9	284,0	326,0
intérêts de la dette publique	30,3	39,8	44,6	46,7	40,9	37,1	31,2
DEPENSES EN CAPITAL	232,3	275,9	338,5	413,2	454,7	519,3	591,9
investissements financés sur ressources internes	133,6	147,9	190,3	221,2	287,0	323,4	385,1
Variation des arriérés de paiements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses en capital ressources intérieures PPTE							
Solde primaire de base (en milliards)	-17,2	78,3	44,9	48,4	2,1	-106,2	-162,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-47,5	38,5	0,3	1,7	-38,8	-143,3	-193,7
SOLDE GLOBAL HORS DONDS (en milliards)	-141,6	-83,9	-141,1	-188,7	-223,4	-351,8	-403,5
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-79,9	-21,8	-63,4	-100,7	-147,8	-267,2	-311,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-32,4	42,6	28,7	46,6	29,7	-67,5	-112,8
Solde global base caisse (en milliards)	-79,9	-21,8	-63,4	-100,7	-147,8	-267,2	-311,0
Solde courant (en milliards)	86,1	186,4	190,6	222,9	248,2	180,1	191,4
Solde primaire hors dons	-104,6	-49,7	-103,1	-129,7	-165,6	-296,7	-364,3
INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)							
Premier rang							
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)	-1,3	1,0	0,0	0,0	-0,9	-3,0	-3,7
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	-0,9	1,2	1,2	1,6	0,9	-1,1	-1,9
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	2,0
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	2,4	2,0	0,2	0,8	0,4	1,6	n.d.
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	70,0	65,9	60,1	48,2	46,3	40,5	20,2
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang							
Ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (en %)	30,7	31,7	30,1	29,5	30,0	30,6	32,2
Ratio masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur RF(en %)	30,7	31,6	29,4	28,8	29,6	30,3	31,8
Ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux RF (en %)	23,2	23,5	28,1	30,0	33,7	34,9	38,0
Ratio investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE rapportés aux recettes fiscales (en %)	20,5	22,8	23,3	23,3	26,2	27,8	31,0
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6,4	-7,7	-8,1	-8,0	-9,7	-10,4	-8,7
Taux de pression fiscale (en %)	16,1	16,9	17,1	17,6	18,8	19,1	19,4
AUTRES INDICATEURS							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-4,0	-2,3	-3,6	-4,5	-4,9	-7,3	-7,7
solde global sur PIB nominal (en %)	-2,2	-0,6	-1,6	-2,4	-3,3	-5,5	-5,9
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-2,2	-0,6	-1,6	-2,4	-3,3	-5,5	-5,9
solde primaire de base en % des R.F.	-3,0	12,4	6,6	6,6	0,2	-11,5	-16,0
solde courant en % du PIB	2,4	5,0	4,8	5,3	5,5	3,7	3,7
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,9	17,9	18,2	18,5	19,4	19,8	19,9
Dépenses totales en % du PIB	20,6	20,3	21,9	22,7	24,0	26,7	27,5
Dépenses courantes en % du PIB	14,4	12,9	13,4	13,2	13,9	16,1	16,3
Dépenses courantes primaires en % du PIB	13,6	11,8	12,2	12,1	13,0	15,3	15,7
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-227,2	-285,7	-321,0	-335,4	-440,8	-504,5	-457,0
DETTE PUBLIQUE TOTALE							
Encours dette publique (en mds)	2501,9	2450,8	2379,7	2023,5	2101,5	1963,5	1056,7
Encours dette extérieure (en mds)	2203,8	2278,6	2212,1	1865,1	1944,8	1806,8	900,0
Encours dette intérieure (en mds)	298,1	172,2	167,6	158,4	156,7	156,7	156,7
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	3575,5	3717,6	3960,8	4198,5	4536,4	4842,5	5233,7
PIB en volume (au prix de l'année 1999)	3417,8	3440,2	3669,4	3874,0	4086,5	4235,5	4479,9
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,6	0,7	6,7	5,6	5,5	3,6	5,8

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**
Togo:

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	150,7	130,0	170,8	179,6	188,0	203,3	231,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	146,1	126,5	165,3	171,7	174,9	184,3	204,6
recettes fiscales	124,3	115,5	148,7	161,0	162,1	164,2	185,1
recettes non fiscales	21,8	11,0	16,5	10,7	12,8	20,1	19,5
DONNS (en milliards)	4,6	3,5	5,5	7,8	13,1	19,0	26,6
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	152,3	134,6	146,4	169,9	219,8	253,2	250,7
dont Dépenses PPTE							
DEPENSES TOTALES (en milliards)	161,6	134,6	146,4	169,9	219,8	253,2	250,7
Fonds pour entretien routier	5,2	5,5	8,9	8,8	0,1	0,3	0,3
DEPENSES COURANTES	133,6	114,7	127,3	145,2	183,1	175,9	192,8
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	115,7	96,9	109,4	127,3	171,5	161,8	180,0
masse salariale	55,2	51,6	51,7	51,6	49,2	56,8	63,9
intérêts de la dette publique	17,9	17,7	17,9	17,9	11,6	14,2	12,8
DEPENSES EN CAPITAL	28,0	19,9	19,1	24,6	36,7	77,2	57,8
investissements financés sur ressources internes	7,9	8,5	11,3	11,8	13,7	9,0	18,7
Variation des arriérés de paiements	-0,5	14,7	14,8	17,1	15,0	-5,8	-0,6
Solde primaire de base (en milliards)	22,5	21,1	44,6	32,6	-10,3	13,5	5,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	4,5	3,4	26,7	14,6	-21,9	-0,7	-6,9
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-6,3	-8,0	18,9	1,9	-45,0	-68,9	-46,1
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-1,6	-4,5	24,4	9,7	-31,9	-49,9	-19,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	4,5	3,4	26,7	14,6	-21,9	-0,7	-6,9
Solde global base caisse (en milliards)	-2,1	10,1	39,2	26,8	-16,9	-55,7	-20,1
Solde courant (en milliards)	12,5	11,9	38,0	26,5	-8,3	8,4	11,8
Solde primaire hors dons	2,4	9,7	36,8	19,8	-33,4	-54,7	-33,3
INDICATEURS DE CONVERGENCE (1)							
Premier rang							
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %)	0,5	0,3	2,7	1,4	-2,0	-0,1	-0,6
Solde budgétaire de base hors PPTE et dons budgétaires/PIB nominal (en %)	0,5	0,3	2,8	1,4	-2,0	-0,1	0,0
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,9	3,1	-1,0	0,4	6,8	2,7	1,6
Taux d'inflation sous-jacente (en %)	3,3	2,5	0,3	0,4	4,2	1,8	n.d.
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	125,9	113,1	113,3	103,3	97,4	95,9	89,9
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	57,4	60,3	66,5	71,8	51,7	26,8	31,3
arriérés de paiement intérieurs	17,6	15,2	19,8	25,9	22,0	0,0	0,0
arriérés de paiement extérieurs	39,8	45,2	46,6	45,9	29,7	26,8	31,3
Second rang							
Ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (en %)	44,4	44,7	34,8	32,1	30,4	34,6	34,5
Ratio masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur RF(en %)	44,4	44,7	34,6	32,1	30,4	34,6	33,4
Ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux RF (en %)	6,4	7,4	7,6	7,4	8,4	5,5	10,1
Ratio investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE rapportés aux recettes fiscales (en %)	6,4	7,4	7,6	7,4	8,4	5,5	9,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-14,2	-10,2	-10,3	-11,6	-20,0	-20,1	-19,8
Taux de pression fiscale (en %)	12,7	11,3	15,3	15,7	14,6	14,2	15,1
AUTRES INDICATEURS							
solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-0,6	-0,8	1,9	0,2	-4,0	-6,0	-3,8
solde global sur PIB nominal (en %)	-0,2	-0,4	2,5	0,9	-2,9	-4,3	-1,6
solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,2	1,0	4,0	2,6	-1,5	-4,8	-1,6
solde primaire de base en % des R.F.	18,1	18,3	30,0	20,2	-6,4	8,2	3,2
solde courant en % du PIB	1,3	1,2	3,9	2,6	-0,7	0,7	1,0
Recettes totales hors dons en % du PIB	15,0	12,3	17,0	16,8	15,7	16,0	16,7
Dépenses totales en % du PIB	16,5	13,1	15,1	16,6	19,8	21,9	20,5
Dépenses courantes en % du PIB	13,7	11,2	13,1	14,2	16,5	15,2	15,7
Dépenses courantes primaires en % du PIB	11,8	9,4	11,2	12,4	15,4	14,0	14,7
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-138,8	-104,4	-100,0	-118,3	-222,3	-231,4	-242,6
DETTE PUBLIQUE TOTALE							
Encours dette publique (en mds)	1229,5	1160,9	1102,3	1057,2	1083,9	1106,4	1101,5
Encours dette extérieure (en mds)	946,9	890,3	826,9	781,5	812,6	840,0	836,0
Encours dette intérieure (en mds)	282,58	270,64	275,4	275,7	271,3	266,4	265,5
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	976,6	1026,2	972,6	1023,2	1112,5	1153,6	1225,6
PIB en volume (au prix de l'année 2000)	900,02	897,9	944,4	966,4	978,4	993,4	1022,5
taux de croissance du PIB en volume (en %)	-2,3	-0,2	5,2	2,3	1,2	1,5	2,9

**Tableau 1 : CEMAC : Produit Intérieur Brut
(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)**

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	25.2	4.1	9.4	2.2	7.9
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	30.0	3.3	2.4	4.4	14.8
Sylviculture	-21.5	-1.4	5.1	-4.2	6.1
Industries extractives	31.6	6.0	18.8	0.7	0.4
Secteur secondaire	52.2	2.5	5.7	3.6	6.0
Industries manufacturières	98.4	2.0	2.9	1.6	1.8
Bâtiments et Travaux Publics	-18.1	3.1	8.9	5.4	6.6
Autres	1.0	5.4	22.7	13.8	29.8
Secteur tertiaire	18.3	6.3	5.9	4.6	3.9
Services marchands	25.9	7.4	6.1	5.0	4.1
Services non marchands	1.3	3.5	5.1	3.4	3.2
PIB au coût des facteurs	27.3	4.7	7.0	3.5	5.7
Droits et Taxes à l'importation	-64.8	-1.2	-0.9	2.5	-21.0
PIB aux prix constants du marché de 1992	4.1	4.2	6.4	3.5	3.7
PIB du secteur pétrolier	2.7	6.1	20.7	1.5	3.3
PIB du secteur non pétrolier	4.3	3.9	4.2	3.8	3.8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 1 bis : CEMAC : Contribution à la croissance du PIB (en %)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	6.5	1.3	2.9	0.7	2.5
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	3.9	0.5	0.4	0.7	2.3
Sylviculture	-0.6	0.0	0.1	-0.1	0.1
Industries extractives	3.2	0.8	2.4	0.1	0.1
Secteur secondaire	7.6	0.5	1.2	0.7	1.2
Industries manufacturières	8.3	0.3	0.5	0.2	0.3
Bâtiments et Travaux Publics	-0.7	0.1	0.3	0.2	0.2
Autres	0.0	0.1	0.5	0.3	0.8
Secteur tertiaire	6.3	2.5	2.3	1.8	1.6
Services marchands	6.1	2.1	1.8	1.5	1.2
Services non marchands	0.1	0.4	0.5	0.3	0.3
PIB au coût des facteurs	20.4	4.3	6.5	3.3	5.3
Droits et Taxes à l'importation	-16.4	-0.1	-0.1	0.2	-1.6
PIB aux prix constants du marché de 1992	4.1	4.2	6.4	3.5	3.7
PIB du secteur pétrolier	0.4	0.8	2.7	0.2	0.5
PIB du secteur non pétrolier	3.7	3.4	3.7	3.2	3.2

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 1 ter : CEMAC : Structure du PIB (en pourcentage)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	42.2	42.9	46.4	54.0	55.6
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	15.6	15.0	13.5	12.1	11.7
Sylviculture	1.5	1.4	1.4	1.0	1.0
Industries extractives	25.1	26.5	31.5	41.0	42.9
Secteur secondaire	15.4	15.3	14.3	12.0	12.6
Industries manufacturières	11.1	11.0	9.8	7.8	7.6
Bâtiments et Travaux Publics	2.6	2.6	2.5	2.2	2.3
Autres	1.7	1.7	1.9	2.0	2.7
Secteur tertiaire	36.4	36.0	33.9	29.3	27.2
Services marchands	28.5	28.1	26.5	22.8	21.3
Services non marchands	7.9	7.9	7.5	6.5	5.9
PIB au coût des facteurs	94.0	94.1	94.6	95.4	95.5
Droits et Taxes à l'importation	6.0	5.9	5.4	4.6	4.5
PIB aux prix courants du marché	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
PIB du secteur pétrolier	25.0	26.4	31.5	41.3	44.7
PIB du secteur non pétrolier	75.0	73.6	68.5	58.7	55.3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

Tableau 2 : CEMAC : Ressources et Emplois (Taux de croissance annuelle, en %)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	4.1	4.2	6.4	3.5	3.7
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	5.3	4.2	5.0	7.3	8.1
Consommation	6.9	3.0	4.8	6.0	7.4
Publique (Etat)	0.5	-5.5	33.4	1.7	31.1
Privé	7.3	3.4	3.5	6.2	6.1
Investissements bruts	-0.4	8.8	6.0	11.8	10.6
Formation brute de capital fixe	0.0	8.9	5.9	11.9	10.5
Publique (Etat et Ad.publiques)	0.5	-5.5	33.4	1.7	31.1
Privé (Entreprises et menages)	-0.1	11.9	1.0	14.3	6.3
Secteur pétrolier	-25.8	42.6	1.7	29.3	10.1
Secteur non pétrolier	17.9	-1.5	0.6	4.6	3.3
Variations des stocks	-137.2	108.7	-63.0	83.3	-25.1
EXPORTATIONS NETTES	28.6	5.2	-15.3	79.8	56.2
Exportations de biens et services	5.3	4.5	15.2	4.2	-1.5
Importations de biens et services	10.3	4.7	7.5	19.2	15.7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 2 bis : CEMAC : Ressources et Emplois (Contribution à la croissance, en %)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	4.1	4.2	6.4	3.5	3.7
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	5.6	4.5	5.4	7.7	8.9
Consommation	5.7	2.5	3.9	4.9	6.2
Publique (Etat)	0.5	-0.5	0.2	0.8	0.6
Privé	5.1	3.0	3.7	4.1	5.6
Investissements bruts	-0.1	2.0	1.4	2.8	2.7
Formation brute de capital fixe	0.0	2.0	1.4	2.8	2.7
Publique (Etat et Ad.publiques)	0.0	-0.2	1.2	0.1	1.4
Privé (Entreprises et menages)	0.0	2.2	0.2	2.7	1.3
Secteur pétrolier	-2.1	2.4	0.1	2.2	0.9
Secteur non pétrolier	2.1	-0.2	0.1	0.5	0.4
Variations des stocks	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
EXPORTATIONS NETTES	-1.5	-0.3	1.0	-4.2	-5.2
Exportations de biens et services	1.0	0.9	3.0	0.9	-0.3
Importations de biens et services	-2.6	-1.2	-2.0	-5.1	-4.8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 2 ter : CEMAC : Ressources et Emplois (Structure du PIB, en %)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	96.9	95.3	88.4	82.3	79.5
Consommation	64.6	63.0	58.9	55.9	53.4
Publique (Etat)	9.1	8.2	7.8	7.0	6.8
Privé	55.5	54.8	51.2	48.8	46.6
Investissements bruts	32.3	32.3	29.4	26.4	26.1
Formation brute de capital fixe	32.4	31.9	29.1	26.1	25.9
Publique (Etat et Ad.publiques)	5.2	4.7	5.8	5.0	6.0
Privé (Entreprises et menages)	27.2	27.2	23.2	21.1	20.0
Secteur pétrolier	10.5	11.8	9.0	9.3	9.3
Secteur non pétrolier	16.7	15.4	14.2	11.8	10.7
Variations des stocks	-0.1	0.4	0.4	0.4	0.2
EXPORTATIONS NETTES	3.1	4.7	11.6	17.7	20.5
Exportations de biens et services	43.8	42.9	49.7	54.3	57.3
Importations de biens et services	-40.7	-38.2	-38.1	-36.6	-36.8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 3 : CEMAC : Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)

Etats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
CEMAC	3.0	1.3	0.6	2.9	4.4
Cameroun	2.8	0.6	0.3	1.9	4.6
République Centrafricaine	2.3	4.2	-2.1	2.9	5.1
Congo	3.8	-1.3	3.6	2.8	2.6
Gabon	0.2	2.3	0.4	-0.2	2.0
Guinée Equatoriale	7.6	7.3	4.2	5.0	5.0
Tchad	5.2	-1.8	-5.3	7.9	8.0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 4 : CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats.

(En milliards de FCFA)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Recettes totales	3536.0	3687.6	4245.6	6030.4	7394.7
Recettes pétrolières	1737.5	1748.6	2287.6	3864.8	4964.6
Recettes non pétrolières	1798.5	1939.1	1957.9	2165.6	2430.1
Dépenses totales	3417.4	3180.9	3617.4	4073.6	4737.8
Dépenses courantes	2557.2	2364.4	2487.8	2870.6	3097.1
Salaires et traitements	838.9	887.4	923.0	920.9	977.6
Biens et services	672.6	539.6	588.9	780.9	897.0
Transferts et subventions	490.9	460.8	498.8	737.7	828.0
Intérêts	554.6	476.6	477.1	431.1	394.6
Dettes extérieures	476.0	394.1	404.4	346.0	324.1
Dettes intérieures	78.7	82.5	72.7	85.1	70.5
Dépenses en capital	860.2	816.5	1129.6	1202.9	1640.6
Sur ressources locales	626.0	564.9	808.8	969.8	1372.2
Sur ressources extérieures	234.2	251.6	320.8	233.1	268.5
Solde primaire (en milliards de FCFA)	907.5	1234.9	1426.0	2621.0	3319.9
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	5.4	7.1	7.3	10.8	12.1
Solde budgétaire de base (en milliards FCFA)	352.9	758.3	948.9	2189.9	2925.4
Solde budgétaire de base (% du PIB)	2.1	4.4	4.9	9.0	10.6
Déficit global (base engagements hors dons)	118.7	506.7	628.1	1956.8	2656.9
Déficit global (base engagements hors dons) % du PIB	0.7	2.9	3.2	8.1	9.7
Déficit global (base engagts dons compris)	265.4	697.7	796.0	2139.0	2978.2
Variations des arriérés (baisse -)	-264.8	91.0	-1988.7	-190.5	-370.5
Intérieurs (principal et intérêts)	-131.2	-108.3	-82.3	-145.7	-294.6
Extérieurs (principal et intérêts)	-133.5	199.3	-1906.3	-44.9	-75.9
Déficit global (base trésorerie)	-146.1	597.7	-1360.6	1766.3	2286.5
Financement total	146.1	-597.7	1360.6	-1766.3	-2286.5
Extérieur	604.3	25.8	2075.5	-105.4	132.5
Dons	146.8	191.0	167.9	182.2	321.3
Tirages	408.1	163.8	271.9	122.4	146.4
Amortissements de la dette extérieure	-829.5	-725.9	-776.4	-827.5	-807.8
Allégements de la dette extérieure	879.0	397.0	2413.1	417.6	475.8
Autres	...	0.0	-1.0	0.0	-3.2
Intérieur	-458.3	-623.5	-714.9	-1660.9	-2418.9
Système bancaire	-48.9	26.1	-355.5	-1125.5	-1661.1
Non bancaire	-409.4	-649.7	-359.5	-535.4	-757.8
Gap résiduel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 5 : CEMAC: Balance des paiements
(en milliards de FCFA sauf indication contraire)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde du compte courant (transf. publics inclus)	-1471.8	-1469.0	-793.8	116.7	363.4
Solde du compte courant (transf. publics inclus) % du PIB	-8.8	-8.4	-4.1	0.4	1.3
Solde du compte courant (transf. publics exclus)	-1544.6	-1560.4	-887.1	-35.5	131.1
Solde du compte courant (transf. publics exclus) % du PIB	-9.3	-9.0	-4.6	-0.1	0.5
Solde du commerce extérieur	2463.7	3174.0	5093.2	7717.9	9464.7
Exportations, fob	6336.0	6837.3	9040.6	12469.0	15005.4
Importations, fob	-3872.2	-3663.4	-3947.4	-4751.1	-5540.7
Balance des services	-1943.7	-2357.8	-2829.6	-3435.4	-3844.6
Balance des revenus	-2007.1	-2340.0	-3153.9	-4314.2	-5399.4
Solde des transferts courants	15.2	54.9	96.5	148.4	142.7
Compte de capital et d'opérations financières	1041.5	907.2	737.2	730.4	3086.0
Compte de capital	96.1	291.4	145.7	146.3	2327.6
Compte financier	945.4	615.8	591.4	584.1	758.4
Erreurs et omissions	-69.8	-25.1	125.0	182.3	-1970.9
Solde global	-500.0	-586.9	68.3	1029.4	1478.5
Financement	500.0	586.9	-68.3	-1029.4	-1478.5
Variations des réserves off. (baisse +)	-245.5	-9.4	-575.0	-1402.1	-1878.5
Financements exceptionnels	745.5	596.3	506.7	372.7	400.0
Variations des arriérés ext. (baisse -)	-133.5	199.3	-1906.3	-44.9	-75.9
Réaménagements de la dette	879.0	397.0	2413.1	417.6	475.8
GAP résiduel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 6 : CEMAC : Situation monétaire
(en milliards de FCFA)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Avoirs extérieurs nets (y/c Services Centraux)	854.8	821.5	1512.2	3067.5	5213.
Avoirs intérieurs nets	1822.2	1890.1	1463.9	433.2	-1041.
Crédits intérieurs nets	2371.9	2479.6	2072.6	1115.2	-310.
Créances nettes sur l'Etat	780.1	824.3	448.9	-690.3	-2273.
Crédits à l'économie	1591.7	1655.3	1623.7	1805.4	1962.
Autres postes nets	-549.6	-589.5	-608.7	-682.0	-730.
Masse monétaire	2614.9	2655.5	2921.7	3442.8	4116.
Monnaie fiduciaire	815.1	769.0	851.5	964.5	1018.
Dépôts à vue	953.6	932.6	1059.1	1340.1	1818.
Dépôts à terme	846.2	953.9	1011.1	1138.3	1279.
Allocations de DTS	62.1	56.2	54.3	57.9	56.
Avoirs extérieurs nets	7.4	-3.9	84.1	102.9	69.
Crédit intérieur net	0.4	4.5	-16.4	-46.2	-127.
Créances nettes sur l'Etat	-9.4	5.7	-45.5	-253.8	-229.
Crédits à l'économie	6.0	4.0	-1.9	11.2	8.
Masse monétaire (M2)	14.9	1.6	10.0	17.8	19.

Source : BEAC, Etats

Tableau 7 : CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

<i>Agrégat</i>	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	3682.8	3878.6	4413.5	6212.5	7716.0
RECETTES TOTALES (en milliards)	3536.0	3687.6	4245.6	6030.4	7394.7
Recettes pétrolières	1737.5	1748.6	2287.6	3864.8	4964.6
Recettes non pétrolières	1798.5	1939.1	1957.9	2165.6	2430.1
recettes fiscales	1656.3	1780.0	1794.6	1983.4	2203.7
recettes non fiscales	142.2	159.0	163.3	182.2	226.4
DONS (en milliards)	146.8	191.0	167.9	182.2	321.3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3417.4	3180.9	3617.4	4073.6	4737.8
DEPENSES COURANTES	2557.2	2364.4	2487.8	2870.6	3097.1
dont salaires et traitements	838.9	887.4	923.0	920.9	977.6
intérêts de la dette publique	554.6	476.6	477.1	431.1	394.6
DEPENSES EN CAPITAL	860.2	816.5	1129.6	1202.9	1640.6
sur financement interne	626.0	564.9	808.8	969.8	1372.2
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	907.5	1234.9	1426.0	2621.0	3319.9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	352.9	758.3	948.9	2189.9	2925.4
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	118.7	506.7	628.1	1956.8	2656.9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-146.1	597.7	- 1360.6	1766.3	2286.5
STOCK DETTE publique (en milliards)	12585. 9	12246. 6	11135. 6	10367. 4	9917.1
dette extérieure	11892. 5	11608. 1	10605. 1	9989.0	9578.7
dette intérieure	693.4	638.5	530.5	378.4	338.4
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	495.1	341.0	50.1	20.5	17.6
arriérés extérieurs	495.1	341.0	48.7	20.5	17.6
arriérés intérieurs	0.0	0.0	1.4	0.0	0.0
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2.1	4.4	4.9	9.0	10.6
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3.0	1.3	0.6	2.9	4.4
taux d'endettement public en % du PIB	75.5	70.3	57.2	42.8	36.1
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	495.1	341.0	50.1	20.5	17.6
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	66.6	64.9	73.8	86.6	92.0
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	5.4	7.1	7.3	10.8	12.1
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	1.8	0.3	-2.3	-6.5	-2.1
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-9.3	-9.0	-4.6	-0.1	0.5
taux de pression fiscale (en %)	13.2	13.9	13.5	14.0	14.5
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	0.7	2.9	3.2	8.1	9.7
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-0.9	3.4	-7.0	7.3	8.3
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	16672. 7	17418. 1	19455. 6	24200. 0	27472. 2
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	12503. 9	12815. 7	13319. 6	14213. 4	15203. 5
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	11537. 3	12018. 8	12785. 7	13228. 6	13721. 2
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4.1	4.2	6.4	3.5	3.7

Tableau 8 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1989.2	1436.8	1395.3	1567.8	2008.6
RECETTES TOTALES (en milliards)	1343.2	1363.3	1312.1	1572.2	1816.6
Recettes pétrolières	368.9	324.1	349.9	458.5	603.2
Recettes non pétrolières	974.3	1039.2	962.2	1113.7	1213.4
recettes fiscales	902.4	948.5	897.0	1024.3	1119.0
recettes non fiscales	71.9	67.7	72.1	93.7	94.1
DONNS (en milliards)	646.0	73.5	83.2	-4.4	192.0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1094.6	1095.8	1140.0	1170.3	1368.1
DEPENSES COURANTES	941.3	930.5	955.7	998.9	1126.1
salaires et traitements	389.9	420.0	442.5	414.0	412.8
intérêts de la dette publique	196.9	195.5	158.9	129.8	132.4
DEPENSES EN CAPITAL	126.5	154.9	169.1	151.6	202.0
sur financement interne	98.2	114.3	109.5	124.1	182.0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	473.8	503.6	390.6	559.2	600.9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	276.9	308.1	231.7	429.4	468.5
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	248.6	267.5	172.1	401.9	448.5
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-368.3	258.2	181.1	365.5	298.6
STOCK DETTE publique (en milliards)	3869.5	3645.9	3512.5	3248.9	3245.2
dette extérieure	3869.5	3645.9	3512.5	3248.9	3245.2
dette intérieure					
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0.0	0.0	12.7	0.0	0.0
arriérés extérieurs	0.0	0.0	12.7	0.0	0.0
arriérés intérieurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	3.7	3.9	2.8	4.9	4.8
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2.8	0.6	0.3	1.9	4.6
taux d'endettement public en % du PIB	51.0	45.9	42.1	36.9	33.6
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0.0	0.0	12.7	0.0	0.0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	49.0	46.4	51.9	67.4	77.4
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6.2	6.3	4.7	6.4	6.2
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	1.0	1.8	2.9	-7.4	-3.6
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-4.3	-8.3	-7.2	-4.0	-2.3
taux de pression fiscale (en %)	12.5	12.7	11.5	12.7	12.8
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	3.3	3.4	2.1	4.6	4.6
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-4.9	3.2	2.2	4.2	3.1
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	7583.2	7946.3	8333.9	8797.0	9665.3
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	7246.0	7460.0	7792.5	8085.0	8717.3
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1992/93)	7218.3	7509.2	7787.2	7945.2	8220.4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4.0	4.0	3.7	2.0	3.5

Tableau 9 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	106.0	63.7	78.5	88.0	146.6
RECETTES TOTALES (en milliards)	78.5	53.7	55.8	58.6	73.3
Recettes pétrolières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes non pétrolières	78.5	53.7	55.8	58.6	73.3
recettes fiscales	64.9	45.3	48.2	51.9	63.8
recettes non fiscales	13.6	8.4	7.5	6.7	9.5
DONS (en milliards)	27.5	10.0	22.7	29.4	73.3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	114.6	85.5	93.7	122.7	109.4
DEPENSES COURANTES	68.6	66.0	75.5	84.4	72.5
salaires et traitements	33.1	34.5	38.9	39.2	35.0
intérêts de la dette publique	11.2	7.8	8.8	9.0	10.7
DEPENSES EN CAPITAL	46.0	19.5	18.2	38.3	36.9
sur financement interne	13.5	10.5	7.7	8.4	9.6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	7.6	-15.0	-18.6	-25.2	1.9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-3.6	-22.8	-27.4	-34.2	-8.8
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-36.1	-31.8	-37.9	-64.1	-36.1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-14.6	-1.3	-16.9	-37.2	-80.0
STOCK DETTE publique milliards)	707.4	725.3	733.9	633.9	593.0
dette extérieure	565.7	578.6	582.2	594.3	553.4
dette intérieure	141.7	146.7	151.7	39.6	39.6
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	26.3	24.3	20.9	16.9	17.6
arriérés extérieurs	26.3	24.3	20.9	16.9	17.6
arriérés intérieurs					
Critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0.5	-3.4	-4.0	-4.6	-1.1
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2.3	4.2	-2.1	2.9	5.1
taux d'endettement public en % du PIB	99.7	107.0	106.6	84.4	73.3
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	26.3	24.3	20.9	16.9	17.6
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	98.0	95.8	85.6	80.8	72.9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	1.1	-2.2	-2.7	-3.4	0.2
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-4.0	22.1	5.4	-2.8	-19.1
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-5.4	-4.8	-5.6	-8.2	-7.8
taux de pression fiscale (en %)	9.1	6.7	7.0	6.9	7.9
solde global base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-5.1	-4.7	-5.5	-8.5	-4.5
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-2.1	-0.2	-2.5	-5.0	-9.9
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	709.5	678.2	688.6	750.8	808.8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	709.5	678.2	688.6	750.8	808.8
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	469.9	448.2	463.7	476.7	492.9
taux de croissance du PIB en volume (en %)	0.3	-4.6	3.5	2.8	3.4

Tableau 10 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	575.3	613.5	740.4	1300.2	161
RECETTES TOTALES (en milliards)	571.7	603.6	737.9	1267.7	158
Recettes pétrolières	397.5	421.6	530.4	1047.6	131
Recettes non pétrolières	174.2	182.0	207.6	220.0	26
recettes fiscales	168.2	177.3	200.0	212.0	25
recettes non fiscales	6.0	4.7	7.6	8.0	1
DONNS (en milliards)	3.7	9.9	2.5	32.5	3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	746.5	606.1	636.9	736.4	87
DEPENSES COURANTES	563.1	470.5	501.5	567.2	58
salaires et traitements	120.4	120.2	122.9	130.0	13
intérêts de la dette publique	176.7	117.8	147.0	150.0	12
DEPENSES EN CAPITAL	181.8	134.8	135.4	169.2	28
sur financement interne	158.1	111.0	122.4	152.9	21
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	25.6	139.1	261.1	697.6	89
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-151.2	21.3	114.1	547.5	77
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-174.8	-2.5	101.1	531.2	70
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	24.6	122.3	-1515.9	461.5	61
STOCK DETTE Publique (en milliards)	4779.6	4762.5	3947.1	3694.7	335
dette extérieure	4527.1	4545.0	3739.6	3497.2	335
dette intérieure	272.5	252.5	217.5	207.5	19
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	211.3	171.2	6.9	3.6	
arriérés extérieurs	211.3	171.2	6.9	3.6	
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-7.2	1.0	4.6	16.9	1
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3.8	-1.3	3.6	2.8	
taux d'endettement public en % du PIB	227.1	232.7	160.1	114.1	8
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	211.3	171.2	6.9	3.6	
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	19.6	16.4	29.3	71.7	9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	1.2	6.8	10.6	21.6	2
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	2.3	-1.1	-3.3	0.1	
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	6.0	14.5	14.2	7.1	1
taux de pression fiscale (en %)	17.2	17.2	18.6	17.9	1
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-8.3	-0.1	4.1	16.4	1
solde global, base caisse sur PIB (en %)	1.2	6.0	-61.5	14.3	1
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	2104.9	2046.7	2465.4	3236.8	398
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	978.5	1029.9	1075.9	1183.4	133
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	924.0	931.5	964.8	1038.6	111
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4.6	0.8	3.6	7.7	

Tableau 11 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1020.1	1064.0	1141.8	1434.1	1592.1
RECETTES TOTALES (en milliards)	1018.2	1062.8	1139.7	1432.1	1586.8
Recettes pétrolières	608.7	583.9	628.2	907.1	1013.6
Recettes non pétrolières	409.5	478.9	511.5	525.0	573.2
recettes fiscales	383.0	451.0	471.9	494.3	539.3
recettes non fiscales	26.5	27.9	39.6	30.7	33.9
DONNS (en milliards)	1.9	1.2	2.1	2.0	5.3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	948.9	806.4	850.1	1003.2	1038.6
DEPENSES COURANTES	745.7	675.4	693.7	843.2	838.6
salaires et traitements	220.6	229.0	226.3	227.8	271.0
intérêts de la dette publique	153.0	145.0	149.2	129.7	108.8
DEPENSES EN CAPITAL	135.7	131.0	156.3	160.0	200.0
sur financement interne	116.7	122.6	142.2	151.1	190.0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	241.3	409.8	453.0	567.5	667.1
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	222.3	401.4	438.9	558.6	657.1
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	69.3	256.4	289.7	428.9	548.2
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	206.7	251.1	-107.5	349.9	508.2
STOCK DETTE publique (en milliards)	2331.6	2161.2	1942.6	1768.7	1517.8
dette extérieure	2052.4	1921.9	1781.3	1637.4	1416.5
dette intérieure	279.2	239.3	161.3	131.3	101.3
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	246.9	143.7	1.4	0.0	0.0
arriérés extérieurs	246.9	143.7	0.0	0.0	0.0
arriérés intérieurs			1.4		
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	6.5	11.4	11.6	12.2	13.2
taux d'inflation annuel moyen (en %)	0.2	2.3	0.4	-0.2	2.0
taux d'endettement public en % du PIB	67.8	61.4	51.2	38.8	30.5
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	246.9	143.7	1.4	0.0	0.0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	37.7	44.0	61.8	74.8	85.4
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	7.0	11.6	11.9	12.4	13.4
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	3.0	-0.1	-1.7	-3.9	1.2
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	7.5	10.2	13.7	15.1	12.6
taux de pression fiscale (en %)	18.7	21.7	22.3	21.7	24.0
solde global, base ordonnancements, hors dons sur PIB (en %)	2.0	7.3	7.6	9.4	11.0
solde global, base caisse sur PIB (en %)	6.0	7.1	-2.8	7.7	10.2
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	3437.3	3519.0	3792.1	4563.2	4972.8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	2050.0	2082.5	2120.3	2275.3	2249.3
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1989)	1770.3	1814.0	1838.6	1893.8	1936.4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	-0.3	2.5	1.4	3.0	2.3

Tableau 12 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	414.5	471.2	773.5	1410.2	1727.9
RECETTES TOTALES (en milliards)	414.5	471.2	773.5	1410.2	1727.9
Recettes pétrolières	362.5	408.4	700.3	1307.5	1607.9
Recettes non pétrolières	52.0	62.8	73.2	102.6	120.0
recettes fiscales	39.3	46.7	58.2	62.0	77.2
recettes non fiscales	12.7	16.0	15.0	40.6	42.7
DONNS (en milliards)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	227.2	258.0	484.5	609.9	799.9
DEPENSES COURANTES	100.6	88.2	121.5	163.9	192.9
salaires et traitements	26.0	27.5	30.9	36.6	39.7
intérêts de la dette publique	3.9	3.1	2.1	2.3	1.8
DEPENSES EN CAPITAL	126.6	169.8	363.0	446.0	607.0
sur financement interne	126.6	169.5	362.3	444.6	600.0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	317.8	386.1	654.1	1248.6	1536.7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	187.2	213.4	289.8	801.7	934.9
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	187.2	213.2	289.0	800.3	927.9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	185.6	161.7	275.5	768.3	889.0
STOCK DETTE publique (en milliards)	225.2	194.3	177.6	155.7	99.7
dette extérieure	225.2	194.3	177.6	155.7	99.7
dette intérieure					
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	4.5	0.0	0.0	0.0	0.0
arriérés extérieurs	4.5	0.0	0.0	0.0	0.0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	12.9	13.0	11.9	21.4	20.4
taux d'inflation annuel moyen (en %)	7.6	7.3	4.2	5.0	5.0
taux d'endettement public en % du PIB	15.5	11.8	7.3	4.2	2.2
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	4.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	99.1	100.0	100.2	100.2	99.8
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	21.9	23.5	26.8	33.3	33.5
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	1.3	-0.4	-1.9	-1.4	-0.3
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-14.2	-42.6	-26.5	-12.8	-8.3
taux de pression fiscale (en %)	22.1	22.3	25.7	23.3	24.0
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	12.9	13.0	11.8	21.4	20.2
solde global, base caisse sur PIB (en %)	12.8	9.8	11.3	20.5	19.4
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	1452.4	1645.8	2439.2	3747.6	4592.5
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	178.4	209.8	226.0	266.1	321.8
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	495.1	565.0	730.4	790.4	858.9
taux de croissance du PIB en volume (en %)	20.2	14.1	29.3	8.2	8.7

Tableau 13 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	202.3	260.1	358.2	397.1	683.3
RÉCETTES TOTALES (en milliards)	110.0	133.1	226.5	289.7	609.9
Recettes pétrolières	0.0	10.6	78.8	144.0	421.1
Recettes non pétrolières	110.0	122.5	147.6	145.7	188.8
recettes fiscales	98.4	111.2	119.3	138.9	153.3
recettes non fiscales	11.6	11.3	28.4	6.8	35.5
DONNS (en milliards)	92.3	127.0	131.7	107.4	73.4
DEPENSES TOTALES (en milliards)	285.6	329.2	412.3	431.2	547.7
DEPENSES COURANTES	137.9	133.8	139.9	213.1	283.0
salaires et traitements	48.9	56.2	61.5	73.3	85.1
intérêts de la dette publique	12.8	7.3	11.1	10.4	17.3
DEPENSES EN CAPITAL	147.7	195.5	272.4	218.0	264.8
sur financement interne	16.9	25.8	49.6	68.9	130.6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-31.9	-19.2	48.1	18.0	213.6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-44.8	-26.5	37.0	7.7	196.3
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-175.6	-196.2	-185.8	-141.5	62.1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-180.0	-194.2	-176.8	-141.7	57.3
STOCK DETTE publique (en milliards)	652.6	722.4	812.1	855.6	907.6
dette extérieure	652.6	722.4	812.1	855.6	907.6
dette intérieure					
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	6.2	1.8	8.1	0.0	0.0
arriérés extérieurs	6.2	1.8	8.1	0.0	0.0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-3.2	-1.7	2.1	0.2	5.6
taux d'inflation annuel moyen (en %)	5.2	-1.8	-5.3	7.9	8.0
taux d'endettement public en % du PIB	47.1	45.7	46.8	27.6	25.9
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	6.2	1.8	8.1	0.0	0.0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	84.5	73.2	71.4	63.5	72.5
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-2.3	-1.2	2.8	0.6	6.1
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-3.8	-2.2	-15.1	-1.9	-11.3
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-97.9	-52.3	-27.3	-1.9	-6.4
taux de pression fiscale (en %)	7.1	8.2	8.4	8.4	8.4
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-12.7	-12.4	-10.7	-4.6	1.8
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-13.0	-12.3	-10.2	-4.6	1.6
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	1385.3	1582.1	1736.4	3104.6	3500.4
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1385.3	1355.3	1416.2	1652.7	1819.0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1995)	996.7	1139.0	1525.7	1653.4	1675.5
taux de croissance du PIB en volume (en %)	8.5	14.3	34.0	8.4	1.3

Tableau 14 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	7 035.0	7 469.0	9 028.3	13 077.5	15 274.9
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	2 599.3	2 607.2	2 631.4	2 917.1	3 220.4
Sylviculture	248.6	240.4	274.3	230.3	268.8
Industries extractives	4 187.2	4 621.4	6 122.7	9 930.1	11 785.8
Secteur secondaire	2 560.7	2 663.9	2 780.0	2 900.0	3 469.4
Industries manufacturières	1 853.6	1 923.2	1 914.9	1 878.9	2 098.4
Bâtiments et Travaux Publics	428.9	448.1	494.8	529.8	635.3
Autres	278.2	292.7	370.3	491.3	735.8
Secteur tertiaire	6 074.4	6 265.8	6 603.9	7 100.5	7 478.1
Services marchands	4 750.0	4 889.6	5 146.6	5 526.4	5 850.6
Services non marchands	1 324.3	1 376.2	1 457.3	1 574.1	1 627.5
PIB au coût des facteurs	15 670.0	16 398.7	18 412.3	23 077.9	26 222.5
Droits et Taxes à l'importation	1 002.6	1 019.4	1 043.3	1 122.0	1 249.7
PIB aux prix courants du marché	16 672.7	17 418.1	19 455.6	24 200.0	27 472.2
PIB du secteur pétrolier	4 168.7	4 602.4	6 136.0	9 986.6	12 268.7
PIB du secteur non pétrolier	12 503.9	12 815.7	13 319.6	14 213.4	15 203.5
Secteur primaire	3 599.4	3 747.3	4 099.8	4 191.5	4 521.5
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1 887.6	1 950.6	1 997.7	2 086.2	2 394.3
Sylviculture	238.5	235.2	247.1	236.7	251.2
Industries extractives	1 473.3	1 561.5	1 855.0	1 868.5	1 876.1
Secteur secondaire	2 460.5	2 521.1	2 664.3	2 759.2	2 923.5
Industries manufacturières	1 862.4	1 899.0	1 954.1	1 985.9	2 021.5
Bâtiments et Travaux Publics	371.3	383.0	416.9	439.3	468.5
Autres	226.7	239.0	293.3	333.9	433.5
Secteur tertiaire	4 490.4	4 775.2	5 054.7	5 286.4	5 493.0
Services marchands	3 298.0	3 540.6	3 756.9	3 944.5	4 108.1
Services non marchands	1 192.4	1 234.7	1 297.8	1 342.0	1 384.8
PIB au coût des facteurs	10 550.3	11 043.6	11 818.8	12 237.1	12 938.0
Droits et Taxes à l'importation	987.0	975.2	966.9	991.5	783.1
PIB aux prix constants du marché de 1992	11 537.3	12 018.8	12 785.7	13 228.6	13 721.2
PIB du secteur pétrolier	1 479.3	1 570.0	1 895.1	1 923.4	1 986.7
PIB du secteur non pétrolier	10 058.0	10 448.9	10 890.7	11 305.1	11 734.5

Tableau 15 : CEMAC : Ressources et Emplois
(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	16 672.7	17 418.1	19 455.6	24 200.0	27 472.2
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	16 152.6	16 602.0	17 192.0	19 917.5	21 852.1
Consommation	10 772.7	10 974.2	11 465.0	13 522.9	14 670.2
Publique (Etat)	1 511.6	1 427.0	1 511.9	1 701.8	1 874.6
Privé	9 261.2	9 547.3	9 953.1	11 821.1	12 795.6
Investissements bruts	5 379.8	5 627.8	5 727.0	6 394.5	7 181.9
Formation brute de capital fixe	5 393.7	5 554.3	5 652.1	6 306.0	7 124.8
Publique (Etat et Ad.publiques)	860.2	816.5	1 129.6	1 202.9	1 640.6
Privé (Entreprises et ménages)	4 533.5	4 737.7	4 522.5	5 103.1	5 484.2
Secteur pétrolier	1 748.2	2 054.5	1 754.6	2 251.0	2 547.0
Secteur non pétrolier	2 785.3	2 683.3	2 767.9	2 852.1	2 937.2
Variations des stocks	-13.9	73.5	74.9	88.5	57.1
EXPORTATIONS NETTES	520.1	816.1	2 263.6	4 282.5	5 620.1
Exportations de biens et services non facteurs	7 305.6	7 466.3	9 677.4	13 143.3	15 728.8
Biens	6 336.0	6 837.3	9 040.6	12 469.0	15 005.4
Autres	7 807.7	8 306.4	9 834.4	12 352.3	14 642.0
Services non facteurs	969.6	629.0	636.8	674.3	723.4
Importations de biens et services non facteurs	-6 785.5	-6 650.2	-7 413.8	-8 860.8	-10 108.7
Biens	-3 872.2	-3 663.4	-3 947.4	-4 751.1	-5 540.7
Services non facteurs	-2 913.3	-2 986.9	-3 466.4	-4 109.7	-4 568.0
PRODUIT INTERIEUR BRUT	11 537.3	12 018.8	12 785.7	13 228.6	13 721.2
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	12 294.6	12 815.6	13 460.9	14 442.4	15 617.0
Consommation	9 677.5	9 967.8	10 442.4	11 066.2	11 883.6
Publique (Etat)	452.0	427.2	570.0	579.8	760.1
Privé	9 225.5	9 540.7	9 872.4	10 486.4	11 123.6
Investissements bruts	2 617.0	2 847.7	3 018.5	3 376.1	3 733.4
Formation brute de capital fixe	2 619.9	2 853.8	3 020.7	3 380.2	3 736.4
Publique (Etat et Ad.publiques)	452.0	427.2	570.0	579.8	760.1
Privé (Entreprises et ménages)	2 167.9	2 426.6	2 450.7	2 800.4	2 976.4
Secteur pétrolier	660.9	942.2	958.2	1 238.6	1 363.5
Secteur non pétrolier	1 507.0	1 484.4	1 492.6	1 561.8	1 612.9
Variations des stocks	-2.9	-6.0	-2.2	-4.1	-3.1
EXPORTATIONS NETTES	-757.3	-796.7	-675.2	-1 213.8	-1 895.9
Exportations de biens et services non facteurs	2 276.8	2 380.2	2 741.5	2 857.8	2 814.7
Importations de biens et services non facteurs	-3 034.0	-3 177.0	-3 416.7	-4 071.6	-4 710.6

INDICATEURS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES DES COMORES					
Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006 *
Recettes totales (dons inclus)	21 404	25 482	26 434	30 509	29 525
Recettes intérieures (courantes)	16 975	22 335	22 445	23 972	21 547
Recettes fiscales	13 870	19 622	19 407	17 797	17 915
Recettes non fiscales	3 105	2 713	3 038	6 175	3 632
Recettes exceptionnelles	-	-	-	-	-
Dons extérieurs	4 429	3 147	3 989	6 537	7 978
Dépenses totales	26 273	31 202	28 847	30 426	33 344
Dépenses courantes	19 189	22 769	22 546	23 524	25 766
dont :					
Salaires	6 778	11 493	12 631	12 872	13 250
Intérêts sur la dette	1 605	1 431	1 282	1 182	724
Assit tech et Projets sur Fin exter	2 669	2 507	606	1 431	2 458
Dépenses exceptionnelles	901	855	-	-	-
Dépenses en capital	6 183	7 578	6 301	6 902	7 578
dont financées sur ressources intérieures	302	2 785	2 539	1 411	996
Solde Budgétaire de Base (SBB)	- 748	- 1 567	- 2 034	468	- 2 758
Solde Global (hors dons)	- 9 298	- 8 867	- 6 402	- 6 454	- 11 797
Solde Global (dons inclus)	- 4 869	- 5 720	- 2 413	83	- 3 820
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2002	2003	2004	2005	2006
Critères de 1^{er} rang					
Solde Budgétaire de Base (SBB) / PIB nominal $\geq 0\%$	- 0,6	- 1,1	- 1,4	0,3	- 1,8
Taux d'inflation annuel moyen $< 3\%$	3,3	3,7	4,5	3,2	3,4
Taux d'endettement public Encours dette publ totale/PIB nom $\leq 70\%$	-	97,9	94,1	87,8	93,5
Arriérés de paiement intérieurs (non accumulation)	87	1 225	1 197	-814	1 508
Arriérés de paiement extérieurs (non accumulation)	1 637	1 819	1 400	1 104	1 643
<i>Total arriérés de paiement</i>	<i>1 724</i>	<i>3 044</i>	<i>2 597</i>	<i>290</i>	<i>3 150</i>
Autres indicateurs					
Masse salariale /recettes fiscales $\leq 35\%$	48,9	58,6	65,1	72	74
Investissements financés sur ressources intérieures /recettes fiscales $\geq 20\%$	2,2	14,2	13,1	8	6
Recettes fisc / Pib nom (Taux de pression fiscal $\geq 17\%$)	10,8	14,2	13,3	11,8	11,2
Solde global hors dons/Pib	- 3,8	- 4,1	- 1,7	0,1	- 2,5
Solde global/Pib	- 7,2	- 6,4	- 4,4	- 4,3	- 7,8
Avoirs Extérieurs Nets / Masse monétaire Taux de couverture extérieur de la monnaie (en %)	106,1	106,8	109,8	105,6	118,9
<i>Banque Centrale des Comores, DESB</i>					

* Chiffres provisoires